

**Séance du Conseil de Ville
du 28 septembre 2026, 19 heures
Salle du Conseil de Ville
Ordre du jour n° 6 / 2026**

1. Communications de la Présidente du Conseil de Ville
2. Appel
3. PV n° 05 du 29 juin 2026
4. Questions orales
5. Rapport 2025 du Conseil communal sur l'activité de l'Administration communale
6. Demande d'un crédit de CHF 710'000.- pour le remplacement du monobloc de ventilation de la piscine couverte du centre sportif de la Blancherie (BAT)
7. Demande d'un crédit d'investissement de CHF 1'610'000.- pour le réaménagement des écopoints existants et l'aménagement de trois nouveaux écopoints (UETP)
8. Demande d'un crédit de CHF 2'080'000.- pour le réaménagement des Vies-Ste-Catherine comme itinéraire mobilité douce et la création d'un nouvel accès routier aux Prés-Roses conformément aux mesures 1.36a et 1.36b du projet d'agglomération (UETP)
9. Développement de l'interpellation 3.02/26 – « Stratégie immobilière », PSD-JSJ, Mme Fanny Wisler (BAT)
10. Développement de la motion 5.03/26 – «Energie pour la vie pour le peuple de Cuba», CS-POP et Vert-e-s, Mme Mérane Woudman (MPE/CHA/EE)
11. Développement du postulat 4.02/26 «De la couleur et un peu de fantaisie pour apprivoiser les moloks», PSD-JSJ, M. Aliou Wade (UETP)
12. Réponse à la question écrite 2.09/26 – «Quelle stratégie pour répondre au vieillissement de la population à Delémont ?», PCSI, Mme Jessy Gigandet (CSJL)
13. Rapport de réalisation de la motion 5.03/25 – « Un règlement sur les terrasses des établissements publics », CS-POP et Vert-e-s, Mme Mérane Woudman (MPE/UETP)
14. Rapport de réalisation du postulat 4.04/25 – « Accès à l'Auberge de jeunesse », PLR et PVL, M. Pascal Domont (UETP)
15. Divers

BUREAU DU CONSEIL DE VILLE

La secrétaire :

Lucie Üncücan-Daucourt

Delémont, le 2 juillet 2026

Séance du Conseil de Ville
du 29 juin 2026, à 19 h 00
Salle du Conseil de Ville - Procès-verbal no 5 / 2026

1. Communications de la Présidente du Conseil de Ville
2. Appel
3. PV n° 04 du 1er juin 2026
4. Questions orales
5. Promesses d'admission à l'indigénat communal
6. Approbation des comptes communaux 2025
7. Demande d'un crédit CHF 1'950'000.- pour l'assainissement de l'enveloppe extérieure du bâtiment scolaire du Châtelet
8. Demande d'un crédit-cadre 2026-2029 CHF 1'250'000.- pour le remplacement et l'achat de véhicules, machines et outillage pour la Voirie communale et le service
9. Développement de la motion 5.02/26 « Mérites sportifs et culturels », Le Centre, M. Serge Beuret
10. Développement du postulat 4.01/26 « Favoriser les conditions cadres pour une culture biologique à large échelle de champignons alimentaires, thérapeutiques et détoxifiants en Ville de Delémont. Une option d'avenir? », UDC, M. Dominique Bättig
11. Réponse à la question écrite 2.04/26 « Y-a-t'il "de l'eau dans le gaz" dans les relations entre le promoteur de l'Ecoquartier et les Services industriels de Delémont? », PLR et PVL, M. Pascal Domont
12. Réponse à la question écrite 2.05/26 « Désenchantement du phénomène des "nouveaux frontaliers". Il faudra prendre des mesures. », UDC, M. Dominique Bättig
13. Réponse à la question écrite 2.06/26 « Accessibilité des bâtiments aux personnes à mobilité réduite: un dossier définitivement enterré? », CS-POP et Vert-e-s, Mme Mélane Woudman
14. Réponse à la question écrite 2.07/26 « Prix du gaz: de 13% de baisse à quelle hausse? », PLR et PVL, M. Nicolas Kocher
15. Réponse à la question écrite 2.08/26 « Peut-on installer des pompes à chaleur (PAC) presque partout? », PSD-JSJ, M. Marc Ribeaud
16. Rapport de réalisation des motions 5.01/25 « Réorganisation structurelle de l'administration communale » et 5.08/25 « Suppression de 14 EPT et impact sur les prestations à la population et sur l'administrationdes précisions svp! »
17. Divers

1. COMMUNICATIONS DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL DE VILLE

Mme Suzanne Maître-Schindelholz, présidente, ouvre la cinquième séance de l'année 2026 et souhaite de bons débats aux membres du Conseil de Ville. Elle félicite les organisateurs de Delémont'BD pour le succès du festival et adresse également ses félicitations aux sportives et sportifs méritants de la Ville, qui ont été honorés le 11 juin. Elle informe le Conseil de Ville qu'aucune séance ne sera tenue en août et que la reprise des séances est fixée au 28 septembre.

2. APPEL

Conseil de Ville

35 membres sont présent·e·s

Mme, M., Suzanne **Maître-Schindelholz**, présidente, Noémie **Chiffelle Lachat**, 1ère vice-présidente, Patrick **Frein**, 2e vice-président, Christine **Domont**, scrutatrice 1, Matthieu **Weissbrodt**, scrutateur 2

Mme, M., Vincent **Barraud**, Luis **Bartolomé**, Dominique **Bättig**, Florian **Battilotti**, Céline **Blaser**, Maël **Bourquard**, Dominique **Bugnon**, Sophie **Chevrey Schaller**, Steve **Claude**, Patrick **Comment**, Martine **Duplain**, Jessy **Gigandet**, Florine **Jardin**, Thierry **Kamber**, Asad-Uz-Zaman **Kazi**, Nicolas **Kocher**, Jean-François **Lovis**, Grégoire **Mertenat**, Julien **Paratte**, Céline **Petermann**, Jacques **Riat**, Marc **Ribeaud**, Michel **Rion**, Olivier **Schaller**, Loïc **Schindelholz**, Vivien **Schmid**, Maria Teresa **Sepulveda Rebetez**, Mansouratou **Sokpolie**, Mehmet **Suvat**, Mélane **Woudman**.

Excusé·e·s : Mme, M., Iskander **Ali**, Jordan **Ali**, Serge **Beuret**, **Brulhart** Pierre, Pascal **Domont**, Khelaf **Kerkour**, Céline **Robert-Charrue Linder**, Magali **Rohner**, Laurence **Studer**, Colin **Vollmer**, Aliou **Wade**.

Conseil communal

M. Christophe **Badertscher**, Département de l'énergie et des eaux

M. Damien **Chappuis**, Département de la mairie et de la promotion économique

M. Patrick **Chapuis**, Département de la cohésion sociale, de la jeunesse et du logement

M. Emmanuel **Koller**, Département de l'urbanisme, de l'environnement et des travaux publics

M. Claude **Schlächter**, Département de la culture, des sports et des écoles

Secrétariat du Conseil de Ville

Mme Lucie **Üncücan-Daucourt**

Huissier

M. Olivier **Caillet**

3. PV N° 04 DU 1ER JUIN 2026

Le procès-verbal du 1^{er} juin 2026 est accepté à la majorité évidente.

4. QUESTIONS ORALES

Mme Christine Domont, PLR et PVL, demande si le Service de la cohésion sociale a mis en place des mesures particulières en faveur des personnes âgées, particulièrement exposées lors des épisodes de canicule. Elle évoque notamment la possibilité de contacts téléphoniques ou de visites ponctuelles auprès des personnes seules à domicile.

M. Patrick Chapuis indique que la Commune a anticipé la prolongation de l'épisode de canicule en adressant un courrier à toutes les personnes âgées de plus de 75 ans, soit environ 1'500 personnes, afin de leur transmettre des recommandations en matière de prévention. Il précise qu'aucun suivi téléphonique systématique n'a été organisé, notamment en raison des ressources nécessaires pour contacter l'ensemble des personnes concernées. Il relève que certaines personnes bénéficient de soins à domicile ou disposent d'un entourage et indique que la Commune réfléchit à la mise en place de mesures spécifiques, notamment au regard de la probabilité que de tels épisodes se répètent à l'avenir.

Mme Christine Domont, PLR et PVL, est satisfaite.

M. Dominique Bättig, UDC, se réfère à des articles récents consacrés aux conditions d'accès à l'indigénat communal et demande si, parmi les dossiers de naturalisation qui doivent être approuvés, aucun dossier antérieur n'a fait l'objet d'un refus d'entrée en matière.

M. Damien Chappuis, maire, répond qu'à sa connaissance, aucun refus d'entrée en matière n'a été prononcé.

M. Dominique Bättig, UDC, est satisfait.

Mme Noémie Chiffelle Lachat, PSD-JSJ, attire l'attention sur la sécurité routière à la rue du Vieux-Château, notamment dans les secteurs dépourvus de marquage. Elle relève que certains automobilistes coupent régulièrement les virages et empiètent sur la voie opposée et demande si un marquage ou une autre mesure pourrait être mis en place afin d'améliorer la sécurité.

M. Emmanuel Koller indique que des comportements liés à des vitesses inadaptées et à l'empiètement sur le trottoir abaissé ont effectivement été constatés. Il annonce que son Département demandera un marquage supplémentaire afin de mieux délimiter la voie de circulation et le trottoir mixte réservé aux piétons et aux cyclistes. Il précise que des lignes blanches seront notamment ajoutées au milieu de la chaussée dans les virages afin d'éviter que les automobilistes ne les coupent. Il indique également que la Police administrative sera sollicitée pour installer le « radar sympa », en particulier à l'approche du giratoire dans les deux sens.

Mme Noémie Chiffelle Lachat, PSD-JSJ, est satisfaite.

Mme Mansouratou Sokpolie, PSD-JSJ, s'interroge sur le contrôle du respect des standards Minergie Plus et de la certification 2020 dans les logements de l'Écoquartier. Elle demande si le Conseil communal envisage d'instaurer un permis d'habiter afin de garantir la conformité et le confort énergétique des logements. Elle relève que plusieurs habitants, dont elle-même, sont confrontés à des coûts de chauffage anormalement élevés par rapport aux performances annoncées et estime qu'un tel permis offrirait une garantie aux habitants, qui ne disposent pas nécessairement des compétences nécessaires pour contrôler ces éléments.

M. Emmanuel Koller précise que le permis d'habiter existe dans certains cantons, notamment le Valais, mais que cette possibilité n'a pas été retenue lors de la récente révision de la législation cantonale, notamment en raison de la charge supplémentaire qu'elle représenterait pour les communes. Il rappelle que les contrôles sont déjà effectués dans le cadre de la procédure de permis de construire. Concernant l'Écoquartier et les questions liées à la performance énergétique, il indique que le Département de l'énergie et des eaux suit le dossier, que des séances d'information ont été organisées et que la procédure se poursuit. Il précise que la Commune ne peut pas instaurer elle-même un permis d'habiter contraire au droit cantonal et au droit supérieur.

Mme Mansouratou Sokpolie, PSD-JSJ, est satisfaite.

M. Michel Rion, CS-POP et VERT·E·S, revient sur la consultation fédérale « Transport 45 » et relève que le projet ArcExpress, qui vise à améliorer la liaison ferroviaire entre La Chaux-de-Fonds et Bâle via les Franches-Montagnes et Delémont, n'y figure plus alors qu'il avait été validé pour 2035. Il estime que cet abandon compromet une opportunité importante d'améliorer les liaisons ferroviaires de Delémont avec les autres pôles régionaux et demande quelles démarches la Commune entend entreprendre, notamment en coordination avec le Canton et les autres partenaires, dans le cadre de la consultation.

M. Damien Chappuis, maire, considère ArcExpress comme un enjeu majeur pour la mobilité régionale et indique que la Ville entend défendre activement le projet. Il précise que la Commune prendra position dans le cadre de la consultation fédérale auprès de l'Office fédéral des transports, en coordination avec les Chemins de fer du Jura et l'association ArcExpress. Il souligne que l'objectif est de démontrer l'importance de la mobilisation en faveur du projet, notamment auprès des autorités cantonales, des associations, des milieux économiques et de la population. Il relève que, dans le programme actuellement soumis à consultation, le seul projet retenu pour le Jura est une nouvelle halte au Noirmont, ce qu'il considère insuffisant au regard des besoins du canton. Il indique que des alliances seront également recherchées avec les partenaires régionaux, notamment au sein des conférences de transports de Suisse occidentale, du nord-ouest et de Suisse centrale, afin de soutenir une intervention coordonnée auprès des Chambres fédérales. Il assure que la Ville suivra le dossier de près et défendra les intérêts de Delémont et du Jura.

M. Michel Rion, CS-POP et VERT·E·S, est satisfait.

Mme Maria Teresa Sepulveda-Rebetez, CS-POP et VERT·E·S, remercie la Commune pour l'installation de quatre grandes poubelles au parc du Righi. Elle attire toutefois l'attention sur plusieurs fontaines publiques, notamment au parc du Righi et à proximité de la Migros, qui sont régulièrement dépourvues d'eau et encombrées de déchets. Elle demande si cette situation est liée à une volonté d'économiser l'eau, à un problème de gestion ou à un manque de ressources et relève l'intérêt de ces installations pour permettre aux enfants de se rafraîchir durant les fortes chaleurs.

M. Emmanuel Koller explique que la Voirie effectue des tournées trois à quatre fois par semaine pour nettoyer les abords des fontaines et retirer les déchets présents en surface. Tous les quinze jours environ, les fontaines sont vidées afin de permettre un nettoyage plus approfondi et l'évacuation des déchets présents au fond.

Concernant spécifiquement la fontaine du Righi, il prend note de l'absence d'eau et indique qu'il va se renseigner sur la situation, compte tenu notamment des températures élevées.

Mme Maria Teresa Sepulveda-Rebetez, CS-POP et VERT·E·S, est satisfaite.

M. Nicolas Kocher, PLR et PVL, demande pourquoi les jets d'eau de la place de la Gare ne sont pas activés malgré les fortes chaleurs. Il souhaite savoir si cette situation résulte d'un problème technique, d'une décision des autorités ou du chantier de rénovation de l'immeuble situé à l'angle de la place.

M. Christophe Badertscher confirme que les jets d'eau sont normalement utilisés durant l'été et les périodes de canicule, mais qu'ils n'ont pas encore été mis en service cette année en raison du chantier, qui nécessite de maintenir des passages suffisants pour les piétons. Il indique que, la gêne liée aux travaux diminuant, une remise en service pourrait intervenir durant l'été, notamment en cas de nouvelle période de forte chaleur. Il précise toutefois que cette installation est techniquement complexe et nécessite l'intervention d'une entreprise spécialisée, ce qui rend une activation et une désactivation fréquentes, peu pratiques et coûteuses.

M. Nicolas Kocher, PLR et PVL, est satisfait.

Mme Jessy Gigandet, PCSI, demande un état d'avancement du déplacement de la sculpture Saturne d'André Ramseyer, dont le principe a été accepté par le Conseil de Ville en janvier. Elle souhaite connaître les emplacements étudiés ou retenus ainsi que le calendrier prévu. Elle rappelle que cette démarche s'inscrit dans une réflexion plus large de valorisation du patrimoine artistique communal, notamment au travers du projet de balade des sculptures.

M. Claude Schlüchter indique que le délai de traitement de la motion est respecté. Il précise que la sculpture sera définitivement installée le long du chemin de promenade situé derrière l'EMS et que, sous réserve de la coordination avec le Département UETP et la Voirie, le déplacement devrait être réalisé d'ici la fin de l'été. Il précise que le postulat lié à cette démarche sera également mis en œuvre dans le même calendrier.

Mme Jessy Gigandet, PCSI, est satisfaite.

M. Loïc Schindelholz, PLR et PVL, attire l'attention sur les difficultés rencontrées par les bars et établissements publics de Delémont, notamment depuis la fermeture de l'El Nouar. Il relève que plusieurs établissements n'ouvrent plus au-delà de 1 h 30 et estime que l'offre nocturne s'est fortement réduite. Il demande si la Ville entend prendre des mesures pour soutenir les établissements et faciliter les prolongations d'ouverture entre minuit et 3 h. Il s'interroge également sur l'opportunité de disposer d'un bar de nuit régulier et généraliste dans la Vieille Ville.

M. Damien Chappuis, maire, indique que la Ville n'a pas pris de mesures visant à limiter les horaires d'ouverture et que la réduction des ouvertures nocturnes résulte principalement de l'évolution des habitudes et de la clientèle. Il relève qu'avant la pandémie, environ 170 demandes de prolongation d'ouverture étaient traitées chaque année. Ce nombre est tombé à 60 durant la période Covid, puis est remonté à environ 150 en 2022-2023 avant de se stabiliser aujourd'hui autour de 90 demandes annuelles. Il constate que les demandes concernent désormais principalement des manifestations et événements ponctuels. Les restaurateurs ont également fait état d'une baisse durable de la fréquentation en soirée, rendant économiquement plus difficile le maintien d'horaires tardifs, notamment en raison des coûts de personnel. Il relève que certains établissements ont dû procéder à des licenciements ou fermer, et il indique que la Ville entretient un dialogue avec les milieux économiques locaux, notamment l'Union des commerçants de Delémont et le Groupement des commerçants de la Vieille Ville. Une rencontre spécifique avec les restaurateurs est prévue afin de mieux comprendre leurs difficultés et leurs besoins. Il rappelle que la Ville reste disponible pour accompagner les exploitants dans leurs demandes d'autorisation mais estime qu'elle n'a pas vocation à créer elle-même un établissement de nuit.

M. Loïc Schindelholz, PLR et PVL, est satisfait.

M. Vincent Barraud, PSD-JSJ, demande quand la politique communale du logement, annoncée depuis plusieurs années, sera présentée au Conseil de Ville.

M. Patrick Chapuis indique que l'élaboration de cette politique a été ralentie durant le premier semestre 2026, les ressources du Département CSJL ayant dû être consacrées à d'autres dossiers jugés prioritaires. Il rappelle qu'une feuille de route avait été élaborée sur la base de sept objectifs généraux issus du plan d'aménagement local, de sa conception directrice, d'analyses réalisées en 2020 et de l'étude Wüest Partner de 2024. Environ 25 mesures avaient été identifiées pour atteindre ces objectifs. Il indique qu'une étude sur les loyers pratiqués à Delémont et la situation financière des ménages a également été réalisée afin de définir

une cible de loyers modérés applicable notamment à certains logements communaux, aux logements de coopératives participantes et à certains projets privés soumis à un règlement de quartier. Ces travaux ont été intégrés à un projet de règlement d'attribution et discutés avec plusieurs partenaires, notamment l'Office fédéral du logement, l'ASLOCA, les gérances immobilières, les services sociaux et les coopératives. Il précise que le dossier doit encore être actualisé et finalisé dans un rapport détaillé. Le règlement d'attribution des logements à loyer modéré est actuellement soumis à une vérification formelle par les juristes de l'administration communale et l'ASLOCA. Le Département CSJL prévoit de présenter au Conseil communal, dans le courant de l'automne, le projet de politique communale du logement ainsi que le règlement d'attribution, lequel sera ensuite soumis au Conseil de Ville pour validation.

M. Vincent Barraud, PSD-JSJ, est satisfait.

M. Maël Bourquard, PSD-JSJ, demande si le Conseil communal entend favoriser un accès abordable à l'habitat individuel dans le cadre du développement du plan spécial du Cras-des-Fourches, dont la réalisation devrait être confiée à un promoteur privé. Il souhaite connaître les conditions envisagées pour atteindre cet objectif.

M. Emmanuel Koller indique que la Ville souhaite permettre la réalisation d'un projet résidentiel de qualité comprenant des maisons jumelées groupées, destinées prioritairement aux ménages locaux. Le projet devra répondre à plusieurs objectifs : proposer une offre adaptée au marché local, assurer une cohérence urbanistique, architecturale et paysagère, intégrer des principes de durabilité et d'innovation pragmatique, permettre une certaine flexibilité dans les aménagements intérieurs et garantir un rapport prix-produit compatible avec le marché local. Il précise que les propositions devront permettre à des familles disposant de revenus moyens d'acquérir un logement à un coût raisonnable. Les acquéreurs pourront notamment adapter certaines finitions intérieures, telles que la cuisine, les installations sanitaires ou le carrelage, en fonction de leur budget. Il indique que des recherches ont été effectuées sur les prix actuels des maisons à Delémont, avec des exemples allant d'environ CHF 790'000.- à CHF 970'000.- pour différents types de maisons individuelles ou jumelées. Concernant la mise à disposition du terrain, il précise que le Conseil communal privilégie une vente à l'entreprise présentant la meilleure proposition au regard de l'ensemble des critères de l'appel d'offres. Il estime que le promoteur aura intérêt à proposer des prix compatibles avec le marché afin de garantir la commercialisation des logements. Il rappelle enfin que le Conseil de Ville sera consulté au moment opportun et qu'un message lui sera soumis afin de présenter les critères retenus pour l'appel d'offres et permettre les décisions de principe nécessaires.

M. Maël Bourquard, PSD-JSJ, est satisfait.

5. PROMESSES D'ADMISSION À L'INDIGÉNAT COMMUNAL

M. Dominique Bättig, UDC, estime que la procédure actuelle de naturalisation communale, qu'il qualifie d'anonyme, bureaucratique et collective, est archaïque. Il souhaite que chaque personne demandant l'accès à l'indigénat communal puisse se présenter personnellement devant le Conseil de Ville, afin que celui-ci puisse connaître ses motivations et mieux prendre en compte la diversité des situations individuelles. Il considère qu'une personnalisation de la procédure serait davantage respectueuse des personnes concernées.

M. Damien Chappuis, maire, précise que l'intervention de M. Bättig ne constitue pas une demande formelle. Il rappelle que, si ce dernier souhaite modifier la procédure, il dispose de la possibilité de déposer une intervention parlementaire qui pourra être examinée par le Conseil de Ville.

M. Jacques Riat, PSD-JSJ, relève qu'il n'est pas spécialiste de la procédure, mais rappelle que les personnes concernées sont entendues dans le cadre de celle-ci. Il indique qu'une enquête est réalisée et que les personnes font l'objet d'une audition et de visites avant que les propositions de naturalisation ne soient soumises au Conseil communal, puis au Conseil de Ville pour ratification. Il considère dès lors qu'il est inexact d'affirmer que les personnes ne sont pas auditionnées et précise que le Législatif intervient après un examen préalable des dossiers et des personnes concernées. Il estime que toute modification de la procédure devrait faire l'objet d'une intervention formelle.

DÉCISION : les promesses d'admission à l'indigénat communal de :

- **Monsieur Baroudi ERROUANE**, son épouse **Imene DAKICHE** et leurs enfants **Aya, Syrine, et Sarah**
- **Monsieur Lambert KASAEV**
- **Madame Angela MALANDA**
- **Madame Ronahi MOHAMMAD AHMED**

- **Madame Aimée NSÉKÉ**
- **Madame Arlinda OSDAUTAJ**
- **Madame Amela PAJAZITI**
- **Monsieur Tashi Sonam PEMADONGPA et son enfant Tenzin**

sont acceptées à la majorité évidente, sans avis contraire.

6. APPROBATION DES COMPTES COMMUNAUX 2025

Entrée en matière :

M. Damien Chappuis, maire, présente les comptes communaux 2025, qui bouclent sur un bénéfice de 328'395.- CHF au compte général, contre un déficit budgété de 466'851.- CHF. Les services autofinancés présentent également un résultat positif de 467'313.- CHF, portant le résultat global à 795'708.- CHF. Avant l'attribution de 6 millions CHF à la réserve de politique budgétaire, le bénéfice effectif de l'exercice s'élève à environ 6,3 millions CHF. Les fonds passent ainsi de 34,8 à 41,4 millions CHF. M. Chappuis explique que l'amélioration du résultat provient principalement des revenus fiscaux, qui atteignent 48,8 millions CHF, soit 6 millions CHF de plus que prévu. Cette progression comprend notamment 2,9 millions CHF de corrections et variations relatives aux années fiscales antérieures, 1,5 million CHF de progression des impôts sur les gains immobiliers et 1,6 million CHF d'autres variations fiscales favorables. Il souligne toutefois qu'une part importante de ces recettes présente un caractère exceptionnel et ne peut donc pas servir de base durable aux prévisions futures. En neutralisant ces éléments, les comptes 2025 seraient pratiquement à l'équilibre, ce qui constitue néanmoins un signe de résorption du déficit structurel observé ces dernières années. Il relève également les efforts réalisés en matière de maîtrise des charges. Celles du personnel sont inférieures de 2,8 % au budget, soit environ 700'000.- CHF de moins que prévu, et diminuent de 1,72 % par rapport aux comptes 2024, malgré le renchérissement accordé au personnel. Les effectifs sont passés de 189,1 à 176,6 EPT depuis le début de la législature, soit une diminution de 12,5 EPT réalisée principalement dans le cadre des départs naturels. Les investissements s'élèvent à 6,9 millions CHF, dont 3,3 millions CHF pour les Services industriels de Delémont. Leur niveau inférieur au budget s'explique notamment par le report du projet de nouvelle école des Arquebusiers, qui demeure une priorité pour les prochaines années. Le maire estime que la marge de manœuvre financière retrouvée permettra de réaliser ce projet sans recourir excessivement à l'endettement. L'endettement brut diminue de 170,6 à 166 millions CHF, avec un taux d'intérêt moyen de 1,2 %. Il relève toutefois que la situation financière reste fragile, notamment en raison des charges de transfert dans les domaines de l'enseignement, de l'action sociale et des assurances sociales, qui dépassent 44 millions CHF et progressent plus rapidement que les revenus. Il annonce enfin un projet de modernisation de l'administration communale visant à améliorer l'efficacité des processus et à mieux cibler l'allocation des ressources humaines sur les missions essentielles. Il estime que les comptes 2025 offrent une base plus solide pour poursuivre les investissements dans les écoles, les infrastructures et la transition énergétique, sans pour autant justifier un relâchement des efforts. Il remercie le personnel communal ainsi que le chef du Service financier, M. Pierre Bersier, et son prédécesseur, M. Jean Froidevaux, pour le travail accompli.

M. Olivier Schaller, Le Centre, présente l'analyse de la Commission de gestion et vérification des comptes. Il indique que celle-ci considère les comptes 2025 comme satisfaisants, tout en soulignant que l'amélioration financière demeure fragile et ne résout pas les problèmes structurels. Il relève notamment les effets positifs de la réévaluation des immeubles menée depuis trois ans, qui représente au total environ 5,3 millions CHF. La commission constate une bonne maîtrise générale des dépenses et une amélioration de l'autofinancement. Il relève que, pour la deuxième année consécutive, les investissements ont été entièrement autofinancés et qu'aucun nouvel emprunt n'a été nécessaire. La dette diminue légèrement, mais l'insuffisance d'autofinancement cumulée depuis 2020 dépasse encore 18 millions CHF. Il attire l'attention sur les investissements futurs, estimés à environ 16 millions CHF par année entre 2026 et 2029, ainsi que sur l'évolution des charges d'intérêts. Il estime que celles-ci pourraient augmenter d'environ 550'000.- CHF entre 2025 et 2027 en raison du renouvellement des emprunts arrivant à échéance. Il relève également plusieurs risques, notamment la diminution probable des rattrapages fiscaux, l'incertitude économique et la disparition du remboursement de la dette du gaz, inscrit à hauteur de 723'000.- CHF au budget 2026. Concernant le personnel, il souligne que le tableau comparatif des EPT ajouté au rapport permet de suivre l'évolution du personnel titulaire et des autres catégories de personnel. Il constate une diminution de 4,75 EPT entre 2024 et 2025 et une baisse des charges salariales d'environ 424'000.- CHF. Il relève enfin certaines questions relatives au respect des directives, notamment l'absence d'attribution au fonds de maintien de la valeur du réseau d'eau et l'évolution du financement de l'éclairage public. Il conclut que les indicateurs financiers s'améliorent, mais que l'endettement reste élevé, que les investissements demeurent faibles et que plusieurs indicateurs restent dans des zones orange ou rouge. La Commission considère 2025 comme une excellente année de consolidation, mais pas encore comme le retour à une situation financière durablement saine. Elle recommande l'approbation des comptes.

M. Nicolas Kocher, PLR et PVL, indique que son groupe soutient l'entrée en matière et salue l'amélioration de la situation financière ainsi que les efforts de maîtrise des dépenses. Il estime toutefois que la situation reste préoccupante en raison du niveau élevé de la dette, de la faiblesse des investissements et de la dépendance à des rentrées fiscales extraordinaires. Il relève notamment que les rattrapages fiscaux ne constituent pas des recettes pérennes et que la progression des impôts de l'exercice pourrait entraîner une diminution de ces rattrapages dans les prochaines années. Il pense que les indicateurs financiers restent globalement moyens à mauvais et encourage le Conseil communal à poursuivre ses efforts. Il suggère également de simplifier la présentation des comptes afin d'en améliorer la lisibilité, notamment par une présentation synthétique par nature, fonction et service autofinancé. Le groupe recommande l'approbation des comptes.

M. Patrick Frein, Le Centre, se réjouit du résultat 2025 et remercie le personnel communal pour les efforts réalisés en matière de maîtrise des charges. Il estime toutefois que l'équilibre financier n'est pas encore assuré et qu'il serait prématuré de considérer la situation comme définitivement assainie. Il souligne que les rattrapages fiscaux ont fortement contribué au résultat mais que leur caractère exceptionnel impose de rester prudent. Il relève également l'incertitude concernant les taux d'intérêt et le poids du service de la dette. Il rappelle que l'insuffisance d'autofinancement cumulée depuis 2020 atteint 18 millions CHF et limite la capacité de la Ville à investir et à développer ses infrastructures. Il estime que la prudence reste donc nécessaire et que les efforts d'économie doivent se poursuivre. Le Centre acceptera les comptes.

M. Luis Bartolomé, CS-POP et VERT·E·S, indique que son groupe accepte l'entrée en matière et les comptes. Il considère le résultat positif et l'attribution de 6 millions CHF à la réserve comme réjouissants, tout en relevant la contribution de plusieurs éléments exceptionnels. Il estime que la politique menée pour améliorer les finances porte ses fruits, mais relève que la capacité d'investissement reste faible. Il encourage le Conseil communal à renforcer le pilotage des investissements afin de réduire les écarts entre les montants prévus et réalisés. Il souligne que les incertitudes concernant les recettes fiscales peuvent compliquer l'élaboration des budgets et entraîner des arbitrages touchant notamment les associations culturelles, sportives et sociales ainsi que les prestations communales. Il relève la diminution des charges de personnel et se félicite de l'intégration d'un tableau détaillé des EPT dans le rapport. Il constate que certaines réductions concernent notamment les fonctions de conciergerie et certains postes administratifs. Il pense qu'un outil de pilotage permettant d'évaluer les conditions de travail du personnel communal serait pertinent.

M. Jean-François Lovis, PCSI, indique que son groupe accueille favorablement les comptes 2025. Il souligne que l'exercice se termine avec un bénéfice de 328'395.- CHF alors qu'un déficit était prévu et que le résultat avant attribution à la réserve atteint environ 6,3 millions CHF. Il relève toutefois le caractère exceptionnel d'une partie des recettes fiscales et estime qu'une gestion prudente reste nécessaire. Il salue en revanche les progrès réalisés dans la maîtrise des dépenses, notamment la diminution des charges de personnel et des EPT. Il considère que la création de la réserve de politique budgétaire de 6 millions CHF renforce les fonds propres et améliore la capacité de la Ville à faire face aux imprévus. Il relève également la diminution de la dette, tout en soulignant que son niveau reste élevé. Il appelle à une gestion rigoureuse des futurs investissements, notamment du projet Gare Sud, et rappelle que l'amélioration des finances doit également contribuer à améliorer les conditions de vie de la population. Son groupe soutient à l'unanimité l'approbation des comptes.

M. Dominique Bättig, UDC, exprime des réserves quant au résultat présenté. Il considère que les rattrapages fiscaux et autres recettes extraordinaires donnent une image temporairement favorable des finances et estime qu'il faut éviter de considérer cette amélioration comme durable. Il insiste sur la nécessité d'un impôt qu'il estime juste et acceptable pour la population et s'interroge sur l'utilisation de recettes exceptionnelles pour compenser des difficultés de gestion. Il estime que des réformes structurelles et une amélioration du fonctionnement de l'administration restent nécessaires. Il considère que l'amélioration du résultat ne doit pas diminuer la volonté de procéder aux restructurations annoncées. Il souhaite que la Ville s'oriente vers une croissance économique durable plutôt que de dépendre de corrections fiscales et de variations exceptionnelles. Il annonce qu'il ne soutiendra pas les comptes.

M. Maël Bourquard, PSD-JSJ, indique que le groupe socialiste accepte les comptes et rejoint largement l'analyse de la Commission de gestion et vérification des comptes. Il s'interroge toutefois sur la préparation des prochains budgets, alors que les effectifs et plusieurs charges variables ont déjà été réduits et que les charges d'intérêts, les annuités et l'indexation des salaires devraient augmenter. Il demande au Conseil communal comment il entend équilibrer les prochains exercices alors que les recettes extraordinaires ne pourront vraisemblablement pas être reconduites.

M. Damien Chappuis, maire, relève que plusieurs interventions convergent sur le constat d'une amélioration réelle mais fragile. Il rappelle que, sans les recettes extraordinaires, les comptes auraient été pratiquement à l'équilibre, ce qui constitue néanmoins une amélioration par rapport aux exercices précédents. Il souligne que la maîtrise des charges résulte d'un travail engagé depuis plusieurs années et que les effets des mesures d'assainissement apparaissent progressivement dans les comptes. Il rappelle toutefois la forte volatilité des recettes fiscales et précise que la Commune dépend des estimations et informations transmises par le Canton,

qui est compétent pour les taxations. Il indique que le Conseil communal travaille déjà sur les pistes à envisager pour les prochains budgets et qu'un important travail préparatoire sera réalisé, notamment avec la Commission des finances. Il confirme que la modernisation de l'administration constituera un élément important de cette démarche. Il conclut que la situation financière est plus favorable que les années précédentes, mais que des efforts restent nécessaires pour atteindre une situation durablement saine. Il prend acte des différentes remarques formulées et remercie le Conseil de Ville pour ses interventions.

[Entrée en matière non combattue]

Discussion de détail :

Fonction 0 [Personne ne prend la parole]

Fonction 1

M. Loïc Schindelholz, PLR et PVL, relève que le nouveau fonctionnement de la Police permet une économie d'environ 158'000.- CHF par rapport aux comptes 2024 et de 202'000.- CHF par rapport aux comptes 2023. Il constate toutefois que la charge nette du centre d'imputation de la Police atteint environ 2,1 millions CHF contre 2 millions CHF au budget, notamment en raison d'un contrat de prestations avec la Police cantonale de 700'000.- CHF au lieu des 480'000.- CHF prévus. Il demande si le nouveau modèle entraînera des coûts supplémentaires à l'avenir et si le montant du contrat avec la Police cantonale est stabilisé. Il souhaite également savoir si les économies réalisées sur les charges de personnel communal compenseront durablement les coûts externes et demande qu'une vision claire du coût net de la réorganisation soit présentée dans les prochains budgets.

M. Damien Chappuis, maire, précise que l'exercice 2025 constitue une période transitoire et que le nouveau modèle sera stabilisé dès 2026. Les charges de personnel communal continueront de diminuer, tandis que le contrat de prestations avec la Police cantonale augmentera. Il précise que la Commune disposera de sept personnes à plein temps, personnel administratif compris, tandis que le contrat avec la Police cantonale représentera 12 EPT. Le coût correspondant atteindra environ 1,44 million CHF en 2026. Il souligne toutefois que cette hausse sera compensée par la diminution des charges de personnel communal, notamment grâce à la réduction des effectifs de la Police administrative et au recours à des agents disposant de formations et de niveaux salariaux différents. En tenant compte également des recettes supplémentaires provenant notamment des parcomètres et des amendes, le nouveau modèle devrait générer un avantage d'environ 300'000.- CHF pour la Municipalité. Il précise que cet effet ne sera pas pleinement visible dans les comptes 2026 mais apparaîtra dans les exercices suivants.

Fonction 2 [Personne ne prend la parole]

Fonction 3

M. Dominique Bättig, UDC, revient sur une subvention de 152'000.- CHF et demande à connaître le montant total des soutiens privés et des autres institutions dont bénéficie l'organisation concernée afin de pouvoir apprécier la répartition entre financement communal et financement externe.

M. Claude Schlüchter indique que, outre la contribution de la Ville, le Canton intervient à hauteur de 160'000.- CHF et de 40'000.- CHF directement. Il précise que ces montants transitent par l'État et se tient à disposition pour fournir des informations complémentaires.

Fonctions 4 à 6 [Personne ne prend la parole]

Fonction 7

M. Vivien Schmid, PLR et PVL, revient sur l'absence d'attribution au fonds de maintien de la valeur du réseau d'eau potable, alors qu'une telle attribution est prévue par le règlement tarifaire. Il demande les raisons de cette absence et souhaite savoir si une attribution est prévue dans les comptes 2026.

M. Christophe Badertscher indique que le fonds concerné est correctement doté et sert notamment à financer le projet majeur du réservoir de Champateau. Il précise que le fonds sera progressivement dissous dans le cadre de la réalisation de ce projet et propose de transmettre une explication plus détaillée ultérieurement.

Fonctions 8 à 9 [Personne ne prend la parole]

DÉCISION : les comptes communaux 2025 sont acceptés par 33 voix contre 1.

7. DEMANDE D'UN CRÉDIT CHF 1'950'000.- POUR L'ASSAINISSEMENT DE L'ENVELOPPE EXTÉRIEURE DU BÂTIMENT SCOLAIRE DU CHÂTELET

Entrée en matière :

M. Claude Schlüchter indique que le crédit concerne l'assainissement de l'enveloppe du bâtiment du Châtelet, édifice du XVIIIe siècle classé monument historique et actuellement utilisé par plusieurs classes de

l'école primaire ainsi que par l'école ménagère de la Communauté du Collège. Il relève que l'état de la toiture est fortement dégradé et que les façades présentent également des fissures. Certaines fenêtres, datant des années 1950, sont très dégradées et ont déjà nécessité la mise en place de mesures d'urgence. Il estime que les réparations ponctuelles ne suffisent désormais plus et qu'un assainissement global est nécessaire afin de garantir la sécurité des usagers, préserver le patrimoine bâti et améliorer la performance énergétique du bâtiment. Il précise que le projet prévoit notamment la réfection complète de la toiture, le remplacement ou la restauration des fenêtres, l'isolation des combles et des façades ainsi que diverses mesures de sécurité. Ces interventions doivent permettre de réduire les pertes énergétiques et les émissions de CO₂ tout en respectant les exigences liées à la protection du patrimoine. Il indique que le crédit demandé s'élève à 1,95 million CHF et que des demandes de subventions seront déposées auprès des services cantonaux compétents afin de réduire la charge financière pour la Commune.

Mme Mérane Woudman, CS-POP et VERT·E·S, indique que son groupe a pris connaissance de la demande de crédit et accepte l'entrée en matière. Elle estime que la description du projet est claire et approuve la volonté d'assainir énergétiquement le bâtiment. Elle relève également de manière positive le réemploi de matériaux prévu dans le projet et remercie le Conseil communal pour les éléments fournis dans la demande de crédit. Son groupe acceptera le crédit.

M. Dominique Bättig, UDC, estime que le projet ne suscite pas de remarque particulière mais s'interroge sur la possibilité de rechercher des financements complémentaires auprès de sponsors, de philanthropes ou de fondations. Il évoque également la possibilité de solliciter la population afin de contribuer à la préservation de ce bâtiment patrimonial.

M. Claude Schlüchter répond que ce type de démarche est déjà effectué par le Service des bâtiments. Il précise que des demandes sont régulièrement adressées à différentes fondations dans le cadre de projets liés au patrimoine. Certaines d'entre elles apportent parfois un soutien financier. Il confirme que cette démarche sera également entreprise pour le bâtiment du Châtelet.

[Entrée en matière non combattue]

Discussion de détail :

[Personne ne prend la parole]

DÉCISION : le crédit CHF 1'950'000.- pour l'assainissement de l'enveloppe extérieure du bâtiment scolaire du Châtelet est accepté à l'unanimité.

8. DEMANDE D'UN CRÉDIT-CADRE 2026-2029 CHF 1'250'000.- POUR LE REMPLACEMENT ET L'ACHAT DE VÉHICULES, MACHINES ET OUTILLAGE POUR LA VOIRIE COMMUNALE ET LE SERVICE

Entrée en matière :

M. Emmanuel Koller rappelle l'importance de disposer d'un matériel adapté aux missions de la Voirie communale, notamment pour l'entretien des routes, des espaces publics, des terrains de sport, des espaces verts et des infrastructures communales. Il précise que le dernier crédit-cadre remonte à 2017 et est désormais entièrement utilisé. Le nouveau crédit, initialement prévu en 2022, a été différé afin de permettre une analyse approfondie des besoins du service et des évolutions technologiques. Il indique que le crédit proposé doit permettre de maintenir un service public efficace tout en maîtrisant les coûts à long terme. Certains véhicules et équipements ont atteint leurs limites techniques et économiques et leur remplacement permettrait notamment de réduire les frais de réparation, d'améliorer la disponibilité du matériel et de préserver la qualité des prestations. Il présente plusieurs principes retenus pour le renouvellement du parc : remplacer les équipements obsolètes ou trop coûteux à entretenir, réduire l'âge moyen du parc, privilégier les engins polyvalents, limiter les doublons et optimiser leur utilisation. Il souligne également la volonté de développer les collaborations avec d'autres collectivités publiques, notamment le Canton, afin de mutualiser certains équipements spécialisés. Il relève que le renouvellement du parc constitue également une opportunité de contribuer aux objectifs climatiques communaux. Lorsque les conditions techniques le permettent, les nouveaux équipements privilégieront des motorisations électriques ou des technologies plus performantes sur le plan énergétique. Les mesures prévues devraient permettre une réduction d'environ 16,3 tonnes de CO₂ par an, soit près de 7 % des émissions actuelles du parc, ainsi qu'une diminution de la consommation d'énergie fossile et une amélioration de la qualité de l'air. Il souligne enfin que le renouvellement du matériel améliorera les conditions de travail du personnel grâce à des équipements plus sûrs, ergonomiques et confortables, contribuant à réduire la pénibilité de certaines tâches. Les gains d'efficacité attendus sont estimés à environ 0,15 EPT. Il précise que le crédit-cadre de 1,25 million CHF constitue un investissement nécessaire à la continuité et à la qualité des prestations communales. Les charges financières annuelles sont estimées à 75'400.- CHF pour la Ville et à CHF 87'100.- CHF pour les deux fonds autofinancés, digues et déchets.

M. Michel Rion, CS-POP et VERT·E·S, remercie les services communaux pour la qualité et la transparence du rapport. Il indique que son groupe ne remet pas en question la nécessité de renouveler le parc, compte tenu de l'ancienneté des équipements, des exigences techniques et des normes de sécurité. Il salue la priorité

donnée aux solutions les plus écologiques, notamment aux véhicules électriques lorsque les contraintes techniques le permettent. Il souhaite que cette orientation reste évolutive en fonction des progrès technologiques, tout en relevant également positivement la recherche de polyvalence des équipements et l'objectif d'optimiser l'utilisation des ressources communales. Il encourage enfin le développement des collaborations avec le Canton et les communes voisines afin de mutualiser les coûts et les compétences. Son groupe accepte l'entrée en matière et soutiendra le crédit-cadre.

M. Dominique Bättig, UDC, estime que le projet mérite d'être salué. Il indique avoir pu prendre connaissance du matériel et obtenir des réponses à ses questions. Il considère que le concept est pertinent, notamment en raison de la place accordée à l'électrique et à la mutualisation avec d'autres prestataires de services. Il encourage le Conseil communal à conserver cette manière de travailler dans d'autres domaines.

M. Marc Ribeaud, PSD-JSJ, intervenant à titre personnel, souligne l'importance accordée à l'amélioration de la qualité du travail et à la réduction de la pénibilité pour le personnel. Il relève que le crédit-cadre s'étend sur plusieurs années et que les technologies et les modèles disponibles évolueront durant cette période. Il souhaite que les futurs choix d'équipements permettent, lorsque cela est possible, de réduire au maximum l'exposition du personnel aux gaz d'échappement et au bruit.

[Entrée en matière non combattue]

Discussion de détail :

M. Loïc Schindelholz, PLR et PVL, salue l'intégration de véhicules électriques dans le crédit-cadre et demande si les coûts liés aux bornes de recharge, au raccordement électrique, à la puissance nécessaire et à l'entretien des installations sont compris dans le crédit. Il souhaite également savoir si l'infrastructure de recharge actuelle sera suffisante à l'avenir ou si des crédits complémentaires devront être sollicités.

M. Emmanuel Koller indique que les bornes électriques actuellement disponibles au centre d'entretien sont suffisantes pour les deux nouveaux véhicules électriques prévus. Il précise qu'une étude est menée conjointement avec les SID afin d'équiper le centre de la Voirie de panneaux solaires. Il explique que l'évolution future des technologies, notamment l'amélioration des batteries pour les véhicules nécessitant davantage de puissance, permettra éventuellement d'éviter certaines recharges en cours de journée. Les besoins en bornes et en puissance électrique devront toutefois être réévalués ultérieurement dans le cadre de cette évolution.

DÉCISION : le crédit-cadre 2026-2029 de 1'250'000.- CHF pour le remplacement et l'achat de véhicules, machines et outillage pour la Voirie communale et le service est accepté à l'unanimité.

9. DÉVELOPPEMENT DE LA MOTION 5.02/26 « MÉRITES SPORTIFS ET CULTURELS », LE CENTRE, M. SERGE BEURET

[Préavis positif du Conseil communal]

Mme Céline Petermann, Le Centre, intervient au nom de M. Serge Beuret, auteur de la motion, absent lors de la séance. Elle indique que la motion vise à instaurer une nouvelle directive permettant de reconnaître sur un pied d'égalité les actrices et acteurs du sport et de la culture. Elle rappelle que la Commune distingue déjà les engagements et les réussites dans ces deux domaines, mais selon des cadres différents. L'objectif consiste à garantir une reconnaissance équitable sans pour autant confondre les critères propres au sport et à la culture. Elle relève que le Conseil communal reconnaît la pertinence de cette démarche et propose d'accepter la motion. Elle indique que le Service CSE partage cette volonté et envisage notamment l'organisation d'une cérémonie annuelle commune réunissant les différentes distinctions. Elle souligne toutefois que les spécificités de chaque domaine devront être respectées : les résultats sportifs sont généralement mesurables, alors que la reconnaissance des contributions culturelles repose davantage sur des critères qualitatifs. Elle estime qu'une future directive devra donc assurer un cadre cohérent tout en tenant compte de ces différences. Cette démarche permettra de mieux valoriser les personnes qui contribuent, par leur engagement, leur talent et leur investissement à la vie de la commune. Elle invite le Conseil de Ville à soutenir la motion conformément au préavis favorable du Conseil communal.

M. Claude Schlüchter confirme le préavis favorable du Conseil communal à la prise en considération de la motion. Il indique que l'objectif d'une reconnaissance équitable des acteurs culturels et sportifs est largement partagé et qu'une cérémonie commune pourrait être organisée avant même une refonte complète des directives existantes. Il relève toutefois deux éléments essentiels pour la mise en œuvre d'une directive commune. Le premier concerne la spécificité des critères d'attribution. Il rappelle que, contrairement au sport, où les résultats peuvent généralement être mesurés de manière factuelle, notamment par les classements ou les temps réalisés, l'évaluation du mérite culturel repose sur des critères plus qualitatifs et complexes. Il estime dès lors qu'une convergence des cérémonies est parfaitement envisageable, mais que les critères d'attribution devront continuer à respecter les particularités propres aux milieux sportif et culturel. Le deuxième élément concerne la rationalisation globale du système de distinctions. Il indique que l'élaboration d'une directive commune ne doit pas uniquement conduire à multiplier ou regrouper les distinctions existantes, mais

également permettre de revoir les critères actuels. Il envisage notamment de restreindre et de préciser certains critères sportifs afin d'éviter un effet de « saupoudrage » et de redonner davantage de valeur aux distinctions, tout en élargissant et en précisant les critères applicables au domaine culturel. Il précise qu'une refonte complète nécessitera une consultation des milieux concernés et un certain délai. Le Conseil communal propose ainsi que la nouvelle directive unique et le nouveau format de cérémonie entrent en vigueur au début de la prochaine législature, soit le 1er janvier 2028. Ce délai doit permettre de mener les travaux préparatoires et les consultations nécessaires.

M. Dominique Bättig, UDC, considère que la question posée par la motion est importante. Il rappelle, sur le plan historique, que le rapprochement entre culture et sport a parfois été utilisé dans des régimes totalitaires à des fins de glorification politique ou nationale. Il précise toutefois qu'il ne considère pas que cette situation soit transposable au contexte communal actuel. Il relève que les mérites sportifs peuvent généralement être évalués sur la base de résultats objectifs, alors que les mérites culturels reposent davantage sur des appréciations qualitatives et peuvent, selon lui, soulever des questions idéologiques. Il estime dès lors qu'une réflexion approfondie doit être menée en commission afin de définir ce qui constitue un mérite culturel et de déterminer les critères permettant de l'évaluer. Il considère que les notions de mérite sportif sont relativement claires, tandis que la définition du mérite culturel nécessite un débat plus large. Il souhaite notamment que soient discutées les notions de culture populaire, de culture au service de la collectivité et de culture pouvant être influencée par différents groupes. Il estime qu'un travail de fond est nécessaire pour parvenir à des critères d'attribution équitables et indique qu'il soutiendra la motion à condition qu'un travail préparatoire équilibré soit mené et que les différents milieux concernés puissent être entendus.

M. Claude Schlüchter confirme que cette démarche est précisément prévue dans le calendrier proposé par le Conseil communal. Il rappelle qu'il reste environ dix-huit mois avant l'entrée en vigueur souhaitée de la nouvelle directive et indique que les deux commissions actuellement compétentes, soit la Commission de la culture et la Commission des sports, seront réunies afin de travailler conjointement sur ce dossier. Selon lui, cette démarche permettra de croiser les regards et de mener la réflexion évoquée par M. Bättig. Il rappelle également qu'à partir de 2028, sous réserve de la nouvelle organisation des départements, une seule commission pourrait être compétente pour ces domaines. Il précise que la composition et le nombre de membres de cette future commission devront encore être déterminés. Il confirme ainsi que la discussion sur les critères, les modalités de reconnaissance et l'organisation des distinctions pourra être menée de manière approfondie dans le cadre des travaux préparatoires à la nouvelle directive.

DÉCISION : la motion 5.02/26 est acceptée à l'unanimité.

10. DÉVELOPPEMENT DU POSTULAT 4.01/26 « FAVORISER LES CONDITIONS CADRES POUR UNE CULTURE BIOLOGIQUE À LARGE ÉCHELLE DE CHAMPIGNONS ALIMENTAIRES, THÉRAPEUTIQUES ET DÉTOXIFIANTS EN VILLE DE DELÉMONT. UNE OPTION D'AVENIR? », UDC, M. DOMINIQUE BÄTTIG

[Préavis négatif du Conseil communal]

M. Dominique Bättig, UDC, présente son postulat comme une proposition innovante visant à explorer de nouvelles perspectives écologiques, coopératives et thérapeutiques. Il indique avoir été encouragé par des publications récentes consacrées au potentiel des champignons et estime qu'il convient de créer les conditions permettant à de telles activités de se développer à Delémont, même si leur concrétisation n'est pas immédiate. Il souligne l'importance écologique des champignons, notamment leur rôle dans les écosystèmes, leur association symbiotique avec les plantes, le recyclage des matières organiques et la fertilité des sols. Il relève également leur capacité d'adaptation, de survie et de communication, qu'il considère particulièrement intéressante dans le contexte des crises écologiques et environnementales actuelles. Il évoque ensuite le potentiel thérapeutique de certaines substances naturelles issues des champignons et des plantes. Il estime que la recherche pharmaceutique exploite déjà de nombreuses substances présentes dans la nature et considère qu'il serait intéressant de développer leur utilisation de manière intelligente, notamment dans le domaine médical. Il souligne également que certaines espèces de champignons sont présentes dans la région jurassienne et considère qu'il existe un potentiel de développement local. Il rappelle qu'une entreprise cultivant des champignons aurait déjà été active dans le secteur de la Brasserie et estime qu'il devrait être possible d'identifier à Delémont des locaux adaptés, notamment pour la production de champignons gastronomiques ou de certaines variétés dites adaptogènes. Il évoque à ce titre la possibilité d'utiliser des friches industrielles, voire certains anciens sites ou espaces souterrains, et estime que la Commune pourrait au moins poser les premiers jalons permettant de favoriser l'émergence d'une telle activité économique. Il précise qu'il ne demande pas à la Ville d'investir directement mais souhaite que les conditions cadres favorables à l'initiative privée soient réunies.

M. Emmanuel Koller répond que le Conseil communal reste attentif aux projets innovants et soutient, dans la mesure de ses compétences, les initiatives susceptibles de contribuer au développement local. Il estime qu'un projet de culture de champignons pourrait notamment trouver sa place dans une friche industrielle ou dans d'autres locaux appropriés et assure que le Conseil communal serait disposé à soutenir ce type de projet. Toutefois, le Conseil communal considère que cette activité ne fait pas partie des missions prioritaires de la

Ville. Il estime également que l'investissement dans une filière économique spécifique relève avant tout de l'initiative privée et de l'entrepreneuriat.

M. Jacques Riat, PSD-JSJ, relève que M. Bättig a présenté les différents avantages et utilisations possibles des champignons, notamment dans les domaines culinaire et thérapeutique. Il observe avec intérêt que le postulat met en évidence le rôle que peut jouer une collectivité publique dans la création de conditions cadres favorables à l'activité économique. Cette approche contraste, selon lui, avec les positions habituellement défendues par l'UDC en faveur de la liberté économique, de la responsabilité individuelle et d'une intervention limitée de la commune ou de l'État. Son groupe serait davantage favorable à cette réflexion sur les conditions cadres dans le domaine environnemental, notamment dans le contexte actuel de canicule et de dérèglement climatique. Il relève toutefois qu'il existe actuellement d'autres priorités que le développement de la filière des champignons, malgré l'intérêt indéniable du sujet. Il considère que la réponse du Conseil communal, qui reconnaît l'intérêt du projet tout en proposant le rejet du postulat au motif qu'il ne relève pas des missions prioritaires de la Commune, manque quelque peu d'ouverture. Il estime que la Ville pourrait au minimum accueillir les éventuelles demandes d'entrepreneurs et examiner les possibilités de soutien ou d'orientation vers les acteurs compétents. Toutefois, comme élément positif, le Conseil communal se dit attentif aux projets innovants susceptibles de s'implanter dans une friche industrielle. Il précise que son groupe a dès lors décidé de laisser la liberté de vote, estimant qu'il n'est pas possible de défendre intégralement le postulat tel qu'il est présenté, mais pas davantage de soutenir sans réserve son rejet par le Conseil communal.

DÉCISION : le postulat 4.01/26 est refusé par 26 voix contre 5, il y a 3 abstentions.

11. RÉPONSE À LA QUESTION ÉCRITE 2.04/26 « Y-A-T-IL "DE L'EAU DANS LE GAZ" DANS LES RELATIONS ENTRE LE PROMOTEUR DE L'ÉCOQUARTIER ET LES SERVICES INDUSTRIELS DE DELÉMONT? », PLR ET PVL, M. PASCAL DOMONT

Le groupe PLR et PVL est partiellement satisfait. La discussion est ouverte.

M. Vincent Barraud, PSD-JSJ, indique que son groupe souhaiterait que la réponse du Conseil communal soit plus précise et didactique afin de permettre à la population et aux habitants de l'Écoquartier de mieux comprendre la situation. Il relève qu'il est clair que la production, l'acheminement et le comptage de l'énergie et de la chaleur sont réalisés au moyen d'installations appartenant aux SID. Il estime toutefois qu'il serait utile de préciser qui a construit les installations situées après les compteurs, qui en est propriétaire et si cette propriété fait actuellement l'objet d'une contestation.

M. Christophe Badertscher apporte des précisions afin de clarifier une situation qu'il reconnaît comme particulièrement complexe. Il explique que la Ville, respectivement les SID, sont propriétaires des installations liées à la production d'énergie, notamment des panneaux photovoltaïques, des installations géothermiques et des compteurs. Il précise qu'un litige existe concernant cette partie des installations, mais que celui-ci porte essentiellement sur des questions de garantie et non sur le fonctionnement de la production ou du comptage de l'énergie. Il indique que les installations de distribution et de réglage ne sont en revanche pas propriété de la Ville ou des SID. Il estime que cette distinction est importante pour comprendre les difficultés rencontrées actuellement et relève que certains habitants de l'Écoquartier font face à des factures énergétiques particulièrement élevées. Il explique qu'il est actuellement difficile de déterminer dans quelle mesure ces coûts résultent de problèmes liés au système de distribution ou de pratiques d'utilisation des bâtiments. Il rappelle notamment que l'occupation d'un bâtiment Minergie implique certaines pratiques spécifiques, différentes de celles qui peuvent être appliquées dans un bâtiment conventionnel. Il est donc nécessaire de distinguer les problèmes techniques relevant du système de distribution des comportements et usages des habitants. Il précise que la Ville n'est pas responsable du réglage du système de distribution, pas plus qu'elle n'a pour mission de définir les bonnes pratiques à communiquer aux habitants. Il indique toutefois que la Commune intervient malgré tout de manière volontaire afin de contribuer à la résolution du problème. Il explique que la Municipalité apporte son soutien au promoteur et à la gérance, notamment en fournissant des conseils aux habitants par le biais de séances d'information. Il indique également que son département a engagé environ 20'000.- CHF pour faire intervenir un spécialiste chargé de fournir des conseils et de procéder à des contrôles des systèmes qui ne sont pourtant pas propriété communale. A son sens, cet engagement démontre la volonté de la Ville d'améliorer les conditions de vie de la population de l'Écoquartier. Il souligne que le bon fonctionnement et le remplissage de l'Écoquartier constituent un intérêt pour la Commune et indique que la situation n'est pas encore totalement réglée mais qu'elle évolue dans la bonne direction. Il annonce que les SID solliciteront la gérance et le promoteur avant la prochaine période de chauffe afin de s'assurer que les problèmes soient traités et que les habitants puissent bénéficier de factures correspondant aux caractéristiques énergétiques des bâtiments Minergie. Il conclut que le dossier reste ouvert et qu'il demeure disponible pour répondre aux questions et poursuivre les démarches nécessaires à sa clôture.

12. RÉPONSE À LA QUESTION ÉCRITE 2.05/26 « DÉSENCHANTEMENT DU PHÉNOMÈNE DES "NOUVEAUX FRONTALIERS". IL FAUDRA PRENDRE DES MESURES. », UDC, M. DOMINIQUE BÄTTIG

M. Dominique Bättig, UDC, n'est pas satisfait. La discussion est ouverte.

M. Dominique Bättig, UDC, estime que la réponse contient essentiellement des considérations générales et politiquement correctes, alors que la problématique des travailleurs frontaliers atteint, selon lui, les limites de sa viabilité. Il relève que le phénomène pose notamment des problèmes en matière d'environnement, de circulation et de niveaux de salaires, mais souhaite surtout attirer l'attention sur ses conséquences croissantes dans les régions frontalières françaises. Il constate une augmentation des prix de l'immobilier et des loyers ainsi que l'installation de travailleurs venant de régions françaises de plus en plus éloignées, certains ne pouvant plus se loger à proximité de leur lieu de travail en Suisse. Il estime que cette évolution crée des conditions de vie qui ne sont pas satisfaisantes et que le modèle actuel n'est pas durable. Il mentionne l'idée, parfois avancée, d'implanter les entreprises à proximité de la frontière afin de limiter les problèmes de circulation, tout en reconnaissant que cette solution n'est pas nécessairement viable. Il considère qu'une prise de conscience politique de cette problématique est nécessaire et recommande notamment de consulter un reportage de la RTS qu'il juge particulièrement lucide et neutre sur le sujet, ainsi qu'un article du magazine *Bilan* consacré au désenchantement lié au phénomène des frontaliers. Il estime que les espoirs initiaux liés à ce modèle économique sont aujourd'hui remis en question, les difficultés étant de plus en plus nombreuses et s'étendant désormais aux territoires français concernés. Il considère que la France devra également prendre des mesures. Il précise que son intervention ne vise pas les travailleurs frontaliers en tant que tels, mais le modèle économique consistant à faire travailler en Suisse une main-d'œuvre qui réside toujours plus loin de son lieu de travail. Il estime que les personnes travaillant dans les entreprises locales devraient, dans la mesure du possible, pouvoir vivre à proximité, participer à la vie économique et sociale locale et contribuer au bien-être de la région, plutôt que de multiplier les trajets pendulaires dans des conditions de circulation toujours plus difficiles.

13. RÉPONSE À LA QUESTION ÉCRITE 2.06/26 « ACCESSIBILITÉ DES BÂTIMENTS AUX PERSONNES À MOBILITÉ RÉDUITE: UN DOSSIER DÉFINITIVEMENT ENTERRÉ? », CS-POP ET VERT-E-S, MME MÉRANE WOUDMAN

Mme Mérane Woudman, CS-POP et VERT-E-S, n'est pas satisfaite. La discussion est ouverte.

Mme Mérane Woudman, CS-POP et VERT-E-S, indique ne pas être satisfaite de la réponse apportée. Elle estime qu'après de nombreuses années de discussions, l'absence de calendrier concret et la volonté d'agir uniquement lorsqu'une opportunité de rénovation se présente ne sont pas acceptables pour son groupe. Elle relève que, malgré les questionnements récurrents sur le sujet, l'ensemble des bâtiments communaux n'est toujours pas accessible après près de vingt ans. Elle constate qu'aucun projet n'a été entrepris spécifiquement pour adapter les bâtiments publics et estime que cette situation démontre que l'accessibilité et l'intégration ne constituent pas une priorité suffisante pour les autorités. Elle considère que la question de l'accessibilité reste trop souvent secondaire dans les projets de rénovation. Elle cite notamment la récente demande de crédit concernant la rénovation du bâtiment de la Gare 11, dont l'adaptation ne sera que partielle puisque le premier étage restera inaccessible. Elle relève que la réponse mentionne la volonté de rendre accessibles les guichets d'accueil, mais s'interroge sur les conséquences concrètes de la situation pour une personne à mobilité réduite qui souhaiterait travailler dans l'administration, devenir membre du législatif ou de l'exécutif communal. Elle rappelle également la problématique persistante de l'Hôtel de Ville. Elle relève qu'un montant de 4,8 millions CHF a néanmoins été avancé et qu'il représente un tiers de ce qui était estimé pour la réalisation d'une passerelle au-dessus des voies CFF, tout en précisant que le coût pourrait être sensiblement supérieur sans que son montant définitif soit connu. Elle estime que, compte tenu des investissements importants réalisés ces dernières années dans d'autres domaines, la priorité accordée à l'accessibilité ne semble pas évidente. Elle conclut que l'argument financier ne lui paraît désormais plus suffisant pour justifier l'absence d'avancée concrète sur ce dossier.

M. Claude Schlüchter rappelle que la réponse du Conseil communal indique une volonté d'agir par anticipation et surtout lorsque des opportunités se présentent. Il précise que cette position a également été rappelée devant la Commission de gestion et celle des finances. Il indique que, si le Conseil de Ville devait être amené à se prononcer sur un budget ou un crédit général destiné à réaliser des travaux d'accessibilité, l'Exécutif serait disposé à mettre en œuvre les décisions prises. Il estime toutefois qu'il convient également d'envisager des solutions moins coûteuses, qui sont parfois trop rapidement écartées. À titre d'exemple, il évoque l'Hôtel de Ville et rappelle avoir lui-même été confronté aux difficultés liées à l'escalier de 84 marches après une opération de la hanche. Il s'interroge sur la possibilité d'utiliser et de mutualiser la salle du Parlement afin d'y tenir les séances du Conseil de Ville, plutôt que de considérer systématiquement la nécessité d'investir dans l'accessibilité de la salle actuelle. Il estime que cette solution mérite d'être examinée, même si elle implique de renoncer à utiliser exclusivement les locaux actuels. Il conclut que des actions concrètes doivent être envisagées et rappelle que la responsabilité de faire avancer ce dossier incombe non seulement à l'Exécutif, mais également au Conseil de Ville.

14. RÉPONSE À LA QUESTION ÉCRITE 2.07/26 « PRIX DU GAZ: DE 13% DE BAISSÉ À QUELLE HAUSSE? », PLR ET PVL, M. NICOLAS KOCHER

M. Nicolas Kocher, PLR et PVL, est satisfait.

15. RÉPONSE À LA QUESTION ÉCRITE 2.08/26 « PEUT-ON INSTALLER DES POMPES À CHALEUR (PAC) PRESQUE PARTOUT? », PSD-JSJ, M. MARC RIBEAUD

M. Marc Ribeaud, PSD-JSJ, est satisfait.

16. RAPPORT DE RÉALISATION DES MOTIONS 5.01/25 « RÉORGANISATION STRUCTURELLE DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE » ET 5.08/25 « SUPPRESSION DE 14 EPT ET IMPACT SUR LES PRESTATIONS À LA POPULATION ET SUR L'ADMINISTRATION DES PRÉCISIONS SVP! »

Les deux motions sont traitées conjointement avec l'accord de leurs auteurs. M. Frein se déclare satisfait du rapport, tandis que Mme Mérane Woudman ne l'est pas. La discussion est ouverte.

M. Matthieu Weissbrodt, CS-POP et VERT·E·S, indique que son groupe prend acte du rapport et remercie le Conseil communal pour le travail réalisé. Il exprime toutefois une profonde déception quant au traitement de la motion, qui demandait selon lui une analyse des conséquences concrètes des suppressions d'effectifs sur les prestations à la population, le fonctionnement des services et les conditions de travail du personnel communal, et non un simple inventaire des postes supprimés. Il rappelle que la motion 5.01/25 reconnaissait elle-même que la réduction de 14 EPT pouvait conduire à la remise en cause de certaines prestations. Il estime dès lors que les conséquences de ces réductions auraient dû être rendues transparentes et assumées politiquement. Il relève que le rapport affirme à plusieurs reprises que les prestations sont maintenues, qu'aucune prestation n'est supprimée et que les réductions d'effectifs peuvent être absorbées par des réorganisations ou des gains d'efficience. Il estime cependant que le rapport n'explique pas suffisamment comment cette situation est concrètement assurée. Il cite notamment la Maison de l'enfance, où plus de trois EPT ont été réduits, la conciergerie, dont les effectifs diminuent alors que l'entretien des bâtiments doit être maintenu, ainsi que la piscine, où près d'un EPT est supprimé malgré les exigences de sécurité et de surveillance des bassins. Il s'interroge également sur les conséquences des réductions dans les équipes administratives, techniques et de soutien. Il précise que son groupe ne conteste pas la possibilité d'améliorer l'organisation et l'efficience de l'administration, mais estime qu'il ne suffit pas d'affirmer que les prestations sont maintenues. Il demande que soient identifiés les travaux supprimés, réorganisés, transférés ou assumés différemment, en rappelant que la suppression d'un poste ne fait pas automatiquement disparaître la charge de travail. Il relève par ailleurs que les réductions concernent en grande partie des fonctions essentielles au quotidien de la population, souvent moins visibles dans les débats politiques. Il souligne que plusieurs de ces métiers sont majoritairement exercés par des femmes et par des personnes aux revenus relativement modestes. Il considère ainsi que la question est également sociale et politique et s'interroge sur la répartition de l'effort demandé à l'administration, ainsi que sur la charge de travail supportée par le personnel lorsque les effectifs diminuent. Il relève enfin que le rapport affirme qu'aucune prestation n'est supprimée tout en précisant que certaines réductions pourraient être reconsidérées si elles entraînaient des surcharges ou compromettaient le fonctionnement des services. Il estime que cette situation justifie davantage de transparence et annonce qu'une nouvelle motion sera déposée par son groupe afin de proposer un outil et des indicateurs permettant de mieux suivre les effets des réductions d'effectifs. Il conclut que son groupe attendait une explication concrète de la manière dont les prestations sont maintenues et une analyse permettant au Conseil de Ville et à la population de comprendre les effets réels des décisions prises. Il estime que cet objectif n'a été que partiellement atteint.

M. Maël Bourquard, PSD-JSJ, indique que le groupe socialiste partage les réserves exprimées par le groupe CS-POP et VERT·E·S et estime que les deux motions auraient dû être traitées séparément afin de conserver davantage de visibilité sur les demandes respectives. Il reconnaît la qualité et la précision du rapport, mais relève que la projection présentée dépasse la réduction initialement prévue de 14 EPT, avec une diminution estimée à 18 ou 19 EPT à l'horizon 2030. Il se réfère notamment au chapitre 6 consacré à l'évolution de la dotation et à la gestion des effectifs. Il relève que le Conseil communal indique que de futures suppressions de postes pourront être envisagées, mais qu'elles ne seront proposées qu'une fois consolidées et documentées. A son avis, cela signifie que les 18 ou 19 EPT annoncés ne sont pas encore définitivement consolidés. Il relève également que certains EPT pourraient être réalloués en fonction de projets spécifiques. Il cite notamment les Arquebusiers, l'avenue de la Gare, le développement des politiques sociales et la conception directrice de l'énergie. Il rappelle également que 0,2 EPT de CSJL a récemment été attribué à la Maison de quartier. Il considère que ces différents projets rendent difficile une projection fiable jusqu'en 2030 avec une diminution de 18 ou 19 EPT, dès lors que de nouvelles décisions politiques pourraient nécessiter des ressources supplémentaires. Il relève encore les notions de modernisation, d'optimisation, de réorganisation administrative et de remodelage des structures communales présentes dans le rapport et il constate que leur contenu concret reste encore peu clair. Il en va de même, selon lui, pour la stratégie de flexibilisation des ressources. Il estime que la réduction d'environ 18 EPT représente une économie de l'ordre de 3 millions CHF, mais que la question essentielle reste celle des moyens disponibles pour mettre en œuvre les futurs projets. Il considère que le Conseil de Ville devra effectuer des choix politiques et s'interroger notamment sur la capacité de l'administration à assurer les nouvelles prestations liées à la stratégie énergétique avec des effectifs réduits. Il conclut que le rapport est complet et bien rédigé mais qu'il laisse

subsister d'importantes interrogations sur l'évolution des effectifs et les moyens nécessaires à la réalisation des projets futurs.

Damien Chappuis, maire, répond avoir entendu la déception exprimée par le groupe CS-POP et VERT-E-S. Il relève que le groupe a déposé une nouvelle intervention visant à obtenir des compléments d'information et précise que celle-ci permettra au Conseil communal d'apporter davantage de précisions sur les conséquences des réductions d'effectifs sur les prestations. Il reconnaît que le rapport affirme le maintien des prestations sans expliquer suffisamment la manière dont celui-ci est assuré et il admet que cet aspect devra être davantage documenté. Il précise que le Conseil communal a cherché à améliorer l'efficacité et l'organisation de l'administration et à identifier les possibilités d'économies sans supprimer de prestations. Concernant les remarques du groupe socialiste, il rappelle que la motion imposait une réduction de 14 EPT et que ce groupe l'avait également signée et défendue. Il explique que la projection à l'horizon 2030 vise à présenter la situation qui résulterait du maintien des conditions actuelles. La réduction estimée à 18 ou 19 EPT constitue ainsi une projection et non une décision définitive. Il souligne que cette projection peut évoluer en fonction des nouveaux projets, des nouvelles ambitions politiques et des interventions qui pourraient être déposées au Conseil de Ville et nécessiter des ressources supplémentaires. Il revient sur la stratégie de flexibilisation des ressources et explique qu'un nouveau projet pourrait nécessiter des ressources supplémentaires, notamment lorsque son financement peut être assuré par des ressources externes ou par son autofinancement. Il indique que le Conseil communal souhaite examiner la possibilité de disposer d'une certaine marge de manœuvre pour adapter les ressources internes sans devoir systématiquement procéder à la création formelle d'un nouveau poste devant le Conseil de Ville. Il précise que la même réflexion doit être menée concernant les suppressions de postes. La Commune dispose actuellement de 189,14 EPT et la projection fait apparaître une réduction d'environ 20 EPT. Il estime qu'il ne serait pas nécessairement pertinent de fixer immédiatement la dotation à environ 170 EPT et de supprimer formellement tous les postes correspondants, car cela priverait l'Administration d'une marge de manœuvre utile pour répondre à de futurs besoins. Il confirme enfin qu'un projet de modernisation de l'Administration est en cours de finalisation au sein du Conseil communal. Il annonce que les groupes politiques et les commissions concernées en seront saisis à la rentrée, en août ou au début du mois de septembre, afin de disposer des informations nécessaires. Il réaffirme la volonté du Conseil communal de travailler en collaboration avec le Conseil de Ville et les commissions concernées, avec un maximum de transparence, afin de garantir les prestations nécessaires à la population tout en maintenant des finances communales saines.

17. **DIVERS**

Il n'y a pas de divers.

Interventions déposées :

- interpellation 3.02/26 « Stratégie immobilière », Mme Fanny Wisler, PSD-JSJ
- motion 5.05/26 « Un outil de pilotage et des indicateurs dans le cadre de la réorganisation de l'administration », M. Matthieu Weissbrodt, CS-POP et Vert-e-s
- motion 5.06/26 « Une Avenue de la Gare piétonne », Mme Mélane Woudman, CS-POP et Vert-e-s
- postulat 4.03/26 « Améliorer encore l'utilisation du langage simplifié dans les messages du Conseil communal et du Conseil de Ville en recourant aux compétences locales en pratique de bande dessinée. » M. Dominique Bättig, UDC
- postulat 4.04/26 « Période estivale : prévoir un système d'ombrage dans le cadre de l'aménagement urbain », Mme Florine Jardin, PCSI
- question écrite 2.10/26 « La Commune de Delémont a-t-elle un plan pour la climatisation des écoles, de certains locaux de l'administration, crèches ou institutions d'accueil social ? », M. Dominique Bättig, UDC
- question écrite 2.11/26 « Aménagements des alentours, que fait la ville en attendant la révision du RCC ? », Mme Céline Blaser, CS-POP et Vert-e-s

La séance est levée à 21h35.

AU NOM DU BUREAU DU CONSEIL DE VILLE

La secrétaire :

Lucie Üncücan-Daucourt

Delémont, le 8 septembre 2026

RAPPORT 2025

DU CONSEIL COMMUNAL
SUR L'ACTIVITÉ DE
L'ADMINISTRATION
COMMUNALE



TABLE DES MATIERES

Le mot du Conseil communal	4
Faits marquants.....	6
Delémont en 2025	7
Conseil de Ville	9
Répartition des sièges par parti	9
Composition du Bureau en 2025.....	9
Liste des membres au 31 décembre 2025	10
Mutations	11
Interventions	12
Eléments marquants de l'année.....	15
Département de la mairie et de la promotion économique.....	17
Préambule	17
Chancellerie.....	17
Service financier	21
Service du personnel	24
Secteur informatique.....	27
Police municipale	28
CRISD	30
Département de la cohésion sociale, de la jeunesse et du logement.....	32
Préambule	32
Cohésion sociale	33
Jeunesse	36
Logement.....	42
Département de la culture, des sports et des écoles	44
Préambule	44
Manifestations.....	44
Bibliothèques	45
Centre sportif	46
Ecoles.....	48
Département de l'énergie et des eaux – Services industriels Delémont (SID)	50
Préambule	50
Section réseaux électriques, éclairage public, production d'électricité renouvelable	51
Section de l'eau potable et du gaz	54

SOMMAIRE

Section des services partagés	58
Section service clientèle	58
Département de l'urbanisme, de l'environnement et des travaux publics	63
Préambule	63
Secteur urbanisme et permis de construire	64
Secteur bâtiments et environnement.....	67
Secteur travaux publics.....	68
Rapports des commissions	72
Commission des affaires sociales	72
Commission de la culture.....	72
Commission du cercle scolaire	72
Commission de l'énergie et des eaux	72
Commission des finances	73
Commission d'évaluation des valeurs officielles et locatives des immeubles	73
Commission de la mairie.....	73
Commission des sports.....	73
Commission de l'UETP	74
Commission de la Vieille Ville (+ membres de la commission quadripartite)	74
Commission de l'environnement.....	74
Commission de conciliation en matière de bail.....	74
Conclusion et perspectives.....	75

LE MOT DU CONSEIL COMMUNAL

En préambule, le Conseil communal précise que la structure du rapport est identique à celle de 2024 et qu'il ne tient pas compte de la motion 5.01/26 "Un rapport annuel sur l'activité générale du Conseil communal et de l'administration communale plus digeste" puisque le Conseil de Ville ne s'est pas encore prononcé à son sujet au moment où ce rapport est écrit.



N. Guenin (Chancelier communal), C. Schluchter, C. Badertscher
D. Chappuis, P. Chapuis, E. Koller

L'année 2025 a été marquée par le refus du budget en votation populaire le 9 février. Le Conseil communal en a pris acte et a présenté une nouvelle mouture au Conseil de Ville qui l'a approuvée, mais sans hausse de la quotité d'impôt, principal point d'achoppement de la première version. L'absence de budget durant près de la moitié de l'année a freiné les activités et les projets des services puisque seules les dépenses obligatoires étaient autorisées.

La maîtrise des charges, grâce notamment au déploiement des mesures d'économies, et associée à des rentrées financières extraordinaires ont permis de résorber le découvert au bilan. Ce résultat encourageant conforte le Conseil communal dans sa volonté de poursuivre les améliorations structurelles et d'assurer des finances durablement saines. La réorganisation et le redimensionnement de l'Administration communale sont en cours et déploient déjà leurs premiers effets. L'objectif est d'améliorer le fonctionnement de l'administration et de réduire progressivement le nombre d'emplois.

Le Conseil communal a lancé la mise en œuvre de la stratégie d'attractivité résidentielle afin d'accueillir de nouvelles habitantes et de nouveaux habitants tout en favorisant le développement économique et la création d'emplois. L'adoption en votation populaire de l'échange de terrains en vue d'une vente à l'entreprise Swiza pour assurer son développement est emblématique, tout comme l'extension de la zone industrielle Communance Nord.

Les manifestations et activités sportives et culturelles habituelles ont été complétées par l'exceptionnelle exposition de la bible de Moutier-Grandval au Musée jurassien d'art et d'histoire.

INTRODUCTION

Le Conseil communal remercie l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs de l'Administration pour leur travail, ainsi que les partenaires institutionnels et associatifs qui contribuent chaque jour au dynamisme de Delémont.

Le Conseil communal a tenu 40 séances hebdomadaires en 2025.

Composition :

- **Damien Chappuis**, PCSI, Maire
Mairie et promotion économique
- **Christophe Badertscher**, PS, Vice-maire
Energie et eau
- **Patrick Chapuis**, PCSI
Cohésion sociale, jeunesse et logement
- **Emmanuel Koller**, Le Centre
Urbanisme, environnement et travaux publics
- **Claude Schluchter**, PS
Culture, sports et écoles
- **Nicolas Guenin**, Chancelier communal

FAITS MARQUANTS

BUDGET 2026
(HAUSSE DE LA
QUOTITÉ
D'IMPÔT)
REFUSÉ EN
VOTATION
POPULAIRE DU
9 FÉVRIER

POURSUITE DE
L'ASSAINIS-
SEMENT
DES FINANCES
COMMUNALES

DÉPLOIEMENT
DES
COMPTEURS
INTELLIGENTS
(SMART
METERING)

NOUVEAU
GIRATOIRE
POUR L'ACCÈS
AU CENTRE DE
COLLECTE DES
DÉCHETS DES
PRÉS-ROSES

CRÉATION D'UN
SENTIER NATURE
EN VILLE

SIGNATURE
D'UN CONTRAT
DE
PRESTATIONS
AVEC LA
POLICE
CANTONALE

POURSUITE DES
RÉFLÉXIONS ET
DU TRAVAIL DE
RÉORGANISATI-
ON DE
L'ADMINISTR-
ATION
COMMUNALE

RAPPORT
D'AUDIT
CLAIR-LOGIS

PREMIÈRE
ASSEMBLÉE DU
CONSEIL DES
SENIORS

REPRISE DU
CHAUFFAGE À
DISTANCE DE LA
BOURGEOISIE

MANIFESTATIONS :
PREMIÈRE JOURNÉE DES SPORTS,
CAPTAIN JAM, DANSE SUR LA DOUX,
FÊTE DE LA TRANSITION ET DE LA
NATURE, ELEPHANTAISIES, NUIT DU
JEU, TROC DE LA LUDOTHÈQUE,
L'AVENT À LA BIBLIO, LA NUIT DU
CONTE, ...

40 ANS DU
JUMELAGE
DELÉMONT-
BELFORT

INAUGURATION
DE LA PLACE DE
JEU DU PRÉ
GUILLAUME

RENOUVELLE-
MENT
DU LABEL
CITÉ DE
L'ÉNERGIE
AU NIVEAU
GOLD

ÉCHANGE ET
VENTE D'UN
TERRAIN À
L'ENTREPRISE
SWIZA ACCEPTÉ
EN VOTATION
POPULAIRE DU
30 NOVEMBRE

RÉVISION DES
STATUTS DU
FONDS DE
PRÉVOYANCE ET
DE RETRAITE
(FRED)

LE CV
APPROUVE UN
CRÉDIT DE 2
MILLIONS
POUR LE
PLAN SPÉCIAL
COMMUNANCE
NORD

DELÉMONT
MARÉE BASSE :
DÉMARRAGE
DE LA DERNIÈRE
ÉTAPE
MORÉPONT AVAL

LANCEMENT
D'ARCINNOLAB,
PLATEFORME
TRANSFRONTA-
LIÈRE POUR
L'INNOVATION ET
LES TRANSITIONS
À SAFED

DELÉMONT EN 2025

La population delémontaine en chiffres :



12'843 habitantes et habitants



111 nationalités représentées



87 naissances



123 décès



1'044 arrivées

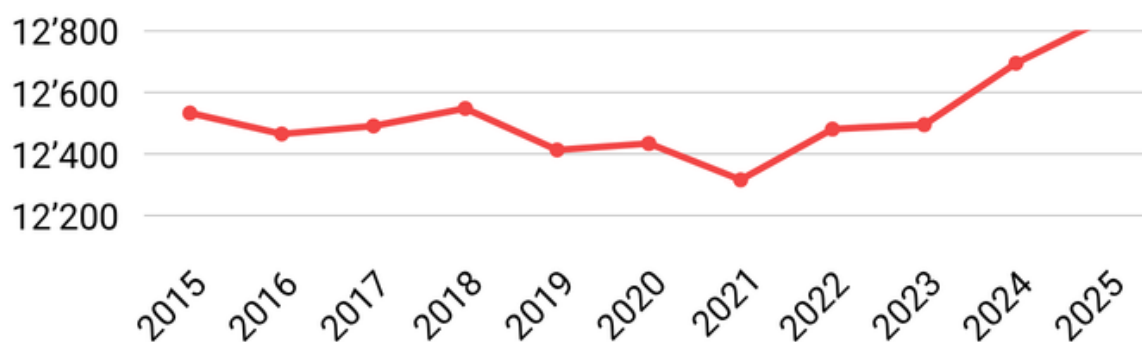


860 départs

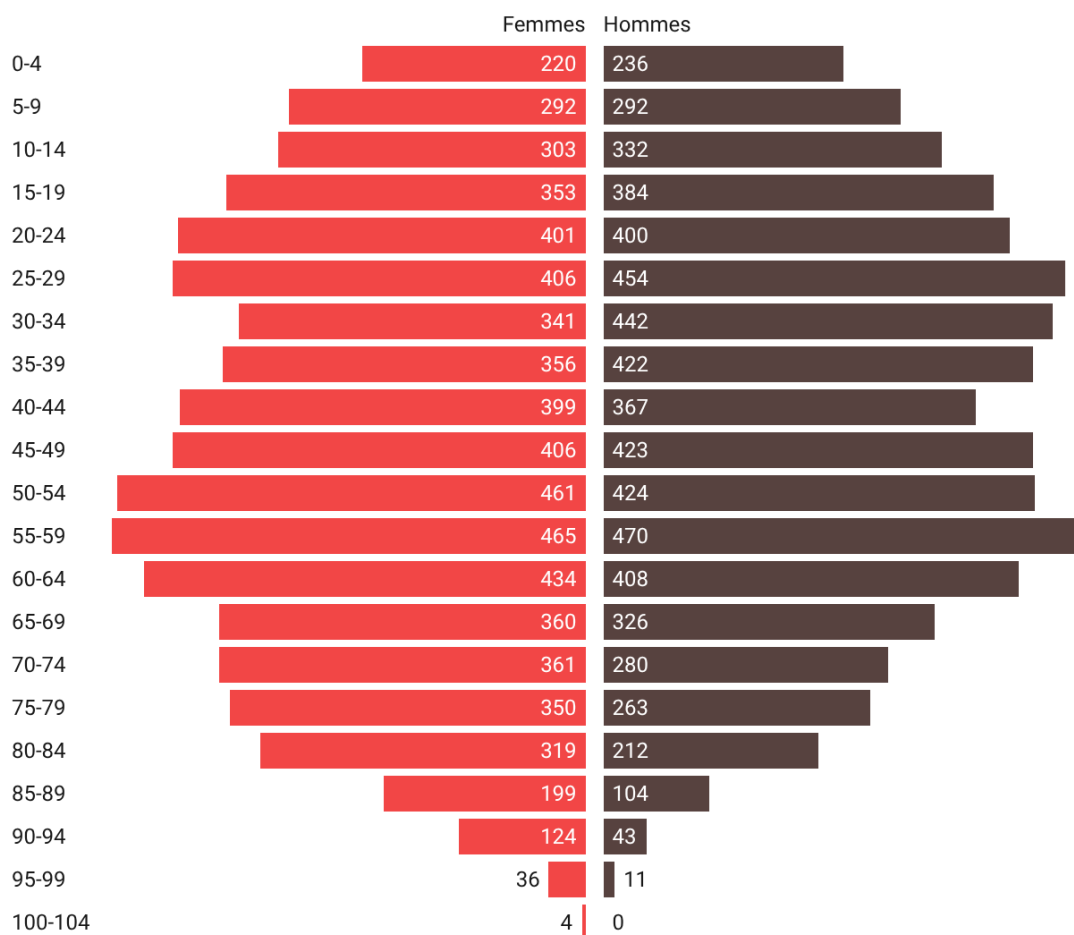


1'006 déménagements

Evolution de la population entre 2015 et 2025 :



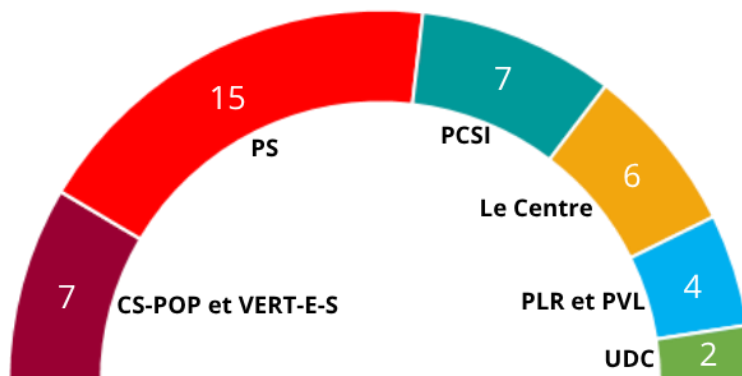
Pyramide des âges :



CONSEIL DE VILLE

Le Conseil de Ville se compose de 41 membres, élu·e·s tous les cinq ans selon le système proportionnel.

Répartition des sièges par parti



Composition du Bureau en 2025

Président :	M. Michel Rion, CS-POP et VERT-E-S
1 ^{er} vice-président :	Mme Suzanne Maître-Schindelholz, PCSI
2 ^e vice-présidente :	Mme Noémie Chiffelle Lachat, PS
Scrutateurs :	M. Patrick Frein, Le Centre
	M. Pierre Xavier Meury, PLR et PVL
Secrétaire :	Mme Lucie Üncücan-Daucourt



De gauche à droite : P. X. Meury, P. Frein, L. Üncücan-Daucourt, M. Rion (président 2025), S. Maître-Schindelholz, N. Chiffelle Lachat

Liste des membres au 31 décembre 2025

PSD-JSJ

Ali Iskander
Ali Jordan
Battilotti Florian
Bourquard Maël
Brulhart Pierre
Chiffelle Lachat Noémie
Diallo Rottet Bailo-Hawa
Etter Marie-Anne
Frossard Gaëlle
Kazi Asad-Uz-Zaman
Paratte Julien
Riat Jacques
Ribeaud Marc
Suvat Mehmet
Vollmer Colin
Kamber Thierry (suppléant)
Sokpolie Mansouratou (suppléante)
Vollmer Axalia (suppléante)
Wade Aliou (suppléant)

PCSI

Berret Ignace
Claude Steve
Jardin Florine
Gigandet Jessy
Kaiser Alexandre
Lovis Jean-François
Maitre-Schindelholz Suzanne
Chevrey Sophie (suppléante)
Duplain Martine (suppléante)

En gras : responsables de groupe

CS-POP et VERT-E-S

Blaser Céline
Comment Patrick
Rion Michel
Robert-Charrue Linder Céline
Rohner Magali
Weissbrodt Matthieu
Woudman Mérane
Bartolomé Luis (suppléant)
Sepulveda Rebetez Maria (suppléante)

LE CENTRE

Beuret Serge
Bugnon Dominique
Frein Patrick
Kerkour Khelaf
Petermann Céline
Poupon-Brêchet Lisiane
Hauser Sandra (suppléante)
Schaller Olivier (suppléant)

PLR et PVL

Domont Christine
Domont Pascal
Günter Christophe
Meury Pierre Xavier
Kocher Nicolas (suppléant)

UDC

Bättig Dominique
Studer Laurence
Buchwalder Alain (suppléant)

Mutations

Démissions	Nominations
Faivre Pascal, PLR et PVL	Bartolomé Luis, CS·POP et VERT-E-S*
Rais Pauline, PCSI	Comment Patrick, CS·POP et VERT-E-S
Schindelholz Tania, CS·POP et VERT-E-S	Domont Christine, PLR et PVL
Schumacher Sarah, PS*	Duplain Martine, PCSI*
	Gigandet Jessy, PCSI
	Kocher Nicolas, PLR et PVL*
	Sokpolie Mansouratou, PS*

*Suppléant·e

En tant qu'Autorité législative communale, le Conseil de Ville siège en séances publiques ; à ce titre, l'ensemble des informations et documents afférents (procès-verbaux, interventions, réponses du Conseil communal, etc.) est mis à disposition en tout temps sur le site Internet de la Ville.

EN CHIFFRES



9 séances plénières

18 séances du Bureau

17 objets soumis par l'Exécutif

37 interventions déposées :

1 résolution

3 interpellations

11 motions

5 postulats

17 questions écrites

Interventions

Résolution

Intitulé de l'intervention	Autrice ou auteur	Statut au 31.12
Déclaration de la Ville de Delémont sur la situation humanitaire à Gaza	Ali Jordan, PSD-JSJ	Acceptée

Motions

Intitulé de l'intervention	Autrice ou auteur	Statut au 31.12
Réorganisation structurelle de l'administration communale	Frein Patrick, Interpartis	Acceptée
Mais dites-nous, où vont nos impôts?	Berret Ignace, PCSI	Acceptée
Un règlement sur les terrasses des établissements publics	Woudman Mérane, CS·POP et VERT-E-S	Acceptée
Pour une restructuration efficiente et équitable de la gouvernance, de l'organisation et des finances de la Commune de Delémont	Bättig Dominique, UDC	Refusée
Demandes de crédit : compléter les informations de nature financière	Bourquard Maël, PSD-JSJ	Acceptée
Améliorer les comptes de la Commune - Commençons par un petit bout	Bättig Dominique, UDC	Acceptée
Suppression de 14 EPT et impact sur les prestations à la population et sur l'administration - des précisions svp !	Robert-Charrue Linder Céline, CS·POP et VERT-E-S	Acceptée
Saturne où es-tu ?	Kaiser Alexandre, PCSI	En suspens
Gestion des heures supplémentaires pour les chefs de service	Günter Christophe, PLR et PVL	En suspens

Budget de la ville, sortir de l'impasse répétitive de la décision sous contrainte par une stratégie de base zéro

Bättig Dominique, UDC

En suspens

Postulats

Intitulé de l'intervention	Autrice ou auteur	Statut au 31.12
Nombre d'EPT à réduire et efficience de fonctionnement des postes à temps partiel	Bättig Dominique, UDC	Refusé
Projet pilote de Vieille Ville sans voiture	Jardin Florine, PCSI	Accepté
Bâtiments publics ou semi-publics - mettre en place un dispositif de concertation et coordination	Wade Aliou, PSD-JSJ	Accepté
Accès à l'Auberge de jeunesse	Domont Pascal, PLR et PVL	En suspens
Projet "balade des sculptures"	Gigandet Jessy, PCSI	En suspens

Interpellations

Intitulé de l'intervention	Autrice ou auteur	Statut au 31.12
Cras-des-Fourches, un projet en faveur des utilisateurs, pas des promoteurs	Ribaud Marc, PSD-JSJ	Traitée
Développement Gare Sud - réouverture de la Croisée des Loisirs et mobilité	Woudman Mérane, CS-POP et VERT-E-S	Traitée
Gare 15 - une situation à clarifier	Bourquard Maël, PS	Traitée

Questions écrites

Intitulé de l'intervention	Autrice ou auteur	Statut au 31.12
Colonie du Creux-des-Biches : des précisions s'il vous plaît	Meury Pierre Xavier, PLR et PVL	Traitée
Plan directeur communal pour l'implantation des antennes de téléphonie mobile. Allo, où en est-on ?	Robert-Charrue Linder Céline, CS-POP et VERT-E-S	Traitée
Prévention du harcèlement sexuel et professionnel : où en est-on ?	Weissbrodt Matthieu, CS-POP et VERT-E-S	Traitée

Police : Quelle sécurité sur le territoire communal ?	Woudman Mérane, CS-POP et VERT-E-S	Traitée
Delémont deviendrait-elle trop chère pour y vieillir ?	Bättig Dominique, UDC	Traitée
Ecoles sous tension : quels moyens pour soutenir les élèves et enseignants/es ?	Domont Christine, PLR et PVL	Traitée
Indemnités touchées par le Conseil communal	Bättig Dominique, UDC	Traitée
Accès au parc urbain de Delémont et mise à ban	Hauser Sandra, Le Centre	Traitée
Innodel, qu'en est-il du montant investi par la ville de Delémont	Domont Christine, PLR et PVL	Traitée
Sécurisation et aménagement dans le secteur de la Rue Auguste-Quiquerez 40 à Delémont	Comment Patrick, CS-POP et VERT-E-S	Traitée
Comment le Conseil communal va-t-il mener à bien l'amélioration du fonctionnement de l'administration ?	Ribeaud Marc, PSD-JSJ	En suspens
Indemnités supplémentaires versées par le Conseil communal à ses membres, que nous cache donc le maire de Delémont ?	Bättig Dominique, UDC	En suspens
Réponses ultérieures à l'interpellation 3.02-25 Développement Gare Sud- réouverture de la Croisée des Loisirs et mobilité	Woudman Mérane, CS-POP et VERT-E-S	En suspens
Modification importante de la démographie, quels sont les impacts et risques possibles ?	Bättig Dominique, UDC	En suspens
Le nombre de faillites explose-t-il aussi à Delémont ?	Bättig Dominique, UDC	En suspens
Préparation de la population en cas de dangers naturels imminents	Meury Pierre Xavier, PLR et PVL	En suspens
L'informatique, un outil au service de l'administration et de la population	Ribeaud Marc, PSD-JSJ	En suspens

Rapports de réalisation

Intitulé de l'intervention	Autrice ou auteur	Statut au 31.12
Sécurité des écolières/écoliers aux abords de l'école du Righi	Poupon-Brêchet Lisiane, Interpartis	Prise de connaissance
Synergie et économie : intégrer la commission quadripartite du CJC-SAS à la commission "Vieille Ville"	Woudman Mérane, CS-POP et VERT-E-S	Prise de connaissance
Un lieu d'étude pour la jeunesse	Hanini Leila, PSD-JSJ	Prise de connaissance
Ne pas négliger la sécurité des enfants sur le chemin de l'école	Hauser Sandra, Interpartis	Prise de connaissance
Pour une approche responsable de l'affichage publicitaire sur la voie publique à Delémont	Blaser Céline, CS-POP et VERT-E-S	Prise de connaissance
Pour une meilleure répartition des subventions énergétiques	Woudman Mérane, CS-POP et VERT-E-S	Prise de connaissance
Route du Vorbourg, au secours !	Bourquard Maël, PSD-JSJ	Prise de connaissance
La sécurité, parlons-en !	Hauser Sandra, Le Centre	Prise de connaissance

Eléments marquants de l'année

En 2025, outre le développement des interventions, plusieurs actions significatives ont été menées par le Conseil de Ville et son Bureau :

- révision du Règlement du Conseil de Ville : sous l'impulsion du Bureau, la révision du Règlement du Conseil de Ville a été adoptée, avec pour axes principaux :
 - l'inscription formelle de la séparation des pouvoirs ;
 - l'introduction du vote électronique ;
 - l'utilisation d'un langage égalitaire dans les textes.
- vote nominatif : le Bureau a arrêté et précisé les règles encadrant la mise en œuvre du vote nominatif, en particulier les modalités de publication des résultats, dans le respect du cadre légal et des exigences en matière de protection des données.
- visite de la FICD : la visite annuelle d'entreprise du Conseil de Ville s'est déroulée auprès de la Fédération interjurassienne de coopération et de développement, offrant aux membres présents un aperçu des activités de cette organisation active dans les domaines de la coopération et du développement.

DÉPARTEMENT DE LA MAIRIE ET DE LA PROMOTION ÉCONOMIQUE

RESPONSABLE

DAMIEN CHAPPUIS, MAIRE

SERVICES

CHANCELLERIE (ARCHIVES, COMMUNICATION)

SERVICE FINANCIER

SERVICE DU PERSONNEL

SERVICE INFORMATIQUE

POLICE MUNICIPALE

CRISD

CHEFS DE SERVICES

NICOLAS GUENIN, CHANCELIER

JEAN FROIDEVAUX, CHEF DU SERVICE DES FINANCES

PIERRE BERSIER, CHEF DU SERVICE DES FINANCES (DÈS
SEPTEMBRE 2025)

DAVID IMHOF, CHEF DU SERVICE DU PERSONNEL

DIDIER GISIGER, COMMANDANT DES SAPEURS-POMPIERS

DÉPARTEMENT DE LA MAIRIE ET DE LA PROMOTION ÉCONOMIQUE

Préambule

Le Département de la Mairie et de la promotion économique a mis la priorité au premier semestre sur la préparation d'un nouveau budget suite au rejet du projet en votation populaire. Cette situation particulière a eu un impact sur le fonctionnement des services et la priorisation des projets dont certains ont dû être décalés.

La poursuite des efforts en matière d'économies (Compas) a permis d'économiser quelque 1'050'000 francs sur l'ensemble des services de l'administration communale. La réorganisation et le redimensionnement des départements et des services communaux ont été accompagnés par les services transversaux. Ils ont pour objectifs d'améliorer le fonctionnement de l'Administration communale et de réduire progressivement le nombre d'emplois.

Pierre Bersier a pris ses fonctions de nouveau chef du Service financier progressivement depuis le mois de septembre et travaillera en collaboration avec Jean Froidevaux jusqu'à la retraite de ce dernier. Les statistiques financières montrent un nombre de décisions de taxations supérieur à la moyenne.

La réorganisation de la Police municipale s'est poursuivie et un contrat ressource avec l'Etat jurassien a été conclu. Il confirme et concrétise le transfert des tâches de police secours à la Police cantonale débuté en 2024. Cet accord fonde les bases de la création d'une Police administrative qui ne s'occupera plus des missions relevant du pénal.

Chancellerie

La Chancellerie communale est le service central de l'administration de la Ville de Delémont. Elle assure la coordination entre le Conseil communal, le Conseil de Ville et l'ensemble des services communaux. Soucieuse de renforcer la transversalité, elle s'emploie à formaliser les processus communs et à favoriser la collaboration interservices.

Elle assure également le suivi des dossiers traités par le Conseil communal, auquel elle apporte un appui juridique dans l'analyse de ces derniers. En outre, la Chancellerie est responsable de l'élaboration et du suivi des révisions législatives communales. En parallèle au nouveau Règlement d'organisation de la commune municipale (ROCM) préparé par la commission ad hoc du Conseil de Ville, la Chancellerie s'attelle à la révision ou à l'élaboration des actes législatifs qui le nécessitent.

La Chancellerie a organisé les élections cantonales, trois scrutins fédéraux, une votation cantonale ainsi que deux votations communales.

Votations populaires

Deux votations communales ont eu lieu en 2025 :

9 février

Le Corps électoral a refusé, par 2'087 voix contre 1'204, le budget communal 2025. La participation s'est élevée à 36.6 %.

24 novembre

Le Corps électoral a accepté, par 2'174 voix contre 399, l'échange de terrains entre la Municipalité et la Bourgeoisie de Delémont - secteurs Communance Nord et Sud, avec soulte de 400'000 francs, ainsi que la vente d'une surface de 17'662 m² au prix de 3'532'400 francs à l'entreprise Swiza pour une nouvelle construction. La participation s'est élevée à 29.07 %.

Communication

L'unité de communication joue un rôle transversal au sein de l'Administration : elle soutient les départements et services dans la conception et la diffusion de leurs messages. Elle contribue à rendre les actions de la Municipalité visibles. Elle veille à la clarté, à la cohérence, à la transparence et à l'accessibilité de l'information diffusée, tant à l'interne qu'auprès de la population.

À ce titre, elle pilote et coordonne les actions de communication liées aux activités communales et est impliquée dans de nombreux projets et groupes de travail, dont celui dédié à l'attractivité résidentielle. Elle participe également à l'organisation des manifestations portées par la Ville.

Elle assure la gestion des canaux et outils de communication institutionnels (site internet, journal de la Ville, réseaux sociaux), ainsi que les relations avec les médias, pour lesquels elle produit les communiqués et organise les conférences et points presse.

Elle développe des contenus textuels et multimédias pour l'entier des services et veille au respect de l'identité graphique de la Ville.

Parmi les réalisations marquantes de l'année 2025 figure le lancement de l'intranet communal, issu d'une collaboration étroite entre la communication, les ressources humaines et l'informatique. Cette nouvelle plateforme interne centralise et simplifie l'accès à l'information. Plus globalement, elle a pour objectif de renforcer la communication et la cohésion au sein de l'Administration communale.

EN CHIFFRES



7 conférences ou points presse

8 invitations presse

55 communiqués de presse

99 actualités sur le site internet

270 publications sur les
réseaux sociaux

Archives

Les Archives ont poursuivi leurs réflexions sur l'archivage communal, notamment à travers des visites dans les services. Ces travaux ont permis d'élaborer des directives sur l'archivage qui sont en cours de validation.

Les Archives ont traité un fonds de copies de lettres ainsi qu'un important fonds lié aux travaux publics. Plusieurs travées de documents ont été triées et désherbées, avec le précieux soutien de l'EFEJ. Une évaluation a été réalisée au service CSJL concernant un fonds d'archives de tutelles, qui s'est avéré être d'intérêt public. Il sera traité et archivé. Les Archives ont également organisé et présenté une visite en lien avec l'exposition de la Bible de Moutier-Grandval. Enfin, le tri des archives des anciens archivistes, jusqu'ici non classées, a été entamé.

Les recherches d'archives effectuées ont porté sur des sujets variés : réfugiés polonais à Delémont au début du 19^{ème} siècle, des sceaux et armoiries de familles, le Forum Saint-Georges, les familles Finot, Cugnotet et George (directeurs des Forges d'Undervelier) à Delémont au 19^{ème} siècle, mais aussi des questions sur les restaurations des fontaines au début du 20^{ème} siècle ou au sujet du Restaurant de l'Etoile durant la première moitié du 20^{ème} siècle.

EN CHIFFRES



33 recherches
généalogie, plans cadastraux,
histoire locale

1 versement

6 visites aux services communaux

14 consultations sur place
dont : archives mairie, 150 ans
de la gare, association des
vignerons, clocher de l'Eglise
Saint-Marcel, athlétisme

1 prêt

Jumelages

Delémont - Belfort

L'année 2025 a été marquée par le quarantième anniversaire du jumelage avec la Ville de Belfort. A l'occasion des festivités du 14 juillet à Belfort, une délégation delémontaine était présente aux manifestations officielles. Les autorités belfortaines ont elles participé à la partie officielle organisée dans le cadre de la Fête de la transition et de la nature le 23 août. Les responsables du projet « Interreg – ArcInnolab » était également présents pour rappeler les enjeux de ce projet franco-suisse notamment pour le développement du site SAFED. Cet anniversaire a permis d'affermir les relations empreintes d'amitié et marquées par des échanges culturels entre les deux villes (Mois de la photo).

Delémont - La Trinidad

La situation politique difficile sur place perdure et n'a pas permis de relancer les actions de soutien sur place menées par le Groupe Nicaragua. Les actions d'utilité publique mises sur pied par des organisations étrangères restent très difficiles à mener suite au durcissement décidé par le régime.

Cimetière – quelques chiffres

Inhumations par catégorie	2024	2025
Tombes d'urnes	31	29
Tombes de cercueil	22	13
Columbarium	25	12
Tombe du souvenir	26	30
Concessions arrivées à échéance	44	39
Concessions facturées (renouvellements inclus)*	84	99
Tombes nivelées	35	56
Inhumations totales	104	84

* Les inhumations réalisées sur une concession existante n'entraînent pas la facturation d'une nouvelle concession.

Service financier

Le Service financier regroupe les secteurs des impôts et du cadastre, de la caisse communale ainsi que celui de l’informatique. Il est en charge de la gestion des ressources financières de la collectivité et veille à assurer la planification et l’exécution des finances communales.

Les différentes informations présentées ici sont en relation, principalement, avec la perception des impôts et basées sur les années 2020-2023. Les dernières informations émanant du Service cantonal des contributions sont les statistiques de l’année 2023. Les données de l’année 2024 seront disponibles au cours du 2e semestre 2026.

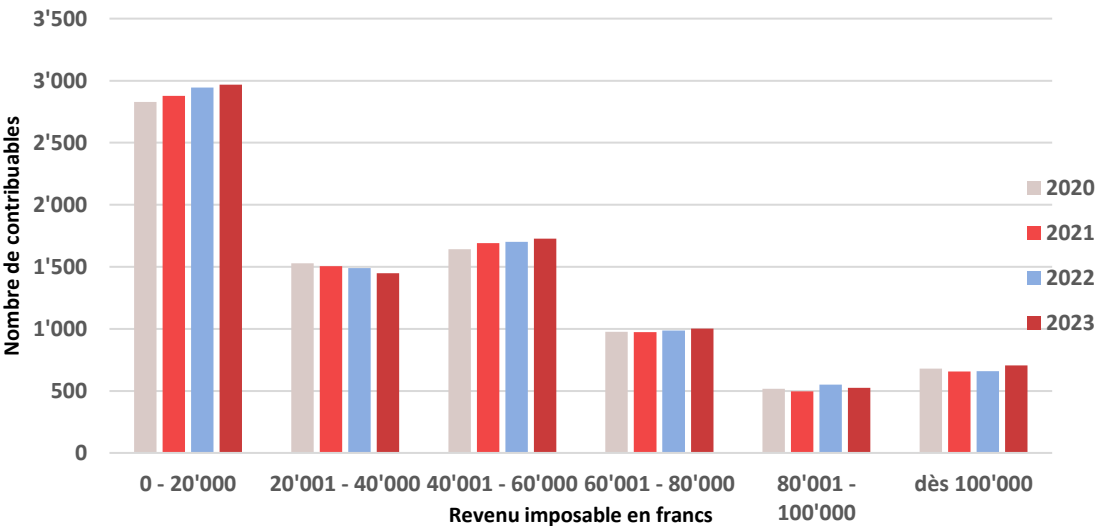
Statistiques et comparaisons fiscales

En 2023, 53 % des personnes physiques déclarent un revenu imposable inférieur à 40'000 francs et acquittent 9 % du total des impôts communaux. Près d’un tiers des contribuables (32 %) disposent d’un revenu imposable compris entre 40'000 francs et 80'000 francs, représentant 38 % des recettes fiscales. Enfin, 15 % des contribuables affichent un revenu imposable supérieur à 80'000 francs et contribuent à hauteur de 53 % du total des impôts. Ces données sont détaillées et illustrées dans le tableau et les graphiques des pages suivantes.

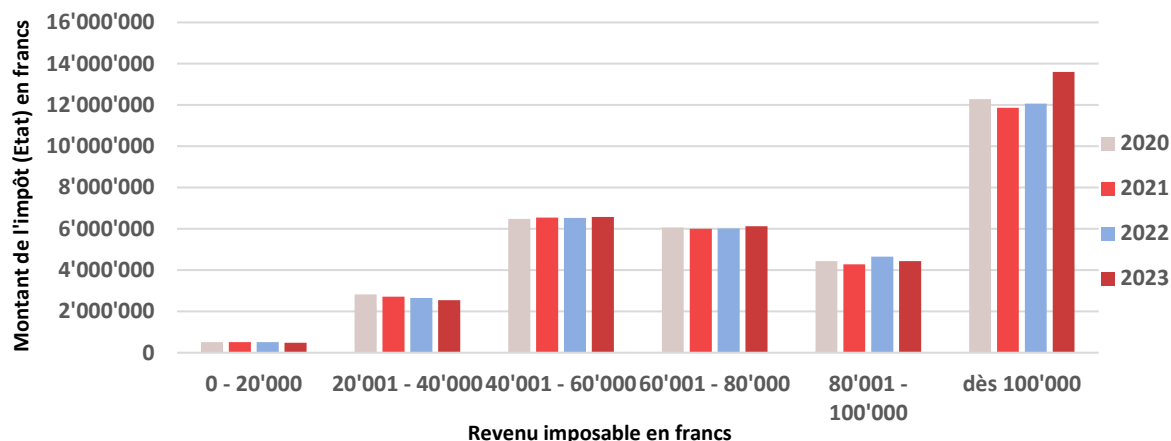
Impôt d’Etat en fonction des paliers de revenus, en francs

Revenus	2020		2021		2022		2023	
	Nombre de contri-buables	Montant en francs	Nombre de contri-buables	Montant en francs	Nombre de contri-buables	Montant en francs	Nombre de contri-buables	Montant en francs
0 – 20'000	2'828	515'299	2'878	505'559	2'944	507'321	2'969	482'756
20'001 – 40'000	1'528	2'831'553	1'505	2'712'519	1'489	2'655'577	1'447	2'544'751
40'001 – 60'000	1'643	6'489'215	1'691	6'551'036	1'701	6'531'755	1'726	6'570'252
60'001 – 80'000	976	6'065'964	973	6'000'327	987	6'017'649	1'002	6'129'951
80'001 – 100'000	515	4'441'646	495	4'274'904	550	4'659'383	525	4'431'239
Dès 100'000	680	12'278'008	655	11'869'414	660	12'061'145	706	13'601'387
Total	8'171	32'621'685	8'197	31'913'759	8'331	32'432'831	8'375	33'760'337

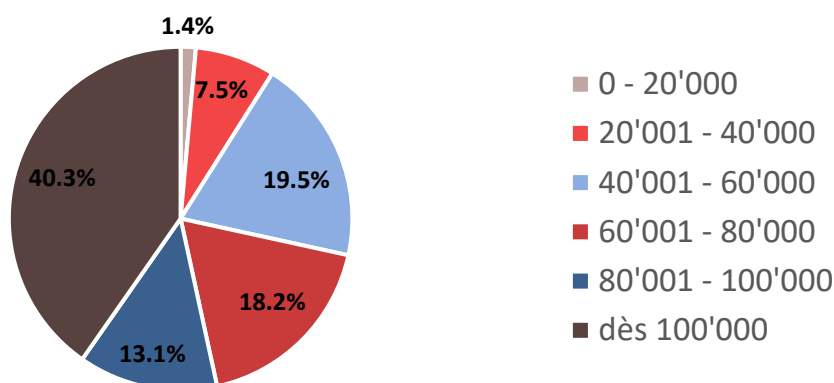
Nombre de contribuables par tranche de revenu imposable



Impôt d'Etat par tranche de revenu imposable, en francs



Part du montant de l'impôt d'État en fonction des paliers de revenus imposables en 2023



Déclarations d'impôts

Pour l'année fiscale 2025, 8'661 déclarations d'impôts (ci-après, DI) ont été envoyées, contre 8'485 en 2024. Le Bureau des impôts et du cadastre a par ailleurs adressé 126 formulaires à de nouveaux contribuables (192 en 2024). Le nombre de personnes imposées à la source a légèrement diminué, passant de 1'739 en 2024 à 1'675 en 2025.

En 2025, le Bureau des impôts et du cadastre a transmis 16 demandes de remise d'impôts au Service cantonal des contributions, contre 24 en 2024.

Concernant le traitement des taxations par le Service cantonal des contributions, on observe que, pour les années fiscales 2023 et 2024, respectivement 75 % et 82 % des dossiers ont été traités au cours de la première année (contre environ 66 % habituellement). Le point bas des dernières années avait été constaté en 2023 (concernant l'année fiscale 2022), avec seulement 57 % des dossiers traités lors de la première année. Ces différences de traitement peuvent générer des variations significatives dans les montants perçus par la commune.

Encaissement des impôts

Pour l'encaissement des impôts et les éliminations présentés dans le tableau ci-après, les résultats de l'année 2019 servent de base, permettant ainsi de mesurer les variations observées au fil des années.

Récapitulation personnes physiques				(PP 2019 au 31.12.2025 en francs)		
Taxation provisoire	Variations	Taxation définitive revenu	Taxation définitive fortune	Taxation définitive total	Eliminations	Arrérages au 31.12.2024
23'267'842	2'889'637	23'948'663	2'208'816	26'157'479	- 73'275	91'642
	+ 12.42 %				-0,28 %	0,35 %

Les taxations provisoires constituent des estimations, envoyées chaque année en décembre, établies sur la base de la taxation définitive de l'année précédente. Les variations correspondent aux ajustements (hausse ou baisse) constatés après établissement de la taxation définitive, par rapport à la taxation provisoire (cf. détails dans les comptes, chapitres 0911 et 0915).

Le poste des éliminations regroupe, d'une part, les remises d'impôts accordées par la Recette de district (ci-après RD) en raison de difficultés financières dûment justifiées, et d'autre part, les montants non encaissés malgré les poursuites engagées par la RD.

Les arrérages représentent le solde des impôts restant à encaisser par la RD. Ils concernent le plus souvent des taxations faisant l'objet d'un recours.

Service du personnel

Le Service du personnel a poursuivi la mise à niveau des contrats et des conditions de travail, afin de garantir un traitement équitable pour tous les types d'engagement. Il a continué les travaux d'optimisation de la gestion des ressources humaines, avec un accent particulier sur la digitalisation des outils et des processus. Le service a également participé à plusieurs groupes de travail liés à la réorganisation et au redimensionnement de l'Administration communale (police, bibliothèque/ludothèque, Service des bâtiments). Ces travaux visent à améliorer l'organisation et le fonctionnement de l'Administration, tout en contribuant à une réduction progressive des effectifs ces prochaines années.

En matière de santé et sécurité au travail, les actions engagées en 2023 et 2024 ont été consolidées. Elles portent sur la réorganisation du dispositif interne et l'harmonisation des pratiques. Des contrôles internes de sécurité ont été réalisés et seront reconduits de manière régulière. Enfin, des campagnes de prévention et des formations ciblées ont été organisées, notamment en lien avec les procédures et la prévention du mobbing et du harcèlement au travail.

Effectif du personnel communal

Liste des emplois titulaires

En janvier 2025, la dotation totale maximale autorisée du personnel communal équivalait à 189,14 équivalents plein temps (EPT), dotation identique au 1^{er} janvier 2024 et conforme à la liste des emplois validée par le Conseil de Ville. L'occupation effective des postes par le personnel communal s'est montée à un total maximal de 183.60 équivalents plein temps.

Département	Effectif théorique maximal (selon liste des emplois autorisée par le CV)	Effectif réel (postes budgétés et occupation effective des postes en 2024)
Mairie et promotion économique	38,4	37.7
Culture, sports, écoles	17	16.1
Cohésion sociale, jeunesse et logement	46,96	44.45
Energie et eaux	35,2	35.1
Urbanisme, environnement et travaux publics	51,58	50.25
Total	189,14	183.60*

* Les effectifs de la Police municipale ont subi des variations liées au projet de réorganisation. Les postes non pourvus ont fait l'objet d'une convention de financement avec la Police cantonale (POC). L'effectif reporté dans le tableau ci-dessus est maintenu selon la dotation initiale. Il sera par contre adapté et revu à la baisse (réduction de 11 EPT) en 2026, suite à l'entrée en vigueur du contrat ressources avec POC.

RAPPORT DES DÉPARTEMENTS MAIRIE ET PROMOTION ÉCONOMIQUE (MPE)

La différence entre la dotation maximale et l'effectif réel minimal se justifie par une optimisation des postes, ce qui a permis la réduction des EPT suivants :

- MPE : réductions de poste de 0.7 EPT (services RH et FIN)
- CSE : réduction de postes de 0.9 EPT (centre sportif)
- CSJL : réduction de postes de 2.51 EPT (optimisation dispositif éducatif Maison de l'Enfance)
- EE : réduction de poste de 0,1 EPT
- UETP : réduction de postes de 1.33 EPT (administration, concierges, Voirie)

Personnel auxiliaire

Le Conseil communal est autorisé, conformément aux dispositions du ROCM, à recourir à l'engagement de personnel auxiliaire. En 2025, le personnel engagé en qualité d'auxiliaire s'est réparti de la façon suivante :

- 31 contrats d'auxiliaires permanents à un taux inférieur à 25 % (aides-nettoyage, écoles), total de 6.85 EPT ;
- 35 contrats à durée limitée pour des engagements urgents et ponctuels (remplacements en cas de maladie ou d'accident) ;
- 15 contrats pour des travaux saisonniers (surveillants et caissiers de la piscine extérieure) ;
- 32 contrats (durée 1 semaine) ont été établis pour les grands nettoyages durant les vacances.

Apprentis et stagiaires

En 2025, l'Administration communale a accompagné 38 personnes en formation : 17 apprentis et 2 préapprentis, 11 stagiaires longue durée (HEG, HES ou formation en emploi) et 8 personnes en stage post-CFC ou en stage en cours de formation. Six personnes ont achevé leur formation avec succès obtenant un CFC (1 agente en information documentaire, 1 assistant socio-éducatif, 1 employé de commerce), 1 maturité professionnelle commerciale ou 2 diplômes HEG.

Perfectionnement professionnel et formation continue

Le perfectionnement professionnel fait chaque année l'objet d'une attention particulière au sein de l'Administration communale, avec une offre de cours variée et correspondant aux besoins spécifiques de la fonction publique. En 2025, 15 personnes ont pu suivre les différents cours proposés dans l'offre de formation de la République et Canton du Jura.

La Municipalité a également financé 4 collaboratrices ou collaborateurs pour des formations plus conséquentes (CAS, brevets fédéraux, formations spécifiques au domaine ou métier).

Intégration professionnelle

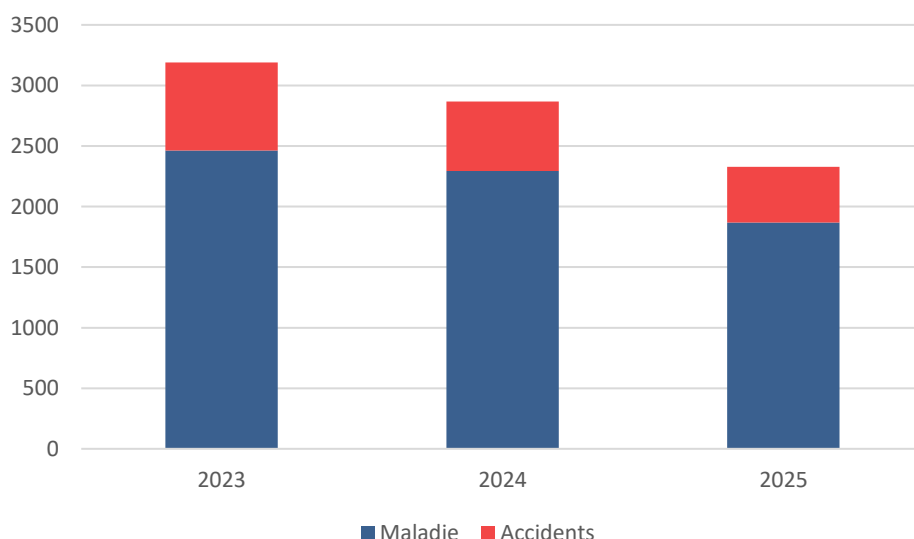
La Municipalité veille à assumer un rôle actif dans le processus d'intégration professionnelle et a développé plusieurs axes de collaboration afin de permettre à 5 personnes de bénéficier de passerelles d'accès au marché du travail, d'accueillir des personnes issues de la migration dans le cadre de stage d'intégration de 6 mois et d'offrir 1 à 2 places de travail à des personnes en situation de handicap.

Statistiques des absences du personnel

Le taux d'absentéisme s'est établi à 4.48% en 2025, contre 5.32% l'année précédente. Cette évolution positive se traduit par une diminution du nombre total de jours d'absence (maladie et accident confondus), qui est passé de 2'866 jours en 2024 à 2'328 jours en 2025. Les absences de longue durée pour maladie ayant conduit à l'ouverture d'un dossier auprès de l'assurance perte de gain ont fortement diminué, passant de 23 cas en 2024 à 11 cas en 2025. Parallèlement, le volume global des jours d'absence pour maladie a reculé d'environ 19%, soit 1'867 jours en 2025 contre 2'293 jours en 2024. S'agissant des accidents, le nombre de jours d'absence a également diminué entre 2024 et 2025, passant de 573 jours à 461 jours.

Les mesures d'accompagnement et de gestion des absences montrent leur efficacité. La collaboration avec les partenaires santé (Office AI, assurance perte de gain maladie, assurance-accidents et Clinique du Travail) a été renforcée par la mise en place d'un concept de gestion des absences. Enfin, une formation des cadres en matière de gestion des absences, dispensée en 2025 dans les secteurs les plus concernés, est appelée à être étendue à l'ensemble des services.

Absences maladie/accidents, en jours



Secteur informatique

Le Secteur informatique s'occupe de la gestion de l'informatique de la Ville de Delémont et des écoles primaires. Cela représente 600 postes de travail, 230 éléments de réseau actifs et 40 sites interconnectés. Plusieurs projets d'envergure ont été menés au sein du Secteur informatique :

Liaison par fibre optique des nouveaux bâtiments communaux

Plusieurs liaisons fibre optique ont été établies, afin de garantir la pérennité des accès et de faire des économies sur les liaisons établies actuellement par des prestataires externes (Swisscom, etc.). Ces liaisons concernent le quartier Gare Sud et la Gare. Ce projet offre aussi l'opportunité de pouvoir gérer les parties techniques des bâtiments plus facilement (gestion du chauffage, des accès, du solaire, etc.).

Aménagement de nouveaux locaux

Plusieurs réaménagements ou déménagements ont permis au Secteur informatique d'installer de nouveaux flux pour la GED, de rationaliser l'usage de certains moyens d'impression, ceci afin de tendre vers la digitalisation. Exemples : déménagement de SACEN, Service des bâtiments.

Intégration de nouveaux services d'alarmes

Une gestion étendue des alarmes de certaines installations critiques a commencé à être déployée, ceci grâce au système acquis en 2024 pour le Centre sportif qui peut être partagé pour l'ensemble de l'administration.

Élections cantonales

Le Secteur informatique a mis à disposition l'infrastructure matérielle pour les élections cantonales, et a, pour la première fois, utilisé l'intégralité du logiciel VeWork, avec succès.

Fibre optique

Les travaux de mise en place d'un réseau de fibre optique dédiée à la liaison des stations transformatrices des SID se sont poursuivis dans différents quartiers. Ils permettront d'obtenir les données de distribution ainsi que de télégérer les différentes installations. Le secteur informatique a participé, comme en 2024, à la conception du réseau et à la mise en place des différents appareils de télégestion dans les stations transformatrices. Quatre sites ont été reliés au réseau déjà existant en 2025, et le déploiement se poursuit.

EN CHIFFRES



DONNÉES

65 serveurs virtualisés

8 téraoctets de données

37 téraoctets de backup

Police municipale

En 2025, une partie de la Police municipale de Delémont (ci-après PMD) était encore subordonnée à la Police cantonale jurassienne (POC JU). Le contrat ressource avec l'Etat jurassien a pu être conclu pour pérenniser l'organisation mise en place. Il confirme le transfert des tâches de police secours à la Police cantonale.

Sur les 8 agents subordonnés, 4 ont démissionné dans le courant de l'année. Deux ont été engagés auprès de la POC-JU et les deux autres dans d'autres corps de police.

Quant aux 2 agents de police et aux 2 agents de sécurité publique (ASP) affectés au travail administratif au poste de police à l'Hôtel de Ville, il n'y a eu aucun changement. Leurs tâches principales sont le contrôle du stationnement, l'application des règlements communaux, la prévention et présence de proximité et les notifications diverses.

Réception « Police Hôtel de Ville »

Ouverte du lundi au vendredi selon les horaires communaux, cette réception est assurée par un membre du secrétariat ou des agents PMD, des ASP. Elle offre à la population les prestations d'un guichet communal et d'un service de police administrative, situé au cœur de la ville. Depuis juin 2024, les plaintes pénales ne sont plus enregistrées par la PMD mais uniquement par la POC JU.

Formation

Le personnel a pu suivre durant l'année les formations obligatoires (tirs et formation continue, tactique et technique d'intervention) ainsi que les cours de réanimation et de maîtrise d'un défibrillateur.

Général

Dossiers administratifs

Leur volume a connu une baisse, avec 1'655 dossiers en 2025 (contre 1'705 en 2024). Ceux-ci concernent notamment les naturalisations, les notifications de poursuites, les patentes de restaurants, les dénonciations liées aux déchets, les enquêtes diverses ou les mises à ban.

Education routière

Dès janvier, deux ASP ont été formés par la POC JU pour dispenser des cours d'éducation routière aux écoles.

En 2025, 27 heures de cours de rattrapage de 2024 ont été données à 314 élèves (1P/2P, 3P), et 64 heures de cours réguliers ont été donnés à 1'084 élèves de 1P à 8P.

Horodateurs

Les recettes des 51 horodateurs et autorisations de parcage se sont élevées à 368'354 francs (292'077 francs en 2024), avant déduction des rétrocessions et de la TVA.

L'entretien et les réparations des horodateurs collectifs et individuels ont été assurés tout au long de l'année.

Radars

Aucun contrôle radar n'a été effectué en 2025.

EN CHIFFRES



625 notifications de poursuites
(872 en 2024)



215 mises à ban (237 en 2024)



5'212 amendes d'ordre
(2'761 en 2024)
pour un montant de 239'380 francs
(133'430 en 2024)



92 permis de nuit
(91 en 2024)
pour un montant de 9'500 francs
(9'150 en 2024)



570 chiens
(550 en 2024)

CRISD

En 2025, l'effectif opérationnel des sapeurs-pompiers de la Ville de Delémont s'élève à 46 personnes, dont 6 femmes et 40 hommes. Parmi elles, 38 sont intégrées au Centre de renfort. L'effectif a diminué de 5 unités par rapport à 2024. Seules deux nouvelles recrues ont rejoint le corps durant l'année.

Depuis plusieurs années, un seul employé communal est incorporé au corps des sapeurs-pompiers. Malgré la signature du label « Employeur partenaire » par la Municipalité, le nombre de candidatures issues du personnel communal reste limité. Cette situation complique la disponibilité des effectifs lors des interventions en journée.

Le CRISD compte par ailleurs deux postes professionnels : le commandant (100 %, dont 80 % pour la fonction de commandement et 20 % pour des activités en faveur de l'ECA Jura) et le préposé au matériel (60 %). En 2025, la part de 10 % du taux du commandant consacrée à la protection incendie des maisons familiales a été reprise par l'ECA Jura. Au regard de l'augmentation des exigences, une adaptation à la hausse des taux d'activité de ces deux fonctions apparaît nécessaire.

Sur le plan des équipements, le CRISD a réceptionné en 2025 un nouveau tonne-pompe grande puissance de 6'000 litres, livré par la société Brändle AG. Il a été inauguré le samedi 28 juin, suivi d'une journée portes ouvertes à destination de la population. Ce véhicule constitue le dernier élément d'un programme de renouvellement de cinq véhicules mené entre 2023 et 2025, en remplacement d'un ancien véhicule datant de 2004.

Formation

Le CRISD a organisé 33 exercices en 2025 pour tout le monde et 12 exercices spécifiques pour les chauffeurs.

28 personnes (56 % de l'effectif) ont suivi un cours cantonal, 29 personnes (76 % de l'effectif) un cours fédéral et 1 personne (2 % de l'effectif) un cours d'instructeur fédéral.

EN CHIFFRES



157 INTERVENTIONS

Feu : 25 (16%)

Pollution : 21 (13%)

Sauvetage : 25 (16%)

Alarme automatique : 52 (33%)

Désincarcération : 2 (1%)

Eléments naturels : 15 (10%)

Assistance technique : 13 (8%)

Divers : 4 (3%)

DÉPARTEMENT DE LA COHÉSION SOCIALE, DE LA JEUNESSE ET DU LOGEMENT

RESPONSABLE

PATRICK CHAPUIS, CONSEILLER COMMUNAL

CHEF DE SERVICE

PASCAL MAZZARINI

SECTEURS

AGENCE AVS/AI

MAISON DE L'ENFANCE

ESPACE-JEUNES

LUDOTHÈQUE

CONSEIL DELÉMONTAIN DES JEUNES

DÉPARTEMENT DE LA COHÉSION SOCIALE, DE LA JEUNESSE ET DU LOGEMENT

Préambule

Le Département CSJL a poursuivi sa mission visant à garantir et, lorsque cela est possible, à améliorer la qualité et le confort de vie de la population delémontaine. Les enjeux sociaux ainsi que les liens intergénérationnels et multiculturels demeurent au cœur de son action.

Ces objectifs se déclinent en plusieurs politiques, en lien avec les orientations du Plan de législature du Conseil communal :

- la mise en œuvre du Concept communal en faveur des seniors (2024) s'est poursuivie, avec le développement de plusieurs actions concrètes portées par le Conseil des seniors et le Département CSJL à destination des personnes de 65 ans et plus.
- la politique enfance-jeunesse (0 à 25 ans) est en phase finale et sera présentée au Conseil communal en 2026. Les besoins identifiés lors des démarches de diagnostic ont été traduits en objectifs et en actions.
- la politique du logement sera également présentée en 2026. Les principes du plan directeur communal ont été actualisés et déclinés en objectifs et mesures concrètes, en concertation avec différents partenaires. Elle vise à renforcer l'attractivité résidentielle et à proposer des logements adaptés aux besoins et aux moyens de la population.

L'ensemble de ces démarches s'inscrit dans une volonté de renforcer le mieux vivre-ensemble, en privilégiant des actions apportant une plus-value concrète à la population.

Le refus du budget 2025 en votation populaire en février a marqué les esprits et, durant un court laps de temps, quelque peu freiné l'engouement des collaboratrices et collaborateurs du Service CSJL. Ce contexte financier a ensuite rapidement été utilisé de manière constructive, avec imagination et dynamisme, pour offrir des prestations restant dans le cadre fixé ci-dessus tout en limitant les dépenses induites.

Cohésion sociale

Agence AVS/AI

L'agence AVS-AI assure le lien entre la population et l'Etablissement cantonal des assurances sociales (ECAS) pour les prestations du 1er pilier. À ce titre, elle renseigne et aide les assurés dans leurs démarches relatives aux allocations familiales, aux allocations pour impotents (API), aux demandes de subsides à l'assurance-maladie, aux rentes AVS-AI, et au droit aux prestations complémentaires. De plus, elle contrôle les affiliations des particuliers, des indépendants et des entreprises.

Les collaboratrices de l'Agence AVS-AI ont supervisé l'organisation de la cérémonie d'accueil des futurs retraités (54 participants le 26 novembre au Forum St-Georges) et ont géré les préavis d'aide sociale et l'octroi des allocations de fin d'année aux personnes en âge AVS en situation précaire.

EN CHIFFRES



AVS/AI

Rentiers AVS : 1'797 (1'869 en 2024)	Rentiers AI : 397 (506 en 2024)
Affiliations AVS : 4'425 (4'181 en 2024)	Rentiers API : 264 (255 en 2024)
Bénéficiaires PC : 1'216 (1'145 en 2024)	Demandes de révision PC : 573 (617 en 2024)
Préavis aide sociale : 173 demandes et 6 refus (180 demandes et 5 refus en 2023)	Allocations de fin d'année : 264 pour 132'235 francs (234 pour 116'345 francs en 2024)

Clair-Logis

Les conditions fixées dans le contrat de transfert signé en 2024 avec la société Perlavita SA, membre du groupe Tertianum, sont appliquées à satisfaction des acteurs concernés. La dissolution de la Fondation Clair-Logis est à bout touchant et l'audit demandé par la Commission de gestion et de vérification des comptes a permis de mettre en évidence les lacunes du processus de redéploiement de l'institution par la Fondation et les services communaux.

Commune en santé

La revue de projet 2025 du label « Commune en santé » a permis d'actualiser l'état des 56 mesures prévues. Certaines ne sont plus actives et ont été compensées par des nouvelles ; le label à Delémont est ainsi toujours à son plus haut niveau de 3 étoiles. Un suivi permanent

RAPPORTS DES DÉPARTEMENTS COHÉSION SOCIALE, JEUNESSE ET LOGEMENT (CSJL)

du Service CSJL permet d'intégrer les prestations et projets communaux qui contribuent à la promotion de la santé et au bien-être de la population.

Concept communal en faveur des seniors

En 2025, le Concept communal en faveur des seniors a été porté principalement par le Conseil des seniors. Il a tenu 4 assemblées et le comité s'est réuni à 8 reprises.

Le Conseil des seniors a pris part à l'organisation d'un événement spécialement mis sur pied pour les seniors delémontains à Cinemont le 21 octobre. Celui-ci a réuni environ 400 seniors pour la projection du film « Monsieur Aznavour » suivi d'un apéritif confectionné par le Mini-Marché de Delémont.

Le Conseil des seniors a également exprimé ses doléances auprès du Conseil communal s'agissant de l'accessibilité aux transports publics et de la nouvelle politique de gestion des déchets.

D'autres projets se poursuivent dans le cadre du Concept communal en faveur des seniors : la tenue d'après-midi loisirs organisés par la Croix-Rouge dans les locaux de l'Espace-Jeunes tous les lundis ainsi que les échanges intergénérationnels dans six classes de l'école primaire, porté par Pro Senectute via son projet Win3.

EN CHIFFRES



SENIORS

4 assemblées du
Conseil des seniors

3 visites à des centenaires
(1 en 2024)

400 participants à l'événement
dédié aux seniors à Cinémont

49 attentions aux nonagénaires
(47 en 2024)

Fair Trade Town

Le 6 mai, les Magasins du Monde ont organisé à Delémont une pièce de théâtre intitulée : « Le procès du commerce équitable ». Cette action a réuni environ 50 personnes. Les démarches pour renforcer la visibilité du label, élargir son audience et sensibiliser davantage les consommatrices et consommateurs au commerce équitable se poursuivent.

Frigo solidaire

Le frigo public et solidaire « Madame Frigo » ouvert en 2024 au pied du pont de la Maltière, rencontre un beau succès. Une équipe de cinq bénévoles est en charge de la surveillance et de l'entretien du frigo. Ils amènent également les denrées reçues en don. Plusieurs commerçants de la ville donnent, en effet, une partie de leurs invendus. Des produits n'ayant pas trouvé preneur lors d'apéritifs organisés par la Ville, des entreprises et autres organismes externes, ont également été déposés, avec une surveillance accrue afin de garantir les

conditions d'hygiène. Lors de tous ces dépôts, il a été constaté que les produits sont récupérés très rapidement, dans un délai de 24 heures au maximum.

Jardins familiaux

Avec l'appui technique du Service UETP, le Service CSJL supervise et visite ponctuellement les trois sites de jardins familiaux (Blanche-Pierre, Cras-Franchier et Cras-des-Fourches). A l'exception de quelques rappels de bonne conduite et appui aux associations pour régler des petits conflits entre jardiniers, l'année 2025 s'est déroulée sans événements majeurs à signaler. Aucun permis de construire pour des constructions ou modifications importantes de cabanes n'a été demandé.

Vélostation

Les chiffres 2025 confirment une fréquentation relativement stable. La gestion est effectuée par Caritas Jura. Des démarches pour remettre la gestion du lieu à un tiers ont été entreprises.

EN CHIFFRES



VÉLOSTATION

62 abonnements annuels
(55 en 2024)

119 abonnements mensuels
(140 en 2024)

19 abonnements hebdomadaires
(10 en 2024)

430 entrées individuelles
(422 en 2024)

... et encore

- La Municipalité a prolongé son soutien financier et logistique à la bibliothèque d'objets « Le Vilebrequin ».
- Un projet d'aménagement d'une Maison de quartier dans l'immeuble de l'avenue de la Gare 11 est en cours de préparation.
- Le Service CSJL a été étroitement associé à la mise sur pied, par le Bureau cantonal de l'intégration, de la première séance d'information aux nouveaux arrivants dans le canton, avec une soixantaine de participants. Ces séances font partie du nouveau concept de Primo Information développé par le canton, avec également le nouveau site internet « Bonjour Jura ».
- Les aides pour placement hors du domicile familial ont concerné 23 enfants (15 en 2024), pour un montant total de 140'485 francs (143'363 francs).
- Le nombre de funérailles décentes liées aux successions répudiées a diminué, avec 27 dossiers (43 en 2024), pour un montant de 52'168 francs (110'452 francs).

Jeunesse

Centre de la jeunesse et de la culture (CJC–SAS)

Le CJC-SAS a proposé une programmation riche de 58 évènements mettant en lumière une variété d'artistes aussi bien régionaux qu'internationaux. L'année a également été jalonnée par quatre résidences artistiques ayant bénéficié de l'infrastructure qu'offre l'association. Par ailleurs, la structure a accompagné 2 projets de fin d'études d'élèves de niveau secondaire II, centrés sur l'organisation d'évènements culturels.

Le CJC-SAS a poursuivi son engagement local à travers plusieurs collaborations avec des structures culturelles régionales, telles que l'école primaire du Château de Delémont lors d'après-midi « Skinéma » (pour le financement de camps de skis), le CCRD (La Danse sur la Doux), le Cinéma Bambois, l'Atelier 20, la Médaille d'Or (Saignelégier), les Estivaliers, la Ludothèque de Delémont, le Festi'musique du Conseil delémontain des jeunes et une soirée Partenaire Club ayant accueilli les équipes organisationnelles de 7 salles de concert de suisse romande et de Belfort.

Une collaboration entre le SAS et les élèves du Jura qui fréquentent l'école d'arts visuels de Bienne est née, favorisant une redynamisation de l'image du lieu auprès de la jeunesse, ainsi qu'une potentielle clientèle en devenir. Bien qu'aucun projet n'ait été retenu cette année, la proposition sera reconduite sous une autre forme la saison suivante. En contrepartie, les élèves ont pu effectuer une résidence musicale de quelques jours au sein du SAS.

L'ensemble de ces activités a été rendu possible grâce à l'implication précieuse de 118 bénévoles, qui ont cumulé un total de 2'487 heures d'engagement sur l'année. L'association compte par ailleurs 265 membres. L'année 2025 a révélé que les ressources des responsables de bar bénévoles actuellement impliqués dans l'association se réduisent progressivement. Afin de pouvoir garantir une ouverture et un suivi optimal, la mise au concours d'un poste de responsable de bar salarié a été validé lors de l'AG 2025.

Le Comité (bénévole) et l'équipe du bureau (salariée) ont porté durant l'année les projets suivants : suivi de l'intégration de la Commission quadripartite à la commission Vieille Ville, gestion du personnel salarié interne et externe, gestion du bénévolat et des membres, gestion des différents groupes de secteurs (Collège de programmation, Gérances, Technique, Décoration et infrastructure), planifications et suivis financiers de la structure, maintien des relations avec les différents partenaires (Ville de Delémont, Canton du Jura, Loro, Petzi, FCMA, Artos, Forum Culture).

Conseil Delémontain des Jeunes

Les 36 membres actifs du CDJ pour la législature 2024-2025, réunis en 5 commissions ou groupes de travail, ont réalisé ou participé à divers projets.

La commission « Loisirs » a aménagé une salle de jeux vidéo dans le local du CDJ à la rue de Chêtré. Les jeunes peuvent désormais accéder à cette salle selon des horaires définis et en respectant une charte qui évite une utilisation trop importante.

La 2ème édition du Festi'G'Ladal a été organisée par la commission « Culture », en collaboration avec l'AJAM. Elle a eu lieu en marge de l'évènement « Captain'Jam » au

skatepark. Les visiteurs ont pu découvrir et se régaler de repas concoctés par les communautés étrangères.

La 3ème édition du Festi'Musique s'est déroulée le 31 octobre au SAS, avec la production de plusieurs groupes régionaux, dont le célèbre Silver Dust. Une belle affluence a pu constater la maîtrise organisationnelle de l'équipe de jeunes, qui deviendra de plus en plus autonome pour ce festival.

La commission « Technologie » souhaite organiser des cours liés à l'informatique, mais elle a vu ses projets freinés notamment par les besoins en équipement informatique.

Enfin, le CDJ et le Service de la Jeunesse et des Actions Communautaires de Moutier ont mis sur pied un grand projet. 18 jeunes de Delémont et Moutier ont participé en avril à un voyage au Kosovo, riche en échanges, en expériences formatrices et en émotions. Un voyage « retour » des jeunes kosovars dans le Jura est en cours de préparation.

Cette législature s'est clôturée le 24 octobre avec la remise des certificats d'engagement, le traditionnel concours de débat et la projection d'un court-métrage relatant le voyage au Kosovo, en présence de quelques représentants politiques.

Pour la législature 2025-2026, ce sont à nouveau une quarantaine de jeunes qui ont été nommés membres du CDJ lors de l'assemblée constitutive du 19 novembre. Ils ont choisi de travailler sur 6 projets, dont la grande majorité s'inscrivent dans la continuité de ceux décrits ci-dessus.

Espace-Jeunes

L'Espace-Jeunes a continué d'accompagner les jeunes en favorisant leur autonomie et leur responsabilisation, tout en offrant un espace d'expression et d'échanges dans un climat d'écoute et de dialogue. Les animateurs proposent des activités et soutiennent les jeunes dans leurs projets personnels ou pour des démarches administratives, en les conseillant face aux difficultés et en les orientant vers des structures d'accompagnement. Les responsables de la structure œuvrent également pour promouvoir les besoins et intérêts des jeunes auprès des autorités et institutions.

Durant les vacances d'été, les Éléphantaisies ont vécu leur 7ème édition, confirmant leur statut d'événement socioculturel incontournable pour les enfants de Delémont. Pendant deux semaines, ils ont participé à une large palette d'ateliers créatifs, ludiques, pédagogiques et sportifs, tandis que les soirées de spectacles ont attiré un public nombreux et varié.

En septembre, l'équipe d'animation a coordonné, en collaboration avec des partenaires locaux, l'événement « Captain'Jam » au skatepark. Ce week-end dédié aux cultures urbaines a rassemblé riders, artistes graffiti, DJs et un nombreux public autour de compétitions, jams et fresques participatives.

L'Espace-Jeunes a consacré le mois de novembre à la santé mentale autour des troubles du comportement alimentaire (TCA), en collaboration étroite avec les autres centres d'animation du canton et avec le soutien actif de la Fondation O₂.

Les animateurs se sont également déplacés avec le Vélo rouge à la sortie du Collège et dans différents quartiers pour rencontrer et échanger avec les jeunes prioritairement, mais aussi l'ensemble de la population. Un test a été effectué en ouvrant l'EJ aux enfants de 8 à 12 ans un mercredi après-midi par mois et en leur proposant des activités adaptées à leur âge ; le format n'a pas suffisamment séduit et cette offre ne sera, pour l'instant, pas renouvelée en 2026.

Une réflexion à large échelle a été initiée en fin d'année, en lien notamment avec la politique enfance-jeunesse, afin de jeter un regard critique sur la mission de l'EJ et, si nécessaire, de la réorienter pour encore mieux répondre aux besoins actuels des jeunes.

EN CHIFFRES



ESPACE-JEUNES

126 accueils libres - 510 heures
(155 - 620 en 2024)

2'454 passages (80% de Delémont)
(2'687 - 85% en 2024)

Ludothèque

Le retour à un engagement définitif pour la quatrième ludothécaire a permis de garantir le maintien des prestations du service et de renforcer son implication dans des projets communaux, notamment au sein des groupes de travail liés à la politique enfance-jeunesse et à la Maison de quartier.

En parallèle aux activités courantes, l'année 2025 a été marquée par les premières étapes du projet de regroupement des bibliothèques et de la Ludothèque. Les deux entités ont participé activement à la définition des modalités opérationnelles de ce projet, dont l'entrée en vigueur est prévue début 2026.

L'augmentation du nombre d'abonnements et du volume de locations confirme le développement du service de prêt. Celui-ci a également été sollicité pour des prêts ponctuels à destination de camps, d'institutions, de manifestations ainsi que de classes primaires et secondaires, contribuant ainsi à des démarches pédagogiques. De nombreuses autres structures ont par ailleurs fait appel aux prestations de la Ludothèque.

Plusieurs actions et collaborations ont jalonné l'année. La Ludothèque a renouvelé son partenariat avec le CJC-SAS pour la 5e édition de « La Nuit du Jeu », qui a réuni environ 180 participantes et participants. Elle a également pris part à la Fête de la transition, en mettant en avant les dimensions écologiques, économiques et sociales de ses activités.

Des collaborations ont été menées avec différentes institutions : un cours a été dispensé aux élèves en santé-social d'Ortra, trois animations ont été organisées avec LARC (Caritas) à destination de familles issues de l'immigration pour faire découvrir des jeux adaptés aux personnes allophones et la participation aux Éléphantaisies de l'Espace-Jeunes a été reconduite.

Malgré une édition pluvieuse, environ 250 personnes ont déambulé dans les Jardins du Château à l'occasion du traditionnel « Troc de la Ludo » permettant aux enfants de revendre

leurs jeux et jouets d'occasion. Enfin, pour finir l'année sur une note féérique, la Ludothèque s'est transformée en atelier du Père-Noël afin de dévoiler les tant attendues « Nouveautés de Noël ! ».

EN CHIFFRES



LUDOTHÈQUE

12'298 prêts
(11'104 en 2024)

1'060 abonnements
(983 en 2024)

4'049 jeux disponibles
(4'093 en 2024)

14'057 francs de recettes
(15'430 francs en 2024)

Maison de l'Enfance (MDE)

Suite aux échanges menés en 2024 entre le personnel et la direction, un travail approfondi a été engagé en 2025 afin d'améliorer le climat de travail au sein de l'institution. L'équipe de direction a suivi une formation en gestion des absences organisée par l'entreprise ISMAT et un questionnaire de satisfaction a été adressé à l'ensemble du personnel. Ces démarches ont permis d'ajuster les pratiques managériales et de définir des pistes d'action.

Des améliorations ont déjà été constatées, notamment dans le cadre du projet pédagogique. Les travaux se poursuivront en 2026, avec l'élaboration d'un plan de communication visant à clarifier les canaux et outils existants, harmoniser les pratiques de transmission de l'information, renforcer la visibilité des projets éducatifs et des initiatives des équipes, garantir une information fiable et régulière, et consolider le sentiment d'appartenance à l'institution.

En matière de formation, plusieurs actions ont été menées durant l'année. Une journée consacrée à la coéducation avec les parents a été organisée en janvier 2025, en collaboration avec l'association « Éducation familiale » de Fribourg. Elle a également permis de questionner les pratiques et d'améliorer l'accueil des familles. Les éducatrices et éducateurs du secteur 2–4 ans ont suivi la formation « soutien gestuel », conformément aux objectifs fixés en 2024.

Par ailleurs, une dizaine de collaboratrices et collaborateurs ont participé à une formation de sensibilisation au concept inclusif. Cette démarche s'inscrit dans une volonté cantonale de renforcer les compétences des équipes éducatives en matière d'inclusion, afin de favoriser l'accueil de tous les enfants et de soutenir les professionnels face aux situations complexes.

Le personnel de la MDE a également poursuivi sa formation en premiers secours pédiatriques : une quinzaine de personnes ont suivi une mise à jour en 2025, renforçant ainsi leurs compétences en prévention des risques et en prise en charge des urgences.

Enfin, la direction du Service CSJL et de la MDE a poursuivi ses réflexions afin de répondre au mieux aux besoins des familles. Le taux de remplissage du secteur des bébés est en baisse, en raison d'une inadéquation entre les plages horaires proposées et les besoins des parents. Des pistes sont à l'étude, notamment une optimisation du secteur scolaire, afin de mieux articuler les temps de garde et les horaires scolaires afin de libérer, à terme, des places pour le secteur des bébés.

EN CHIFFRES



MAISON DE L'ENFANCE

192 places de garde
(192 en 2024)

463 enfants inscrits
(414 en 2024)

72% de taux de remplissage
(75% en 2024)

93 enfants sur liste d'attente
(137 en 2024)

Politique enfance-jeunesse

Les travaux entrepris en 2024 pour l'élaboration de la politique enfance-jeunesse se sont poursuivis en 2025. Après la phase de diagnostic, qui avait permis de récolter de précieux avis, ce ne sont pas moins de quatre ateliers participatifs qui ont été organisés avec différents publics. Ceux-ci ont permis de consolider les objectifs et mesures issus du diagnostic. Durant trois soirées, les parents, encadrantes et encadrants jeunesse, professionnel·le·s de la petite enfance et jeunes de 12 à 25 ans, ont pu indiquer ce qu'ils jugent prioritaire pour offrir un cadre de vie adapté aux enfants et aux jeunes de Delémont.

L'année 2025 a marqué la fin des travaux préparatoires en lien avec la politique enfance-jeunesse (0-25 ans), qui devrait faire l'objet d'une adoption au Conseil communal dans le courant du printemps 2026.

Salle d'étude

La salle d'étude est mise à disposition gratuitement, sur inscription, pour les étudiantes, étudiants et apprenti·e·s de Delémont et alentours.

EN CHIFFRES



SALLE D'ÉTUDE

21 badges en circulation

199 passages

Skate-park

Les visites de maintenance de 2025 ont révélé des défauts nécessitant des réparations obligatoires qui seront effectuées au printemps 2026. Les 19 et 20 septembre, l'association Captain'Park, qui gère le skatepark, s'est associée à divers partenaires pour organiser un événement novateur et dynamique mettant en valeur les arts de rue.

... et encore

- Le processus de mise en vente du Creux-des-Biches a permis de nouer un contact sérieux avec l'association Rêv'Ailé, qui souhaite ouvrir dans ce lieu une école privée alternative. Un accord devrait être trouvé au début 2026, probablement sous la forme d'une promesse de vente portant sur 2 ans.
- La colonie d'été de l'Association du Creux-des-Biches a eu lieu à Bressaucourt, avec des infrastructures qui ont dû être adaptées au dernier moment ; une vingtaine d'enfants delémontains ont pris part au séjour. Les trois membres actifs du comité de l'association ont remis leur démission.
- Bourses et allocations de formation : un montant de 63'125 francs (114'114 francs en 2024) a été attribué à 74 étudiantes et étudiants (71 en 2024) sous forme de bourses. Une allocation d'incitation à la formation a été octroyée pour un montant de 2'321 francs (0 en 2024).

Logement

Immeubles de la rue Meret-Oppenheim

Les 34 logements sont tous occupés et maintenus dans une fourchette de loyer modéré. La Société coopérative jurassienne d'habitation a réalisé des travaux d'entretien des immeubles, et l'agrandissement des balcons. Selon la décision du Corps électoral en 2024, un droit d'emption en vue de la vente à la Coopérative du terrain où sont érigés les immeubles a été signé.

Politique du logement

Le groupe de travail pour le renforcement de l'attractivité résidentielle de Delémont a poursuivi ses réflexions et cherche à mettre en œuvre des actions concrètes. Plusieurs d'entre elles seront intégrées dans la politique communale du logement, qui visera également à renforcer la collaboration avec les coopératives, offrir des logements accessibles à toutes les catégories de population et des logements d'urgence, encourager la réhabilitation du patrimoine bâti et intensifier le service à la population en matière de logement.

La gestion des logements communaux avec des loyers modérés est également un axe de cette politique. Les paramètres retenus pour l'élaboration d'un règlement d'attribution des logements à loyer modéré, communaux et privés, ont été discutés avec plusieurs partenaires spécialisés. Le règlement devrait également pouvoir être finalisé et présenté au Conseil de Ville dans le courant 2026.

EN CHIFFRES



LOGEMENT

7673 logements au total
(7458 en 2024)

350 logements vacants dont: **7** maisons individuelles
(429 en 2024) (11 en 2024)

151 logements neufs
(258 en 2024)

... et encore

- Les relations avec les villes membres du Réseau romand du logement, géré par l'Office fédéral du logement, se poursuivent et sont toujours sources de précieux enseignements.

DÉPARTEMENT DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DES ÉCOLES

RESPONSABLE

CLAUDE SCHLUCHTER, CONSEILLER COMMUNAL

CHEF DE SERVICE

JÉRÔME MONNERAT

SECTEURS

BIBLIOTHÈQUES
CENTRE SPORTIF
ÉCOLES

DÉPARTEMENT DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DES ÉCOLES

Préambule

L'année a été marquée par un contexte particulier pour la Ville de Delémont, notamment en raison du refus du budget communal par la population. Cette situation a nécessité des ajustements importants dans la mise en œuvre des politiques publiques, en particulier dans les domaines de la culture, du sport et des loisirs. Malgré ces contraintes, le Service CSE a su maintenir une offre diversifiée et de qualité, en s'appuyant sur l'engagement du personnel, le soutien des partenaires locaux et la collaboration active des sociétés et institutions de la région.

Les activités déployées tout au long de l'année témoignent de la vitalité du tissu associatif et culturel delémontain. Qu'il s'agisse de manifestations populaires, de projets sportifs, d'actions culturelles ou d'initiatives éducatives, elles contribuent à renforcer le lien social, à favoriser l'accès à des prestations variées et à promouvoir le bien-vivre ensemble.

Dans un contexte de ressources limitées, des choix ont dû être opérés, impliquant parfois des renoncements, mais également des réorientations stratégiques. Ces décisions s'inscrivent dans une volonté de garantir la pérennité des prestations essentielles tout en poursuivant le développement d'une offre cohérente et adaptée aux besoins de la population.

Le présent rapport met en lumière les principales réalisations de l'année 2025, ainsi que les enjeux et perspectives qui guideront l'action du Service CSE pour les années à venir.

Manifestations

Le Service CSE a organisé quatre manifestations et accompagné près de 80 événements coordonnés et autorisés par le Conseil communal.

Manifestations organisées par le Service

Le Service a entièrement organisé les manifestations suivantes :

- Danse sur la Doux : a confirmé son succès pour sa quatrième édition sur deux jours, réunissant plus de 80 stands avec l'appui des services communaux et de partenaires.
- Journée des sports : initiative issue d'un postulat du Conseil de Ville, cette journée a permis de présenter plus de 20 disciplines, de renforcer les liens avec les sociétés locales et de proposer une conférence consacrée aux liens entre sport et santé mentale
- Cortège de Saint-Nicolas : pour la quatrième année consécutive, le Service a organisé ce cortège qui a rassemblé de nombreuses familles et enfants dans la Cour du Château pour rencontrer Saint-Nicolas.

A noter que, faute de budget, les festivités du 1er août n'ont pas été organisées en 2025.

Manifestations organisées en collaboration avec le Service

Le Service a également collaboré à plusieurs événements majeurs :

- SlowUp AggloBalade Jura : animation de l'aire dédiée à Delémont ;
- festival Delémont'BD : aide à l'organisation du festival et des Jardins du Dessin ;
- exposition de la Bible de Moutier-Grandval : cette exposition au Musée Jurassien d'Art et d'Histoire a attiré plus de 18'000 visiteurs à Delémont.

Bibliothèques

La Bibliothèque municipale a vécu une belle année 2025 au niveau de sa fréquentation, comme en témoignent les principaux indicateurs :

- 48'991 visiteuses et visiteurs ont profité de ses multiples services durant toute l'année, résultat très positif et qui, de plus, n'intègre pas la fréquentation des animations en extérieur, en particulier Livres à l'eau, Nuit du conte, Eléphantaisies et Delémont'BD ;
- 5'245 lectrices et lecteurs actifs sur nos deux sites, dans le trio de tête de l'histoire de la Bibliothèque ;
- 232'131 prêts de documents, dans le top 5 des meilleurs résultats depuis 1956 ;
- 3'141 documents acquis en 2025 (917 fictions, 677 documentaires, 777 albums, 724 bandes dessinées, 15 kamishibais, 21 livres audios et 10 DVD) et abonnements à plus de 60 revues ;
- la Bibliothèque possède désormais 51'165 documents (25'169 pour la Bibliothèque des adultes et 25'996 pour la Bibliothèque des jeunes) après un important tri des collections. En complément à cette collection, les citoyennes et citoyens peuvent accéder à plusieurs millions de références bibliographiques par le biais du Réseau des bibliothèques neuchâteloises et jurassiennes. En 2025, 18'866 documents ont circulé entre la Bibliothèque municipale et les bibliothèques membres du Réseau de l'Arc jurassien.

En 2025, la Bibliothèque s'est distinguée par une grande diversité d'actions de médiation, une répartition homogène durant toute l'année et le bonheur d'un public fidèle et souvent nombreux :

- les essentielles visites de classe, avec un accueil spécifique de toutes les classes de l'Ecole primaire de 7P en janvier et décembre, de 3P en octobre et de 5P en novembre. Au fil des semaines, la Bibliothèque a accueilli 240 visites (classes enfantines et primaires, crèches, Collège, écoles secondaires, Ajam, Ortra, institutions professionnelles et spécialisées,...) ;
- un beau succès de nos 10 ateliers mensuels d'éveil aux livres pour les bébés (249 enfants et 239 adultes) et une très belle Fête Né pour lire animée par la conteuse Valérie Fleury Wüthrich en collaboration avec la Bibliothèque cantonale le 6 septembre ;

RAPPORTS DES DÉPARTEMENTS CULTURE, SPORTS, ÉCOLES (CSE)

- de magnifiques Heures du conte, avec le « Rêve de Rémi » par Anne-Marie Theubet Schaffter, « Petits mais costauds ! » par Mariska Glauser et « Les contes du Congo » de Kasongo ;
- une édition réussie de l'Espace Jeunesse au Festival Delémont'BD (15-16 juin), avec une offre toujours appréciée par les nombreux participantes et participants dans les jardins du Château ;
- une collaboration active aux Eléphantaisies de l'Espace-Jeunes dans un parc de la ville (1 semaine en juillet et 1 semaine en août).
- Une fréquentation assidue à notre présence à la Piscine municipale grâce à notre action « Livres à l'eau » durant 6 semaines en été et avec la collaboration efficace de toute l'équipe du Centre sportif ;
- une drôle et magique Nuit du conte à l'auditorium du Campus Strate-J, le vendredi 28 novembre, avec le magnifique spectacle Alstoria, conçu et joué par Agathe Portner et Lisa Wallinger ;
- deux captivantes rencontres dans le cadre de l'Avent à la Bibliothèque et des moments de lecture chaleureux, le 7 décembre avec Nicolas Feuz et le 21 décembre avec Léonie Adrover.

Centre sportif

Piscines

La fréquentation de la piscine en plein air durant la saison estivale 2025 a été bonne, mais irrégulière. Le mois de juin a battu le record d'affluence avec 33'515 entrées pour un seul mois. Aucun incident grave n'a été signalé durant la saison. En lien avec la météo, la présence des agents de sécurité a été réduite.

Comme chaque année, diverses animations ont été proposées dans l'enceinte de la piscine afin d'égayer les journées. Les activités organisées par les sociétés locales ont rencontré un bon succès, avec, entre autres : les tournois de tennis de table, le triathlon nocturne, la spéciale nocturne pour les 10 ans du triathlon ainsi que le triathlon traditionnel.

Concernant la piscine couverte, la cohabitation entre le public, les écoles et les clubs, bien que parfois complexe à gérer, s'est globalement bien déroulée. Les trois meetings de natation se ont eu lieu dans de bonnes conditions. Durant la fermeture estivale, plusieurs travaux d'entretien ont été réalisés.

EN CHIFFRES

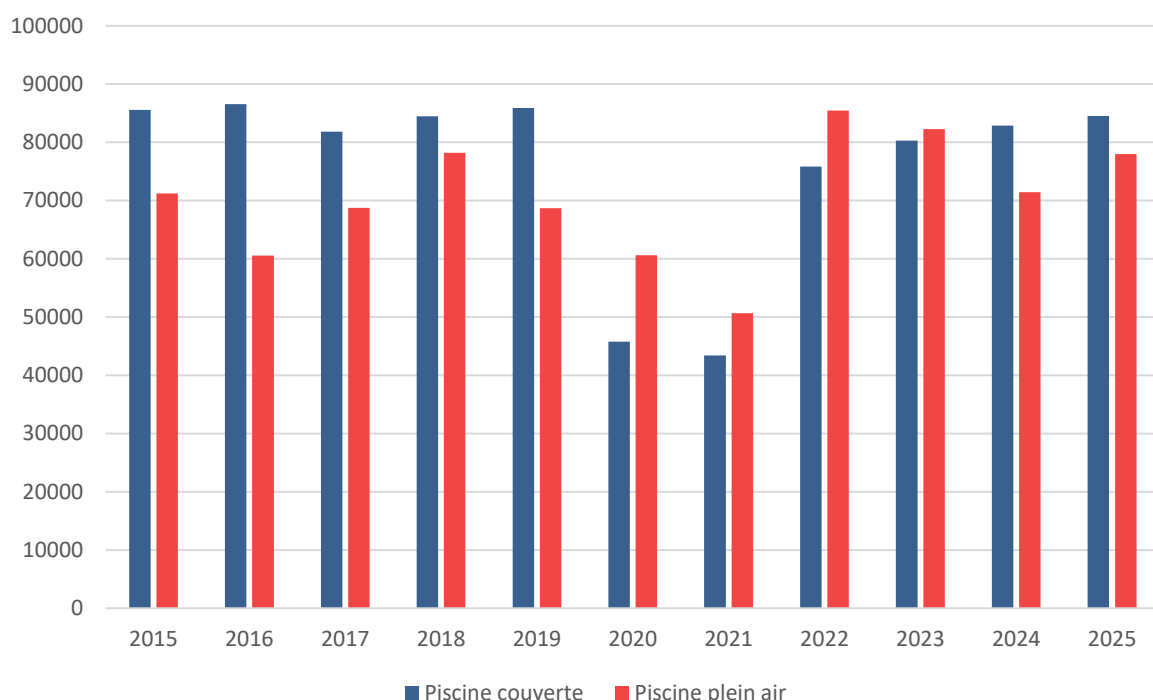


PISCINES

84'509 entrées à la piscine couverte
(82'897 en 2024)

77'962 entrées à la piscine plein air
(71'414 en 2024)

Affluence des piscines de 2015 à 2025



Centre sportif (salles de sport et stade)

Les salles de gymnastique de la Blancherie sont très fréquentées et appréciées des utilisatrices et utilisateurs. En journée, elles sont utilisées par les écoles, puis, dès la fin d'après-midi, par les clubs et sociétés sportives, permettant à de nombreux athlètes d'y pratiquer leurs disciplines. Certaines de ces disciplines se pratiquent à un haut niveau, comme le tchoukball, qui évolue en ligue nationale A, ou le tennis de table. Les nombreux tournois de handi-basket offrent aux sportifs à mobilité réduite une belle opportunité de s'épanouir par la pratique sportive. Sans compter les championnats suisses aux agrès qui, l'espace d'un week-end, ont attiré des foules record.

Le stade de la Blancherie a profité de la trêve estivale pour faire un entretien de la pelouse, dont la qualité a été appréciée tout au long de l'automne. En 2025, il convient de relever le match de coupe Suisse qui a opposé le FC Diaspora à Neuchâtel Xamax. Diaspora a été tout près de l'exploit, n'étant éliminé qu'en toute fin de partie.

Prés-Roses

Aux Prés-Roses, les terrains synthétiques ont une fois de plus été très sollicités. Les nombreuses locations des installations, notamment entre janvier et mars, ont permis de répondre à la forte demande des clubs de la région. La reprise du football élite par les SRD implique une utilisation encore plus importante des installations des Prés-Roses. Les conditions de jeu sont appréciées par les joueurs.

Ecoles

L'école primaire de Delémont compte 54 classes pour un total de 972 élèves. Sont compris dans ce chiffre les élèves externes intégrés aux classes de soutien et de transition. Chaque semaine, l'équivalent de 2'025 leçons sont dispensées par le collège des enseignants de Delémont. Cela représente 72.33 EPT répartis entre les enseignants titulaires de classe, les titulaires de classe de transition ou de soutien, les enseignants itinérants, d'appui et de soutien, les enseignants des sessions bilingues et les enseignantes des leçons d'ACT. Cela comprend également les tâches administratives de l'école ou liées à certains mandats cantonaux. À cela s'ajoutent les pensums de l'intervenante socio-éducative à 70 % (EP et Collège), de la médiatrice et de l'infirmière scolaire.

Le cercle scolaire de Delémont est composé de deux écoles principales : le Château et le Gros-Seuc. D'autres écoles de quartier accueillent également des élèves : Traversins, Moissons, Carrières, Vauche, Temple et Pervenches.

L'école est dirigée par une équipe de 4 personnes pour un total de 1.52 EPT. La charge est partagée entre Marc-Olivier Luthi et Nicolas Gagnebin, directeurs des deux écoles principales appuyés par deux membres de direction, Crystel Koulmey et Cyril Choulat.

Le secrétariat dispose de 0.6 EPT plus un apprenti, ce qui est insuffisant. Les besoins en matière de personnel sont signalés depuis plus de 10 ans.

Une amélioration est attendue pour la rentrée d'août 2026 avec l'engagement d'un stagiaire HEG et une augmentation de 0.3 EPT pour la direction.

Activités extrascolaires et éducation

Un festival de cabanes a été organisé par les enseignants et les élèves du Gros-Seuc. Les parents ont été conviés à la visite de l'exposition. Les élèves ont également participé à d'autres activités extrascolaires, telles que la vente de thé et de mimosa, l'animation Bataille de livres, la participation à la Coupe Crédit Suisse et la participation à différents spectacles scolaires en collaboration avec le CCRD et le Théâtre du Jura. Parallèlement, les écoliers ont pu participer à différentes journées ou leçons éducatives. L'éducation nutritionnelle, sexuelle, routière et la sensibilisation au tri des déchets étaient ainsi au programme. Les championnats de mathématiques, l'action « Lire et Faire lire » ainsi que la journée « Oser tous les métiers » sont venus compléter le programme éducatif hors plan d'étude.

Projet en attente

La construction de l'école des Arquebusiers n'a toujours pas commencé. Les classes de la rue de la Vauche ne sont pas adaptées à long terme, il devient urgent de débiter ce chantier.

DÉPARTEMENT DE L'ÉNERGIE ET DES EAUX

SERVICES INDUSTRIELS DELÉMONT (SID)

RESPONSABLE

CHRISTOPHE BADERTSCHER, CONSEILLER COMMUNAL

CHEF DE SERVICE

MICHEL HIRTZLIN

SECTEURS

EAU POTABLE ET GAZ NATUREL

RÉSEAUX ÉLECTRIQUES

CLIENTÈLE

SERVICES PARTAGÉS

DÉPARTEMENT DE L'ÉNERGIE ET DES EAUX – SERVICES INDUSTRIELS DELÉMONT (SID)

Préambule

Le Département de l'énergie et des eaux (DEE) est en charge des Services industriels de Delémont (SID), qui assurent l'approvisionnement en électricité, eau potable et gaz naturel, s'occupent de l'éclairage public et de la politique énergétique de la ville. Le DEE collabore avec les sociétés partenaires SACEN SA (38 %), La Charte, EDJ Energie du Jura SA (10 %) et Parc Eolien de la Haute Borne SA (10 %). Au 1^{er} janvier 2025, Monsieur Christophe Badertscher a remplacé Madame Murielle Macchi-Berdat à la tête du DEE.

L'année a été marquée par une activité intense malgré le blocage budgétaire qui a exercé une pression opérationnelle sur le personnel. L'exercice comptable 2025, le meilleur historique notamment grâce au secteur gazier, a permis de terminer le remboursement de la dette du gaz de manière anticipée, de débiter l'alimentation d'une provision avec un montant de 300'000 francs en prévision du démantèlement du réseau à moyen-long terme, de restituer un montant supplémentaire de 1'000'000 francs aux comptes communaux et de garantir des tarifs compétitifs pour les clients des SID, comparé au marché national.

Le secteur de l'eau potable a réalisé une campagne de contrôle qui a permis de confirmer l'excellente qualité des ressources, y compris en ce qui concerne les PFAS. Grâce au programme d'assainissement et aux nouvelles technologies de détection implantées depuis plusieurs années, le taux de fuites du réseau reste très réjouissant. De nouvelles conventions d'interconnexion majeures avec les SEVT et avec les communes du Haut-Plateau se sont concrétisées et permettent de renforcer la sécurité d'approvisionnement. Les travaux de planification du nouveau réservoir de Champateau III et l'assainissement de la conduite Develier-Delémont ont débuté et suivent la planification initiale.

Dans le domaine de la production de chaleur, les SID ont repris l'exploitation du chauffage à distance de la Bourgeoisie. Le secteur de la résidence du Parc de la Sorne rencontre encore certaines difficultés propres à sa mise en route. Les SID accompagnent les occupants des appartements pour trouver des solutions.

La qualité des prestations du personnel du secteur électrique a permis de répondre aux contraintes que représentent les besoins de renforcement du réseau notamment induits par les nouvelles installations de panneaux photovoltaïques. Les grands projets de renforcement et les projets photovoltaïques de la zone industrielle ont également occupé les ressources. Une planification stratégique des besoins à long terme est en cours et permettra de redéfinir les conditions cadres du secteur pour répondre aux nouveaux défis. A noter qu'une diminution importante de la consommation a été constatée en 2025, influençant notablement le résultat. Toutefois, le mécanisme des fonds de lissage instauré de longue date a rempli ses fonctions et permis d'équilibrer l'exercice. La masse toujours plus importante des contrôles OIBT nécessite un renforcement et une réorganisation via le projet Charte 25.

En matière de politique énergétique, la recertification du Label Cité de l'énergie Gold a été obtenue et la révision de la conception directrice de l'énergie (CDE) a été terminée en coordination avec celle de l'Agglomération de Delémont qui a débuté après celle de la ville.

Section réseaux électriques, éclairage public, production
d'électricité renouvelable

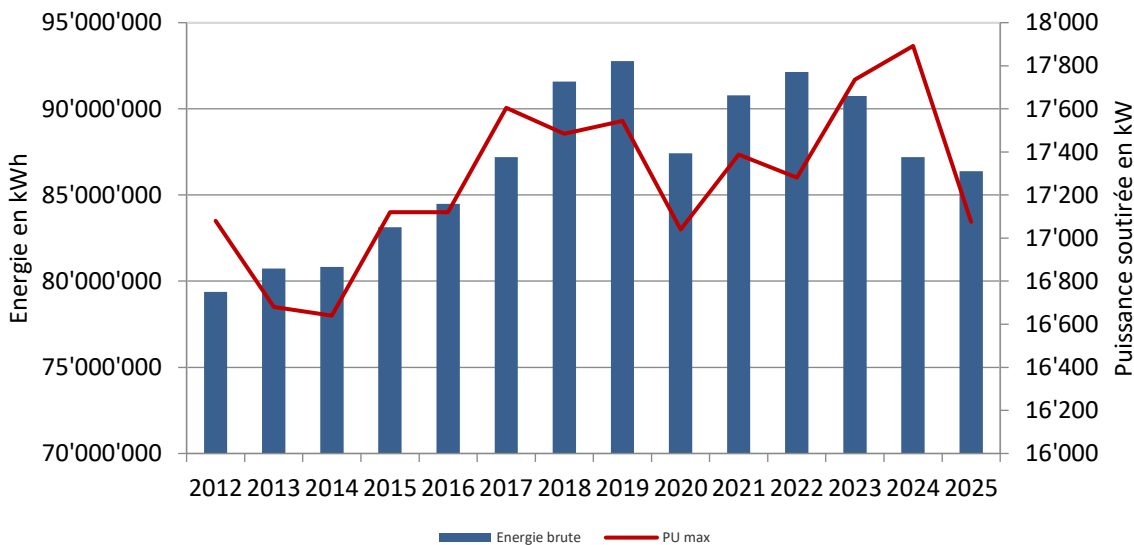
Réseaux électriques

Les SID exploitent les réseaux électriques sur les niveaux de tensions normalisés NR5, NR6 et NR7. Le développement des infrastructures réseaux est résumé ci-dessous :

Longueurs des réseaux par niveau de tension		
Niveau de réseau	Longueurs (m) tirées en 2025	Longueurs (m) totales fin 2025
NR5 souterrain	595	32'709
NR5 aérien	0	2'719
NR7 souterrain	3'586	209'001
NR7 aérien	0	1'160
Éclairage public	1'579	115'698
Fibre optique	681	27'762
Total général	6'441	389'049

Consommations des réseaux

Le soutirage de puissance et d'énergie brute au réseau amont a évolué de manière différente en 2025. La progression des installations de production d'énergie (IPE) dans le réseau des SID couplée à une conjoncture économique défavorable, ont réduit la part d'énergie soutirée au réseau amont et globalement celle distribuée dans le réseau, soit une diminution de 1 % de l'énergie brute par rapport à 2024. La puissance maximale (PU max) au ¼ heure soutirée au réseau amont, a atteint la valeur de 17'076 kW au mois de décembre. Cette valeur reflète les besoins réels lorsque les IPE ne produisent pas ou peu et que la demande est maximale.



Energie brute = Energie nette totale soutirée au réseau amont + Energie de production nette IPE réseau Delémont (yc RPC) - perte réseau 2%

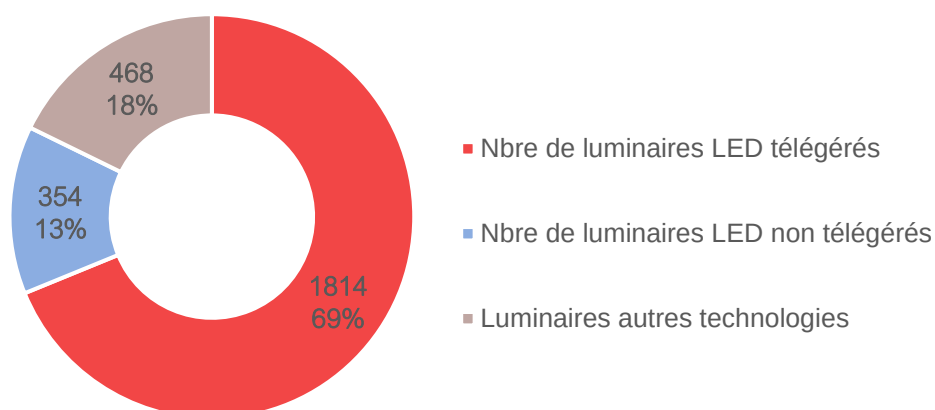
Métrologie

Le déploiement du smart metering a débuté cette année, avec environ 3 EPT affectés à ce projet d'envergure. Le nombre total de compteurs électriques est passé de 9'596 en 2024 à 9'637 en 2025. Quant au nombre de compteurs intelligents, il est de 3'257, représentant 34 % du parc de compteur. Pour être conforme à la base légale, soit 80 % du parc de compteurs au 31 décembre 2027, la valeur cible à atteindre est de 7'750 compteurs.

Eclairage public

Les SID assurent la maintenance, l'optimisation et l'extension de l'éclairage public à Delémont, afin de garantir la sécurité, notamment routière. En 2025, cette activité a représenté environ 10 % du temps de travail du Service électrique, soit l'équivalent de 1.2 EPT. Le nombre total de luminaires a été réajusté suite à la mise en place du nouveau logiciel de maintenance, qui a permis de nettoyer la base de données pour consolider l'inventaire, et à la cession à l'Office fédéral des routes de 69 luminaires situés le long de la route N18.

Répartition des luminaires par type de technologie



Le parc d'éclairage public compte 2'636 luminaires, dont plus de 2'168 en technologie LED (82 %). Les quelque 400 luminaires restants seront remplacés progressivement.

La consommation d'électricité pour l'éclairage public, qui était de 1'000'000 kWh par année pour une puissance installée de 280 kW avant le début du projet Voie Lactée en 2017, est désormais passée à environ 400'000 kWh annuellement pour une puissance installée de 120 kW. Cette tendance va se prolonger avec la poursuite du projet Voie Lactée, toutefois avec un potentiel d'économies qui va diminuer, les sources les plus énergivores ayant été assainies.

Production d'électricité renouvelable à Delémont

Le nombre d'installations de production d'énergie (IPV) en service au 31 décembre 2025 était de 495, dont 47 mises en service en 2025. Cela représente une augmentation de près de 11 % mais en recul de 50% rapport à 2024. En raison de la conjoncture et en particulier des conditions cadres fédérales de rachat de l'électricité réinjectée dans le réseau, le secteur du photovoltaïque a connu sa première année de décroissance tant au niveau national qu'à Delémont.

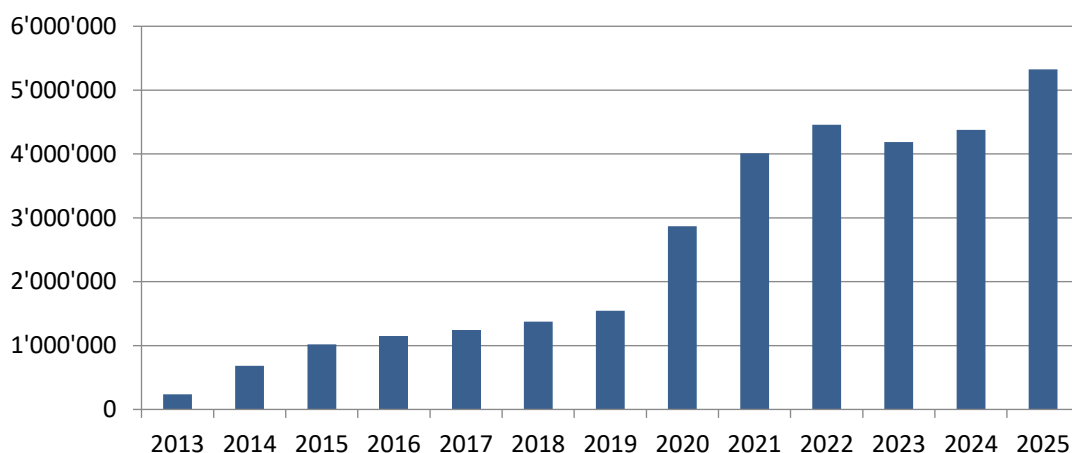
Production d'électricité renouvelable des SID

Le nombre d'installations de production d'électricité renouvelable en propriété et exploitées par les SID n'a pas évolué, avec 38 installations photovoltaïques (IPV) et une petite centrale hydroélectrique en service en 2025. La production nette annuelle d'électricité renouvelable issue des installations des SID est de 5'823'551.82 kWh.

La puissance installée totale des IPV au 31 décembre 2025 s'élève à 5'789 kWc pour 16'594 panneaux installés correspondant à une surface de 28'761 m². Une seule nouvelle installation d'une puissance de 74.62 kWc a été mise en service en janvier 2025 sur le toit de l'usine Vicquodéo SA.

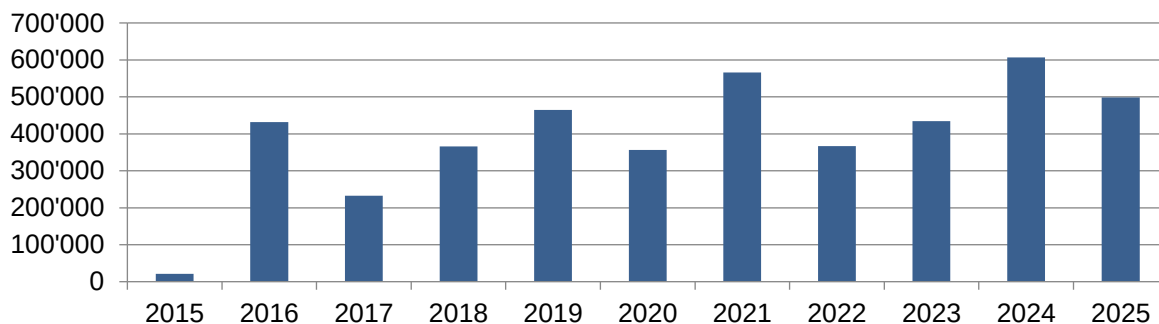
La production photovoltaïque annuelle totale a connu son maximum historique avec 5'325'245.94 kWh, en augmentation de 947'029.318 kWh par rapport à 2024. Les mises en service de plusieurs IPV dans le dernier trimestre de 2024 et les conditions météorologiques d'ensoleillement très favorables en 2025 expliquent cette augmentation de production. La perte de production due aux sables sahariens était moins intense en 2025 que les années précédentes.

Production annuelle des installations photovoltaïques SID, en kWh



La production à la centrale hydroélectrique de la Grande Ecluse est le 3ème meilleur résultat depuis sa mise en service en 2016, avec presque 500'000 kWh produit durant l'année 2025. Les conditions hydrologiques ont été très favorables en automne. Le nombre de kW par heure de fonctionnement a été très bon, ce qui est avantageux pour les équipements électromécaniques.

Production annuelle de la centrale hydroélectrique de la Grande Ecluse, en kWh



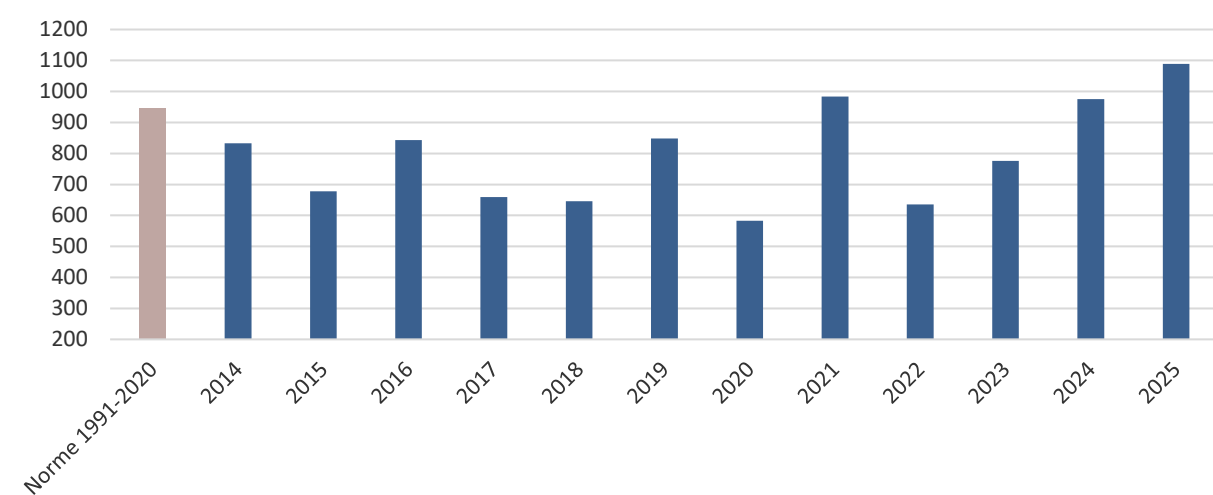
Section de l’eau potable et du gaz

Service des eaux - Météorologie

Delémont a enregistré un cumul annuel de 1’089 mm de précipitations, faisant de cette année la plus arrosée des 15 dernières années. La période estivale, de juin à septembre, a été particulièrement humide, avec une moyenne mensuelle d’environ 150 mm et un pic de 164 mm au mois d’août.

La température annuelle moyenne à Delémont est restée nettement supérieure à la norme climatique 1991-2020, confirmant la poursuite du dérèglement observée ces dernières décennies. L’année 2025 s’inscrit parmi les années les plus chaudes depuis le début des mesures météorologiques en 1864. Ce réchauffement accentue le risque de sécheresse et de déficit d’alimentation des nappes phréatiques.

Evolution des précipitations à Delémont en mm/m²



Statistiques

	Adduction d’eau (m³)		% total 2025
	2024	2025	
La Doux	274’000	290’000	24%
Develier	545’000	565’000	46%
Rondez I	192’000	185’000	15%
Rondez II	106’000	87’000	7%
Forages	63’000	86’000	7%
Moutier	13’000	15’000	1%
TOTAL	1’193’000	1’228’000	100%

Interventions

Le réseau de distribution d'eau potable comprend environ 100 km de conduites, 627 hydrants et 2'520 branchements privés.

Principaux travaux d'assainissement et de maintenance :

Extension du réseau et raccordements privés

- Viabilisation de la ZI Communance Nord
- Extension de la zone Communance Sud et raccordement de plusieurs entreprises privées
- Raccordement du bâtiment « Centre de sport et de loisirs » et de plusieurs immeubles privés
- Construction du réseau d'eau de Matériaux-Sabag

Assainissement du réseau de distribution

- Déplacement d'une conduite de transport à la rue Emile-Boéchat
- Assainissement de conduites d'eau (Gare Sud, rue du Brise-Vent, rue de Chaux)
- Divers travaux d'entretien sur le parc hydrants

Fuites d'eau

Le réseau d'eau a enregistré 48 ruptures de conduites, dont 6 sur les branchements privés et 42 sur le réseau public. La comparaison entre les volumes d'eau produits et ceux effectivement consommés montre une perte d'environ 11,9 %. Ce résultat est inférieur à la moyenne nationale (13 %).

Qualité de l'eau

Le personnel des SID prélève les échantillons dans le réseau, qui sont ensuite analysés par un laboratoire privé pour vérifier le respect des normes suisses.

En 2025, plus de 300 échantillons ont été analysés. Une campagne spécifique a été menée sur les ressources susceptibles de contenir des PFAS. Vingt substances ont été recherchées, et tous les résultats se situent en dessous des limites fixées par la réglementation suisse et par l'Union européenne. Sur recommandation du chimiste cantonal et compte tenu de ces résultats encourageants, seules les quatre molécules définies dans l'OPBD feront désormais l'objet d'analyses régulières, soit deux fois par année.

Le chlorothalonil est désormais analysé deux fois par année au lieu d'une fréquence mensuelle, ce qui explique la diminution du nombre d'échantillons par rapport à l'année précédente.

Collaborations intercommunales

En 2025, le nombre d'heures prestées avoisine à nouveau les 450 heures, reflétant la continuité et la régularité du service fourni aux différentes communes et partenaires. Ces partenariats établis depuis près de 15 ans permettent de sécuriser l'approvisionnement en eau et d'optimiser la gestion des infrastructures à l'échelle régionale.

RAPPORTS DES DÉPARTEMENTS ÉNERGIES ET EAUX (EE)

Au cours de l'année, la Ville de Delémont a conclu plusieurs nouvelles conventions :

- avec les communes du Haut-Plateau, pour leur fournir de l'eau de secours ;
- avec le syndicat des eaux du Val Terbi (SEVT) dans le cadre d'un échange d'eau de secours via une conduite qui sera construite en 2026, renforçant le partage des ressources ;
- avec la commune de Châtillon, afin qu'elle puisse utiliser l'infrastructure informatisée du système de télégestion du réseau d'eau de la Ville de Delémont.

Groupe Nicaragua, centime de l'eau

Le Centime de l'eau, perçu sur chaque m³ d'eau distribuée, est habituellement versé au groupe Nicaragua qui mène des projets d'adduction d'eau dans ce pays. En 2025 comme en 2024, le groupe Nicaragua n'a pas demandé à bénéficier du Centime de l'eau en raison d'une situation politique complexe dans ce pays. Un montant de 9'900 francs par année a été provisionné et devrait être attribué à des projets de la Fédération interjurassienne de coopération et de développement (FICD), avec qui des discussions sont en cours (critères d'octroi).

EN CHIFFRES



SERVICE DE L'EAU

984'000 m³ : vente dans le réseau
(929'750 m³ en 2024)

33'000 m³ : vente à des tiers
(Rossemaison, Soyhières, Courrendlin)
(20'243 en 2024)

50'000 m³ : consommation des
fontaines

5'000 m³ : purges du réseau

5'000 m³ : consommation services
publics: UETP, CRISD

1'000 m³ : consommation chantier de
construction

Service du gaz et de la chaleur

La collaboration avec le fournisseur Gaznat s'est poursuivie de manière positive. Dans un contexte de marché plus favorable et grâce à une stratégie d'approvisionnement adaptée, la Ville a pu appliquer en 2025 une seconde baisse de 20 % des tarifs pour les clients finaux.

Le litige avec EDJ concernant le prix du droit de passage dans le secteur de la Viole est toujours en cours d'analyse auprès de l'Office fédéral de l'énergie. Une décision est attendue en 2026.

Gestion du réseau

La fourniture de gaz naturel a été assurée sans interruption en 2025. Des fuites détectées lors des inspections annuelles sur une conduite de la rue du Haut-Fourneau ont nécessité un assainissement par tubage sur 120 mètres.

Les contrôles du réseau et des installations internes sont réalisés en continu, conformément aux exigences fédérales et aux recommandations de la Société Suisse de l'Industrie du Gaz et des Eaux (SVGW).

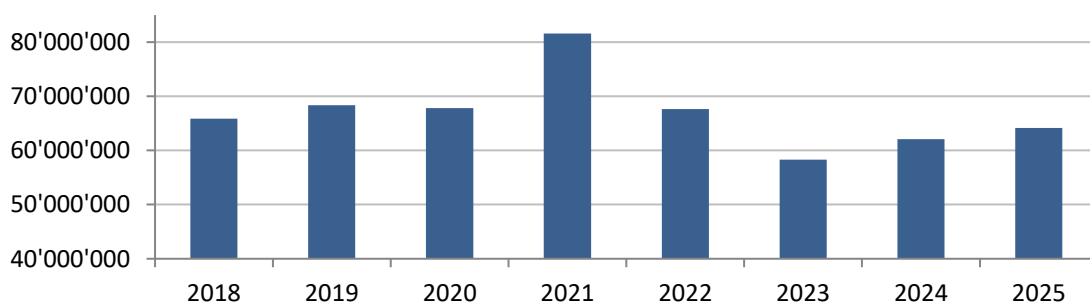
La tendance à la baisse du recours au gaz se confirme : lors de remplacements de chauffage, les clients privilégient des solutions renouvelables. En 2025, 11 installations, représentant une puissance totale de 870 kW, ont été mises hors service. Cette évolution s'inscrit dans la stratégie énergétique communale et fédérale.

Ventes de gaz

Les ventes de gaz ont atteint 64'127'477 kWh en 2025, en légère hausse par rapport à l'année précédente, notamment au quatrième trimestre. Cette augmentation s'explique principalement par des conditions météorologiques plus fraîches et humides, avec un mois de décembre particulièrement froid.

Les résultats permettent le remboursement total de la dette cumulée du gaz auprès de la Municipalité, à hauteur de CHF 1'314'123.91, de même que le remboursement total des intérêts cumulés de CHF 639'128.- avec 7 ans d'avance sur le calendrier initial. En effet, les dernières prévisions tablaient sur un remboursement total en 2027, alors que les prévisions initiales escomptaient un remboursement total en 2032.

Ventes de gaz à Delémont, en kWh



Production de chaleur

La production et la distribution de chaleur poursuivent leur développement, dans le but de renforcer une énergie locale et renouvelable.

Plusieurs installations sont désormais en service, notamment la centrale à pellets du Théâtre du Jura ainsi que les équipements combinant pompes à chaleur, panneaux solaires thermiques et photovoltaïques à la Résidence du Parc de la Sorne. Des ajustements techniques et des optimisations des habitudes de consommation restent nécessaires dans certains cas. Le taux d'occupation des appartements fait l'objet d'un suivi attentif, afin de respecter les équilibres prévus dans les plans d'affaires.

L'année 2025 a également été marquée par le transfert de propriété du réseau de chauffage à distance (CAD) de la rue des Herbages, entre la Bourgeoisie de Delémont et les SID, effectif au 1er avril. Les premiers résultats d'exploitation sont conformes aux attentes, mais un bilan complet ne pourra être établi qu'à l'issue d'une année entière de fonctionnement.

Section des services partagés

Les Services partagés soutiennent les missions de base de sécurité d'approvisionnement en eau, en électricité, en gaz et en production de chaleur. Les principales activités de ce service transversal sont la comptabilité, financière et analytique, la facturation aux clients finaux, la gestion du contentieux, la gestion du Service de l'information du territoire (SIT), la conformité juridique et le lien avec les services communaux pour la gestion du personnel, de l'informatique et des bâtiments des SID.

Durant l'exercice 2025, les projets spécifiques suivants ont été suivis et coordonnés par les Services partagés :

- consolidation et coordination de la cellule spécifique dédiée à l'approvisionnement de gaz de la Ville de Delémont pour les années 2026 et suivantes ;
- tarification et détermination des prix (unbundling) pour les services de l'électricité et du gaz naturel ;
- consolidation des bilans économiques des installations de production photovoltaïques ;
- mise à jour des prévisions économiques en lien avec la production de chaleur de la Résidence du Parc de la Sorne (écoquartier) ;
- reprise du chauffage à distance des Herbages (bilans économiques prévisionnels, facturation, comptabilisation, ...) ;
- mise à jour du portefeuille d'assurance spécifique à la reprise des installations de production de chaleur ;
- consolidation et suivi opérationnel de la facturation, de la comptabilisation et du recouvrement des prestations faites à Courchapoix dans le cadre du projet « Charte 25 ».
- les activités croissantes des SID engendrent une masse de travail toujours plus conséquente et diversifiée au sein des Services partagés.

Section service clientèle

Le Service clientèle assure la gestion de la relation avec les clients, l'administration générale, l'approvisionnement, la vente d'énergie et de prestations, ainsi que les activités de marketing et de politique énergétique.

RAPPORTS DES DÉPARTEMENTS ÉNERGIES ET EAUX (EE)

Les offres liées à l'électromobilité (SMOTION, CHARG'IMMO) et à l'autoconsommation collective d'électricité photovoltaïque (COMMUNITY) suscitent un intérêt croissant auprès de la clientèle et des promoteurs. L'entrée en vigueur de modifications légales au 1er janvier 2025 a entraîné des évolutions dans ce domaine, qui se poursuivront en 2026 avec la possibilité de créer des communautés d'électricité locale. Les produits et prestations sont en cours d'adaptation pour répondre à ces changements.

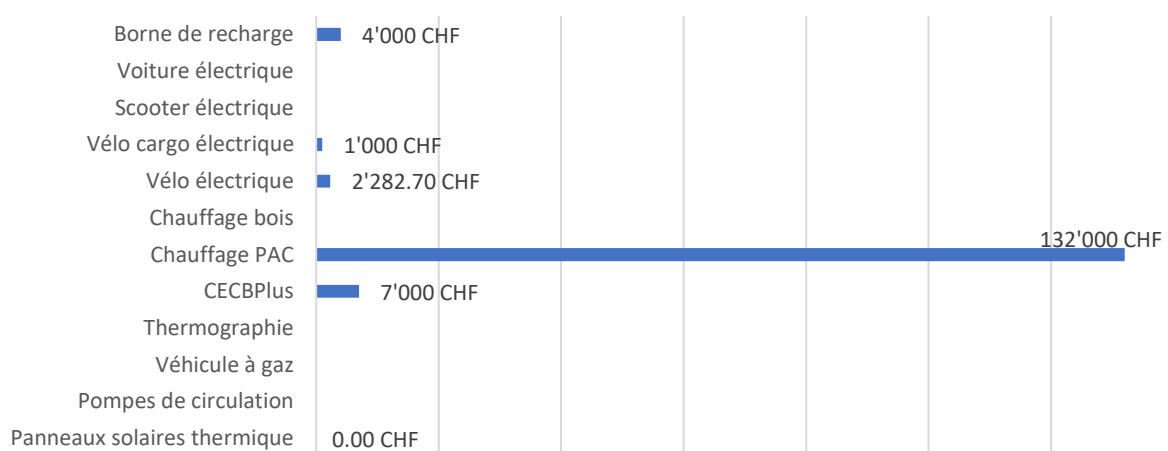
À fin 2025, 39 bâtiments (29 en 2024) sont équipés du produit COMMUNITY, représentant environ 700 logements potentiels (400 en 2024).

Dans le cadre du mandat confié par la Commune de Courchapoix pour les tâches administratives et de facturation, les activités se sont poursuivies de manière régulière en 2025, après la reprise des données effectuée en 2024.

De manière générale, les activités du service sont en croissance, portées par le développement des installations électriques, le suivi commercial et administratif des prestations des SID et les évolutions légales.

L'année 2025 a également été marquée par des changements organisationnels importants. Dans le cadre d'une centralisation des processus menée avec les partenaires de La Charte, des ressources humaines ont été transférées des SID vers SACEN SA. Les effets positifs de cette réorganisation sont attendus dès 2026.

Montants des subventions versées en 2025



Politique énergétique

Le suivi de la politique énergétique est assuré par SACEN SA, qui accompagne également plusieurs communes (Porrentruy, Fontenais, Moutier, Haute-Sorne) ainsi que l'Agglomération de Delémont. Ce cadre permet à la Ville de bénéficier de synergies et d'un accompagnement spécialisé.

L'année 2025 a été marquée par le renouvellement du label « Cité de l'énergie Gold ». La Ville obtient cette distinction pour la sixième fois, confirmant son rôle de commune pionnière en matière de politique énergétique et climatique. Cette reconnaissance met notamment en avant le modèle de financement participatif CiTen, les actions en faveur de la mobilité durable et la gestion des données énergétiques.

RAPPORTS DES DÉPARTEMENTS ÉNERGIES ET EAUX (EE)

Enfin, des études internes ont été lancées afin de développer des solutions communes et efficaces face aux exigences liées aux contrôles périodiques et aux obligations réglementaires (OIBT). Des propositions concrètes sont attendues en 2026.

SACEN SA

L'année 2025 a principalement été marquée par le déploiement du projet « Charte 25 », visant la centralisation des prestations pour les communes partenaires. La réorganisation a pu être menée selon la planification, malgré des blocages budgétaires à Delémont et à Saint-Imier. Une part importante des travaux de réforme a été assurée par le personnel de SACEN SA afin de garantir la continuité du projet.

Les marchés d'ajustement de l'électricité ont continué à connaître une forte volatilité, notamment en raison de l'augmentation de la production d'énergies renouvelables et de fluctuations très rapides des prix. Dans ce contexte, SACEN SA a maintenu de bonnes performances opérationnelles, avec des résultats comparables et souvent favorables par rapport aux autres distributeurs suisses. Les coûts moyens d'approvisionnement en 2025 affichent une légère baisse d'environ 2 % par rapport à 2024. Un service de piquet a également été mis en place le week-end pour ajuster les prévisions lorsque nécessaire.

Les prestations énergétiques ont poursuivi leur développement. Le projet de smart metering est entré en phase de déploiement avec l'installation progressive des compteurs dans les communes. Dans le domaine de l'autoconsommation photovoltaïque, le secteur « Solutions énergétiques » a su s'adapter aux nouvelles exigences légales, entraînant une croissance du nombre de clients, notamment grâce aux partenariats avec INERA SA et Smart Data Energie SA.

Enfin, les résultats financiers restent positifs, avec un remboursement aux communes partenaires de plus de 1,8 million de francs en 2025, portant le total à 9,76 millions de francs depuis la création de la société en 2013.

Parc Eolien de la Haute Borne SA

L'année 2025 a été consacrée à de nombreuses études, principalement liées aux impacts environnementaux du projet et aux mesures du vent.

Le traitement des données recueillies est en cours. Il permettra d'aboutir, au premier semestre 2026, à un projet de parc définissant les emplacements et les dimensions des éoliennes.

Ce projet constituera la base de la démarche participative, déjà engagée et appelée à se renforcer durant le second semestre 2026.

DÉPARTEMENT DE L'URBANISME, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

RESPONSABLE

EMMANUEL KOLLER, CONSEILLER COMMUNAL

CHEF DE SERVICE

HUBERT JAQUIER

SECTEURS

BÂTIMENTS ET ENVIRONNEMENT

URBANISME ET PERMIS DE CONSTRUIRE

TRAVAUX PUBLICS

DÉPARTEMENT DE L'URBANISME, DE L'ENVIRONNEMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

Préambule

L'année 2025 a été marquée par la poursuite de l'analyse globale des activités et projets du Département, engagée à la suite de l'audit COMPAS et dans un contexte financier contraint. Cette démarche visait à améliorer l'organisation, les processus et l'efficacité, tout en réduisant les charges de fonctionnement. Elle a conduit à deux décisions majeures : le transfert de la section des bâtiments au Département CSE, avec la création d'un service dédié, et la réorganisation de la Voirie (nouveau voyer chef, structuration en trois secteurs, désignation de chefs d'équipe), renforçant la clarté des responsabilités et l'efficacité opérationnelle.

Parallèlement, les principaux projets stratégiques ont été poursuivis. Le plan spécial des Arquebusiers a été approuvé par le Canton (procédure en cours au Tribunal), tandis que les projets Gare Sud, SAFED et Cras-des-Fourches ont progressé. Les zones d'activités de Communance Sud et Nord constituent des leviers importants pour l'attractivité économique. La finalisation du Plan climat, en lien avec la Conception directrice de l'énergie, confirme l'engagement de la Ville en faveur d'un développement durable. Dans cette dynamique, un échange de terrains avec la Bourgeoisie a fait l'objet d'une votation populaire en vue d'une vente à l'entreprise Swiza.

Le développement du secteur Gare a été marqué par la décision du Parlement jurassien en faveur de l'implantation de l'Hôpital du Jura au sud des voies. Ce projet a renforcé les réflexions sur l'accessibilité, notamment dans le cadre de l'étude du corridor N18 menée par l'OFROU. Des mesures d'aménagement sont envisagées pour tous les modes de déplacement. Le réaménagement du giratoire du Righi, incluant des améliorations pour les cyclistes, figure parmi les premières réalisations attendues. En parallèle, des démarches ont été menées avec les CFF pour améliorer le pôle multimodal de la gare, en particulier l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite (rampes nord et sud). Le projet de passerelle a été relancé avec un objectif de réduction des coûts et de recherche de synergies, notamment en lien avec les besoins des CFF. Une participation financière des CFF et du Canton est en discussion.

Dans les domaines techniques, le projet « Delémont marée basse » s'est poursuivi avec les travaux de la dernière étape de Morépoint aval, prévus jusqu'au printemps 2026. Dans le domaine des déchets, les réflexions se sont poursuivies avec le SEOD en vue de rationaliser les coûts. Les travaux du Centre de collecte et de valorisation des déchets des Prés-Roses ont débuté. L'étude des moloks est terminée et leur réalisation dépend de l'adoption du crédit par le Conseil de Ville. La gestion des permis de construire a été facilitée par l'outil informatique JURAC, avec un volume de dossiers toujours élevé, notamment en lien avec les changements de systèmes de chauffage.

Enfin, le Département a assuré ses missions courantes : entretien du patrimoine communal, maintien de la qualité du cadre de vie, développement du verdissement et de la biodiversité, entretien des infrastructures et accompagnement des transports publics, qui enregistrent une nouvelle hausse de fréquentation.

Secteur urbanisme et permis de construire

Aménagement local et urbanisme

Les principaux efforts en matière d'aménagement local et d'urbanisme ont porté sur deux axes :

- la promotion des terrains et locaux disponibles, y compris les friches, ainsi que l'accompagnement des promoteurs et entreprises intéressés
- la poursuite des études pour le développement de secteurs stratégiques, notamment les zones de la Communance, le pôle de la Gare CFF, Gare Sud, les Arquebusiers et le Cras-des-Fourches.

La révision partielle du Règlement communal sur les constructions s'est poursuivie afin de répondre aux nouvelles exigences cantonales et au Plan climat. Elle est en phase de finalisation.

Les réflexions sur la redynamisation de la Vieille Ville et du quartier de la Gare ont été poursuivies dans le cadre d'une démarche participative associant les acteurs concernés. Le projet « Centre-Ville Plus » se déploie progressivement. Le réaménagement de la place Roland-Béguelin et des rues attenantes, déjà finalisé et publié, a été reporté afin de prioriser la requalification de l'avenue de la Gare, dont l'état s'est dégradé. Ce projet prévoit la création d'une zone de rencontre arborisée, destinée à améliorer la qualité de l'espace public pour les habitants, les commerçants et les visiteurs. Une réflexion globale sera menée dans le cadre du plan spécial, notamment sur l'avenir des rez-de-chaussée commerciaux.

En matière de développement économique, de nombreux contacts ont été établis avec des investisseurs. Plusieurs terrains sont réservés pour des projets d'extension ou de nouvelles implantations, notamment à la Communance, où les travaux d'équipement de la zone Nord ont débuté. Les démarches se poursuivent également pour le secteur Gare Sud, avec un plan spécial en cours et une large démarche participative associant autorités, propriétaires, riverains et associations. Le site SAFED fait également l'objet de plusieurs projets en développement.

La Fête de la Transition a connu un franc succès pour sa troisième édition. Elle a permis de mettre en perspective les projets de Gare Sud et de SAFED, orientés vers un quartier durable et l'économie circulaire. Dans ce cadre, le projet INTERREG ArcInnolab a lancé un appel à projets ayant retenu une dizaine de propositions en développement. Le site SAFED est également intégré au projet SWISSRENOV, soutenu par Innosuisse, visant la reconversion innovante des friches industrielles. Plusieurs projets ont aussi été sélectionnés dans le cadre de l'appel à projets du Plan climat cantonal.

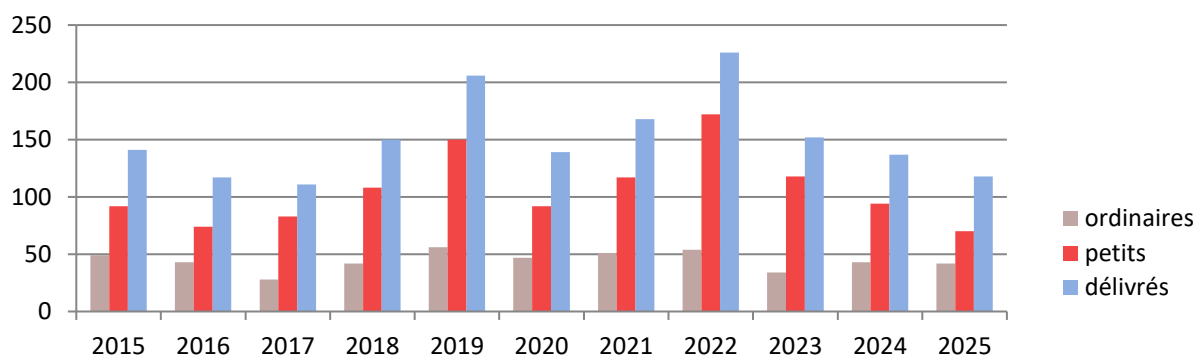
Permis de construire et police des constructions

En 2025, 118 dossiers ont été délivrés (-14 %) et 112 ont été publiés (-17 %). En fin d'année, 12 dossiers étaient en attente d'un dépôt public. Le nombre de permis ordinaires traités est légèrement supérieur à l'année précédente et le nombre de petits permis est moins important. Cette baisse d'activité s'explique principalement par un ralentissement dans les projets de nouveaux logements.

Evolution du nombre de permis

	ordinaires	petits	délivrés	publiés
2021	51	117	168	157
2022	54	172	226	201
2023	34	118	152	143
2024	43	94	137	134
2025	42	70	118	112

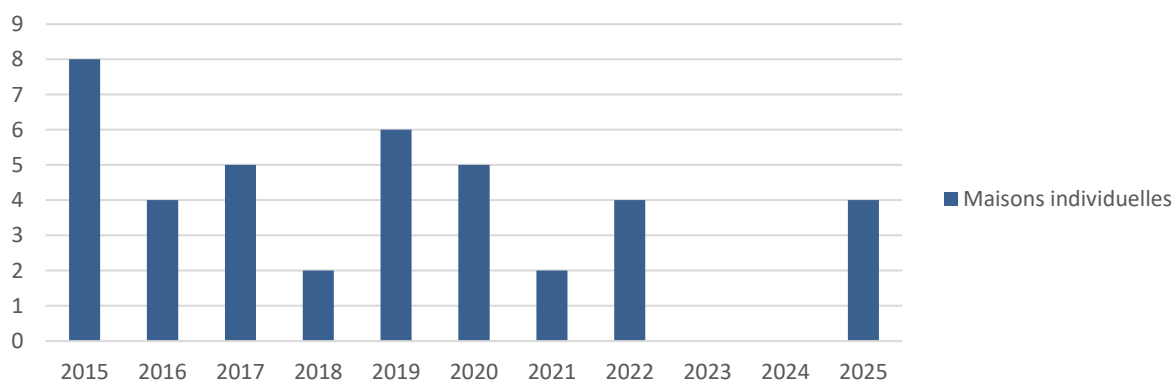
Permis délivrés



Maisons individuelles publiées

En 2025, 4 nouvelles maisons individuelles ont été publiées. Les terrains libres disponibles sont rares.

Nombre de maisons individuelles publiées



Deux projets se sont poursuivis afin de mettre sur le marché de nouveaux terrains pour de l'habitat individuel, jumelé et groupé : parcelle communale (2607) au Cras-des-Fourches et parcelle Gygax (1862) à la rue du Vieux-Château.

Le Conseil communal souhaite améliorer l'offre de terrains à bâtir pour la réalisation de maisons individuelles, jumelées et groupées. L'élaboration de la stratégie d'attractivité

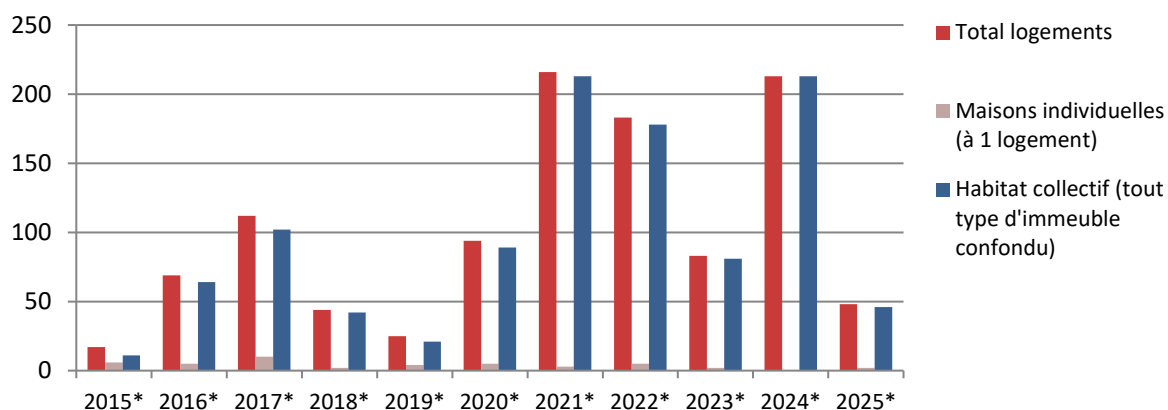
résidentielle s'est poursuivie avec l'objectif d'attirer de nouveaux habitants, notamment des jeunes et des familles. Un plan d'actions est en cours de mise en oeuvre.

Montants investis et logements construits

L'année 2025 est marquée par un ralentissement des montants investis et des logements construits.

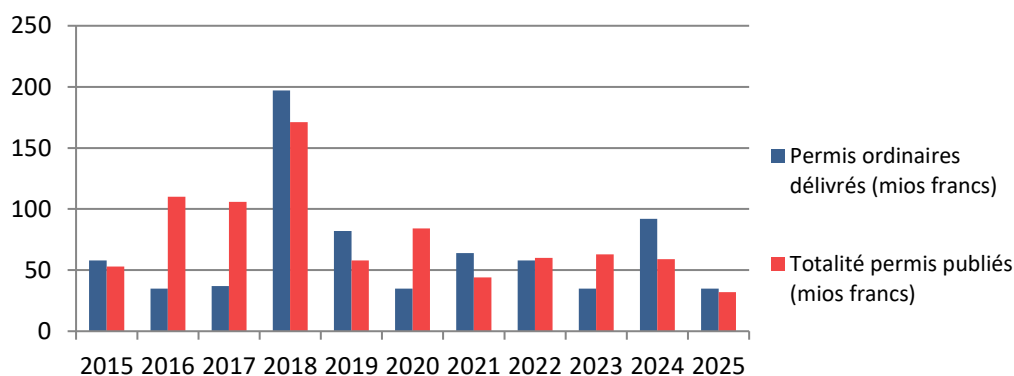
Le taux de logements vacants est de 4.6 % en 2025. L'effet positif de ces constructions sur l'évolution démographique se fait sentir, puisque la population a augmenté.

Nombre de logements construits



*les chiffres ont été adaptés car repris du RegBL

Montants investis, en millions de francs



Politique des agglomérations et raccordement au réseau des cantons et villes suisses

Le projet d'agglomération s'est poursuivi en 2025. En raison de la situation financière de la Municipalité, le report de certaines mesures du PA3 a été demandé et certaines mesures ont été abandonnées.

La démarche engagée en 2019 pour bénéficier d'un programme fédéral en faveur de la biodiversité dans les agglomérations s'est poursuivie. Plusieurs projets ont déjà été réalisés, dont le sentier de la biodiversité autour de la Vieille Ville. Le concept de promotion de la mobilité douce a également été poursuivi.

En matière de transports publics, plusieurs démarches ont été menées pour améliorer le raccordement aux réseaux régionaux et nationaux. Le Conseil communal s'est engagé en faveur de la ligne du pied du Jura, en collaboration avec les cantons et villes de l'Arc jurassien. Des améliorations ont été obtenues dans la planification des horaires CFF, avec, depuis décembre 2025, deux trains ICN directs par heure à destination et en provenance de Bâle, ainsi que le rétablissement de certaines liaisons directes Delémont–Lausanne.

Concernant le réseau routier, la Ville a participé activement à l'étude du corridor N18 visant à améliorer la liaison en direction de Bâle, notamment par un contournement Est de Delémont. La solution d'un contournement long n'a pas été retenue à ce stade. La Municipalité poursuivra ses efforts afin de réduire le trafic de transit en ville, notamment aux giratoires Landi et McDonald, d'améliorer les liaisons vers Gare Sud et de renforcer une connexion plus directe et plus sûre vers Bâle.

Transports Urbains Delémontains (TUD)

Le Département et Service UETP a participé activement à l'élaboration de l'offre des prestations des TUD et de l'agglomération, en collaboration avec CarPostal Région Ouest, chargé de l'exploitation, le Canton (Section mobilité et transports) et les communes de l'agglomération. Le nombre de voyageuses et de voyageurs a une nouvelle fois augmenté grâce aux efforts qui ont été déployés en lien avec l'accroissement des prestations depuis fin 2021. A noter que les chiffres tiennent toutefois compte des voyageurs transportés sur la ligne 2 Cras-des-Fourches jusqu'à Courtételle.

EN CHIFFRES



TRANSPORTS URBAINS DELÉMONTAINS (TUD)

Evolution du nombre de voyageuses et voyageurs

2025 : 825'661 - 2024 : 819'666 - 2023 : 741'418

2022 : 613'749 - 2021 : 301'808

Les résultats de PubliCar sont également positifs puisque 9'437 voyageuses et voyageurs ont été transportés en 2025, un peu moins que l'année 2024. Dans le cadre de la promotion des TUD, et des transports publics en général, le nouveau système de carte journalière commune dégriffée qui peut être achetée au guichet du service a été très bien utilisé.

Secteur bâtiments et environnement

Bâtiments et terrains communaux, sites et monuments protégés

La Ville compte 82 bâtiments à entretenir, représentant une valeur vénale estimée à environ 120 millions de francs. L'entretien courant a été assuré en fonction des moyens disponibles

au budget de fonctionnement. En complément, les crédits-cadres votés par le Conseil de Ville (Collège, Centre sportif et divers assainissements énergétiques) permettent de maintenir un niveau d'entretien global satisfaisant.

Le projet de nouvelle école des Arquebusiers n'a pas pu débiter en raison d'oppositions au plan spécial et au permis de construire. Le plan spécial ayant été approuvé par le Canton sans modification, une demande de levée de l'effet suspensif a été déposée afin de permettre le démarrage des travaux.

Les principaux efforts ont porté sur la planification et le suivi des travaux liés aux crédits-cadres (Centre sportif, Collège et assainissements énergétiques), ainsi que sur les adaptations du cimetière, notamment l'extension du columbarium. Une attention particulière a également été consacrée à la gestion des bâtiments SAFED, dont les comptes sont désormais à l'équilibre grâce à un suivi rigoureux. Des contacts réguliers ont été entretenus avec les locataires et partenaires potentiels.

Dans le domaine de la maintenance des bâtiments (conciergerie), la planification a été actualisée. Le travail d'analyse engagé en 2023 s'est poursuivi afin d'optimiser l'organisation et de rationaliser les coûts. Des réductions de postes ont pu être réalisées sans licenciement, grâce aux départs naturels et à une adaptation des prestations, sans impact notable pour les utilisateurs.

Un suivi attentif a également été assuré pour les travaux sur les bâtiments protégés, notamment en Vieille Ville, afin de valoriser le patrimoine architectural. Enfin, une politique foncière active s'est poursuivie dans une perspective à long terme, afin de valoriser le patrimoine communal et de garantir la disponibilité de terrains stratégiques pour le développement de la Ville.

Secteur travaux publics

Routes, rues et trottoirs, mobilité douce

La Ville entretient environ 400'000 m² de routes communales et de trottoirs (51 km de routes et 40 km de trottoirs), soit l'équivalent d'environ 67 terrains de football, pour une valeur à neuf estimée à près de 100 millions de francs (hors routes privées et bourgeoises). Les interventions sont planifiées sur la base des analyses de l'état du réseau et en fonction des ressources financières disponibles.

Le budget annuel d'entretien permet principalement de traiter les dégradations mineures. Le crédit-cadre dédié à l'entretien et à la réfection des routes a permis de réaliser plusieurs interventions prioritaires. Des travaux de gravillonnage ont été effectués sur certaines rues fortement dégradées, tout comme la pose de revêtements définitifs dans des secteurs en grande partie urbanisés.

Les principaux efforts ont également porté sur la sécurisation des passages piétons et des abords des écoles et crèches, ainsi que sur la mise en œuvre d'une zone 30 km/h au quartier du Vorbourg. Les mesures liées au crédit-cadre « Mobilité douce » ont été poursuivies. Les travaux d'équipement de Communance Sud (étape 2) ont été finalisés, tandis que ceux de Communance Nord ont débuté après l'acceptation du crédit par le Conseil de Ville.

Le principal chantier de l'année a été la réalisation du nouvel accès routier via les Prés-Roses, destiné notamment au Centre de collecte et de valorisation des déchets. Les travaux se sont déroulés sans difficulté ni impact significatif sur le trafic et se sont achevés avec plusieurs mois d'avance.

Canalisations – PGEE

Le budget annuel d'entretien des canalisations permet de réaliser des curages, des réfections ponctuelles et des inspections par caméra. Le crédit-cadre est indispensable pour mener des travaux plus importants de renouvellement des infrastructures et pour mettre en œuvre les mesures d'assainissement prévues par le PGEE.

Dans ce cadre, plusieurs tronçons ont été assainis en 2025.

Le Département UETP participe également aux projets du SEDE (Syndicat intercommunal pour l'assainissement des eaux de Delémont et environs).

La révision du Règlement sur les eaux usées et les eaux claires est terminée. Le projet sera soumis au Conseil de Ville au premier semestre 2026.

Cours d'eau et projet « Delémont marée basse »

Le projet « Delémont marée basse » est entré dans sa phase finale avec les travaux du secteur de Morépoint aval. D'autres cours d'eau font également l'objet d'études ou de futurs développements.

La mise à jour de la carte des dangers de la Ville est en cours. Elle permettra de mieux cibler les interventions futures et de préciser les prescriptions dans les plans spéciaux et les permis de construire.

L'entretien et la gestion des cours d'eau ont été assurés en collaboration avec la Commission de l'environnement, afin de garantir un écoulement normal et prévenir les risques d'obstruction ou de refoulement. Le Plan global de gestion et d'entretien, validé par le Conseil communal et approuvé par l'Office cantonal de l'environnement, est mis en œuvre selon les priorités définies. Une réflexion est en cours pour sa révision.

Des mesures de lutte contre les plantes envahissantes se sont également poursuivies sur les tronçons concernés, notamment sur le ruisseau de Mettembert.

Déchets

La réflexion sur la réorganisation régionale de la gestion des déchets s'est poursuivie. Le SEOD (Syndicat intercommunal pour l'élimination des ordures et autres déchets) a lancé le projet du Centre de collecte et de valorisation des déchets (CCV).

Les études relatives à la mise en place d'écopoints et de conteneurs enterrés ou semi-enterrés se sont poursuivies. Le crédit correspondant a été accepté par le Conseil de Ville.

Une analyse a également été finalisée afin de proposer au SEOD des prestations de voirie pour les communes du district. Ce projet pourrait être mis en œuvre, contre facturation, grâce au temps de travail libéré par la future déchetterie et la suppression du ramassage des encombrants.

La stratégie de communication et de sensibilisation a été poursuivie, en collaboration avec les chargées de communication. Elle combine information, sensibilisation et actions de terrain. Le thème des déchets est régulièrement traité dans le journal *Delémont.ch*.

Plusieurs actions ont été menées en 2025, notamment le Clean Up Day avec les écoles et la SED, une campagne contre le littering, ainsi que la distribution de boîtes à mégots (écobox). Les tonnages des déchets collectés sont plus ou moins constants depuis plusieurs années.

EN CHIFFRES



DÉCHETS (en tonnes)

2'281 : déchets urbains livrés au SEOD

310 : encombrants livrés au SEOD

1'721 : déchets verts

1'129 : papier
(entreprises privées et voirie)

18 : huiles végétales et minérales

465 : verre

45 : aluminium et boîtes

18 : ferraille

130 : vêtements usagés
(collectés par Texaid)

Environnement, places de jeux, affichage public, réclames et enseignes

L'année écoulée confirme la priorité donnée à la qualité du cadre de vie, à la transition climatique et à la cohérence de l'espace public. Le travail de la chargée de mission Nature et Paysage (60 %) a permis de mettre en œuvre plusieurs mesures issues du Plan directeur Nature en ville.

Les actions ne nécessitant pas d'investissement particulier ont été poursuivies, notamment des recommandations pour la plantation de haies, d'arbres, de parterres fleuris et l'aménagement des pieds d'arbres. Les échanges avec la Bourgeoisie se sont poursuivis concernant le renouvellement des arbres des allées du Domont et du Vorbourg, selon un programme pluriannuel.

Plusieurs projets ont été réalisés ou engagés en lien avec l'adaptation au changement climatique : plantation de 54 arbres (dont 38 nouveaux), inauguration du sentier Nature en ville, organisation de la Fête de la Nature dans le cadre de la Fête de la Transition, plantation d'un arbre sur le site SAFED, ainsi que la pose de nichoirs à martinets sur le bâtiment de la voirie. Un important projet de végétalisation a été réalisé aux abords de l'école du Gros-Seuc, comprenant environ 700 arbustes indigènes, la création d'îlots végétalisés et la désimperméabilisation de surfaces, afin de réduire les îlots de chaleur et d'améliorer le cadre de vie et la qualité pédagogique. Une cinquantaine d'arbustes ont également été plantés au camping, renforçant la biodiversité locale.

Le projet d'assainissement de la décharge du Vorbourg a été mené à bien conformément au permis et au crédit voté, à la satisfaction des parties concernées.

RAPPORTS DES DÉPARTEMENTS URBANISME, ENVIRONNEMENT ET TRAVAUX PUBLICS (UETP)

Dans le domaine des espaces publics, les mesures prévues pour les places de jeux ont été réalisées selon le Plan directeur communal et les crédits-cadres. De nouveaux jeux ont été installés et le parc du Pré-Guillaume, désormais réaménagé, a été inauguré. Il rencontre un large succès et constitue un lieu de rencontre apprécié de toutes les générations.

Le Plan directeur communal de l'affichage public permet désormais une gestion plus structurée des demandes liées aux enseignes et réclames. Suite à une motion du Conseil de Ville visant à revoir le contrat avec la SGA et à mettre fin à l'affichage commercial sur l'espace public, l'élaboration d'un règlement a été engagée.

Enfin, dans le cadre du Plan climat, les travaux se sont poursuivis afin d'intégrer les enjeux climatiques dans les projets communaux et de réduire l'empreinte écologique de la Ville. Le Plan climat, finalisé sous forme de stratégie et de plan d'actions, est déjà largement mis en œuvre par les services concernés. Il a été ajusté en lien avec la révision de la Conception directrice de l'énergie, confirmant l'objectif de réduction du bilan carbone et d'adaptation aux défis climatiques.

RAPPORTS DES COMMISSIONS

Commission des affaires sociales

En 2025, la Commission des affaires sociales et du logement, présidée par M. Iskander Ali s'est réunie à 3 reprises et a principalement abordé les sujets suivants : la présentation de l'Espace-jeunes, de ses activités et projets en cours, la présentation du mandat de projet de maison de quartier à la Gare 11 et de son état d'avancement, la discussion du rapport de réalisation du postulat 4.02/24 « Plus de soutien pour l'intégration socio-professionnelle des jeunes en situation de décrochage », l'état d'avancement des concepts seniors, enfance-jeunesse et politique du logement, ainsi qu'une présentation des éléments importants pour le budget 2026.

Commission de la culture

La Commission de la culture s'est réunie à 3 reprises durant l'année 2025, sous la présidence de Mme Jessy Gigandet et la vice-présidence de Mme Agnès Maeder.

Le 24 mars, la séance s'est déroulée au Musée jurassien d'art et d'histoire avec une visite officielle de la magnifique Bible Moutier-Grandval.

Le budget n'ayant pas été accepté par le peuple, il a fallu revoir les subventions faites aux entités culturelles notamment ; la politique culturelle de la Ville est à définir désormais car le soutien au TDJ, au MJAH, à Delémont'BD et au CCRD pourrait être revu.

Un postulat a évoqué la possibilité que le festival Delémont'BD se fasse tous les 2 ans, un autre a concerné la pose de la statue Saturne. Une balade des sculptures est également envisagée.

Une présentation de M. Diego Brait, co-auteur avec M. Marco Prunotto du Livre Sur le chemin des Prince-évêques a été faite le 24 juin.

La rencontre avec le Comité du CCRD a été l'occasion de refaire le point sur les diverses activités et nouveautés gérées actuellement par le Centre culturel, ainsi que sur son implication dans le tissu culturel de la Ville et de sa couronne.

Le Cortège de la Saint-Nicolas, qui s'étoffe chaque année, est toujours l'occasion pour les membres de la commission de participer activement à une manifestation gérée par le Service CSE.

La commission a également proposé au Conseil communal pour 2024 le Prix de la culture à M. Régis Froidevaux et le Mérite delémontain à Mme Nathalie Fleury, conservatrice du MJAH, dont la remise des prix s'est faite au Forum St-Georges le 10 septembre 2025.

Commission du cercle scolaire

La commission du cercle scolaire, présidée par M. Nicolas Chevrey, a siégé à 4 reprises. Les travaux d'organisation de cette nouvelle commission ont bien progressé et permis de clarifier les tâches et les attentes liées à cette autorité.

Commission de l'énergie et des eaux

La Commission de l'énergie et des eaux, présidée par M. Jean-François Gnaegi, a tenu 4 séances, émis les préavis de sa compétence et traité les dossiers la concernant. Sur

proposition du Président, la Commission a effectué une visite de différentes infrastructures de captage, traitement et distribution d'eau potable, pour mieux appréhender les défis existants dans cette thématique sensible.

Commission des finances

La Commission des finances, présidée par M. Maël Bourquard, a tenu 9 séances au cours desquelles elle a préavisé les crédits d'investissements et le budget soumis au Conseil de Ville.

Commission d'évaluation des valeurs officielles et locatives des immeubles

Durant l'année 2025, les estimateurs du Bureau des impôts et cadastre, avec les estimatrices et estimateurs du Canton, ont procédé à 107 estimations (61 en 2024) à la suite de nouvelles constructions, de transformations, de travaux d'amélioration, de constitutions de PPE ou d'autres changements d'affectation.

Commission de la mairie

La Commission de la mairie s'est réunie à 5 reprises sous la la présidence de M. Pierre Brulhart. Elle a préavisé les modifications du règlement sur la vidéosurveillance, du règlement du Conseil communal, le projet de réglementation des terrasses ainsi que l'attribution de quatre concessions taxi de type « A ». La commission a également donné son préavis concernant les crédits pour l'extension du columbarium et pour le renouvellement du matériel informatique. Elle a pris connaissance de la réorganisation de la Police municipale et des principaux dossiers en cours.

Commission des sports

Sous la présidence de M. Blaise Christe, la Commission des sports s'est réunie à 3 reprises durant l'année 2025.

Le refus du budget par le peuple a impliqué de revoir les subventions communales à la baisse ; le sport a été plutôt épargné face à la culture. Le tarif horaire des salles de sport a été revu légèrement à la hausse.

La première Journée des sports s'est tenue en septembre et a été un franc succès pour la vingtaine de sociétés participantes.

Deux nouveaux gérants ont repris le restaurant du Centre sportif.

Un record d'affluence a été relevé pour la piscine extérieure avec 77'962 entrées.

La proposition des sportives et sportifs méritants 2024 a été transmise au Conseil communal et la remise des prix a eu lieu le 3 septembre à la patinoire de Delémont.

Le contrat de prestation de la patinoire a été renouvelé, avec une participation revue à la baisse pour la Municipalité passant de 250'000 francs à 200'000 francs et une meilleure répartition intercommunale, avec l'avis favorable donné par la Commission.

Commission de l'UETP

La commission s'est réunie à 5 reprises en 2025 et a traité différents dossiers, en particulier ceux requérant un préavis pour le Conseil de Ville. Plusieurs demandes de crédit ont été discutées, notamment pour la réalisation des équipements du plan spécial « Communance Nord », pour l'extension et l'aménagement du columbarium du cimetière de Delémont ainsi que pour les frais à charge de la Municipalité pour l'implantation de conteneurs enterrés et semi-enterrés et auto-financés par le fonds des déchets. Divers préavis ont été demandés aux membres de la Commission UETP, particulièrement pour l'échange de terrains à Communance Nord et Sud entre la Municipalité et la Bourgeoisie et la vente d'un terrain à LVMH pour une nouvelle construction ainsi que pour l'octroi des compétences au Conseil communal pour la vente de l'immeuble sur la parcelle du leg Gygax. Les plans spéciaux suivants ont été présentés : « Cras-des-Fourches » et « Gare Sud ». Le règlement relatif à l'évacuation et au traitement des eaux (RETE) a également été présenté. Une information sur le projet de rehaussement du pont du Righi a été donnée. Le projet-pilote « RUES VIVANTES » à l'avenue de la Gare a été présenté et discuté. De plus, pour le budget 2025, une présentation des mesures de réorganisation et d'amélioration au fonctionnement de l'administration communale a été réalisée.

Commission de la Vieille Ville (+ membres de la commission quadripartite)

La commission s'est réunie à 1 reprise en 2025. La mise en attente du projet de réaménagement de la place Roland-Béguelin, dont la réalisation est reportée, a fortement réduit l'activité de la commission. Elle a traité les points principaux suivants : plan spécial « Place Roland-Béguelin et rues attenantes ». La commission a aussi eu des discussions au sujet de deux motions : 5.03/25 « Un règlement sur les terrasses des établissements publics » et 5.05/25 « Projet pilote de Vieille Ville sans voiture ».

Commission de l'environnement

La commission s'est réunie à une reprise en 2025. Elle a abordé les sujets principaux suivants : le projet de végétalisation de l'école du Gros-Seuc ainsi que la sécurisation de la rue du Brise-Vent. Le dossier Morépont aval lié au projet Delémont marée basse ainsi que diverses interventions réalisées et prévues en lien avec les cours d'eau ont également été discutés.

Commission de conciliation en matière de bail

Présidée par M. André Burri, la commission a traité 93 dossiers, ce qui correspond à une baisse par rapport à l'année 2024 (114 dossiers). La commission a siégé régulièrement et traité 69 dossiers en séance de conciliation : 30 ont abouti à une conciliation, 39 à un échec. Les affaires les plus fréquentes portaient sur des résiliations et sur des créances de paiement.

CONCLUSION ET PERSPECTIVES

Si l'année 2025 a pu paraître un peu moins dynamique au niveau des projets d'envergure en raison de l'absence du budget durant plusieurs mois, le Conseil communal souhaite en priorité assurer durablement des finances saines afin de pouvoir engager des moyens en faveur de projets d'envergure nécessaires à la dynamique de développement de la ville. Il s'agit également de conserver une capacité suffisante en matière d'investissements afin de faire face aux défis futurs qui pèseront financièrement (vieillesse de la population, changement climatique, incertitudes géopolitiques).

Le Conseil communal a engagé un processus de modernisation et d'amélioration de l'administration qui doit permettre de s'adapter en priorité aux besoins de la population mais aussi d'intégrer les nouvelles technologies dont l'impact sur la manière de travailler et de délivrer les prestations n'est pas encore complètement connu. Cette modernisation prend en considération les réflexions amorcées concernant les structures communales et la répartition des tâches entre l'Etat et les communes.



Photo : Yannick Barthe

Prise de position sur le rapport 2025 du Conseil communal sur l'activité de l'Administration communale

Madame la Présidente du Conseil de Ville,
Mesdames et Messieurs,

La Commission de gestion et de vérification des comptes (CGVC) remercie le Conseil communal et l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs de l'Administration pour le travail accompli en 2025. Dans un contexte marqué par l'absence de budget en début d'année à la suite d'un référendum et par des contraintes financières importantes, la continuité des prestations a pu être assurée. Les efforts d'économie, qui ont permis de réaliser quelque 1'050'000 francs d'économies grâce à une réorganisation et à un redimensionnement des départements, sont à relever.

La CGVC relève toutefois que cette situation financière appelle une vigilance particulière.

1. MAIRIE ET PROMOTION ECONOMIQUE

Démographie et population

La Commission salue la légère progression de la population delémontaine. Elle relève néanmoins que les naissances restent inférieures aux décès, avec 87 naissances contre 123 décès. L'évolution positive de la population repose ainsi notamment sur un solde migratoire favorable, les arrivées (1'044) étant supérieures aux départs. Cette situation mérite un suivi attentif afin de préserver l'attractivité de la ville et d'anticiper ses conséquences sur les infrastructures et les services publics.

Dans cette perspective, il serait pertinent de disposer de projections sur l'évolution de la natalité et des effectifs scolaires. De telles données permettraient de mieux anticiper les besoins futurs et de planifier l'évolution des infrastructures scolaires, notamment en matière de nombre de classes à maintenir ou à adapter.

La CGVC relève par ailleurs le travail important réalisé en matière de révision du règlement d'organisation du Conseil municipal (ROCM).

Personnel communal et organisation

La CGVC constate que les décisions du Conseil de Ville en matière d'effectifs de l'Administration ont été respectées et salue le maintien d'une politique de formation, notamment en faveur des apprentis, des stagiaires et du perfectionnement professionnel. La dotation autorisée de 189,14 EPT de titulaires a évolué à 181,35 EPT en 2024 puis à 176,6 EPT en 2025. Cette évolution doit être mise en regard des besoins des services et de la qualité des prestations à la population.

La Commission se réjouit de la baisse du taux d'absentéisme. Les mesures d'accompagnement mises en place, notamment concernant les heures supplémentaires, semblent porter leurs fruits. Elle considère toutefois qu'une attention particulière doit continuer à être portée aux conditions de travail et à la gestion des absences.

Police et sécurité

La réorganisation de la police municipale constitue un changement important. La CGVC relève que le choix de ne conserver qu'une police administrative n'a pas fait l'objet d'un véritable débat politique et démocratique, même si les difficultés importantes de recrutement de policiers et policières, également constatées au niveau cantonal, ont largement motivé cette décision.

La population doit être clairement informée des conséquences de cette réorganisation. Le recours à une police-secours cantonale, dans le cadre d'un contrat « ressource », modifiera en effet le rapport entre la population delémontaine et sa police administrative communale, celle-ci n'assurant plus les missions relevant du pénal. Une information transparente et un suivi de cette nouvelle organisation apparaissent dès lors indispensables.

La CGVC considère qu'une évaluation détaillée de cette nouvelle organisation devra être menée après une année complète de fonctionnement, afin d'en mesurer les effets sur les prestations, les coûts et la perception de la sécurité par la population.

La Commission relève également que certaines évolutions en matière de sécurité routière, notamment la suppression des formations d'éducation routière, méritent une attention particulière, même si celles-ci sont partiellement compensées par l'arrivée de nouveaux moyens matériels et humains.

Finances et fiscalité

La Commission exprime son inquiétude face aux retards accumulés dans le traitement de certaines décisions fiscales. La rapidité et l'efficacité dans ce domaine sont essentielles pour garantir la confiance de la population ainsi que la solidité et la prévisibilité des recettes communales.

La Commission estime que le suivi de ces processus doit être renforcé et que les éventuelles difficultés rencontrées doivent pouvoir être identifiées et corrigées rapidement.

2. COHESION SOCIALE, JEUNESSE ET LOGEMENT

La CGVC constate une forte activité et une grande diversité de projets dans les domaines de la cohésion sociale, de la jeunesse et du logement, ainsi qu'une importante mobilisation des acteurs locaux. Les structures concernées démontrent leur capacité à proposer des activités, à accompagner la population et à développer des collaborations.

Plusieurs fragilités structurelles doivent toutefois retenir l'attention. Certaines structures associatives restent fortement dépendantes du bénévolat, alors que celui-ci tend à diminuer. Le Conseil delémontain des jeunes et l'Espace-Jeunes proposent de nombreux projets, mais disposent encore de peu d'outils permettant d'en mesurer les effets sur la participation et l'engagement des jeunes. La CGVC estime qu'un suivi plus systématique des résultats serait utile.

La Ludothèque connaît une évolution positive, tandis que son rapprochement avec les bibliothèques nécessitera un pilotage attentif. A la Maison de l'Enfance, les efforts consacrés au climat de travail et à la formation sont à saluer. La baisse du remplissage du secteur des bébés montre toutefois la nécessité d'adapter l'offre aux besoins des familles. La future politique enfance-jeunesse 0-25 ans constitue à cet égard une opportunité importante, à condition qu'elle soit accompagnée d'objectifs, d'indicateurs et d'une gouvernance clairement définis.

En matière de logement, les premières mesures engagées sont positives, mais la politique demeure encore largement prospective. Un diagnostic précis des besoins locaux en logements abordables, notamment pour les familles, les jeunes, les seniors et les situations d'urgence, apparaît indispensable.

La Commission constate que le Département CSJL pourrait être davantage documenté au moyen d'indicateurs tels que les taux de fréquentation et la participation.

3. CULTURE, SPORTS ET ECOLES

Dans le domaine de la culture, des sports et des écoles, l'année 2025 a été marquée par la nécessité de prioriser les activités en raison des contraintes financières. La CGVC comprend que ces choix ne sont pas toujours faciles et considère qu'il est utile de réexaminer régulièrement les critères permettant de déterminer les manifestations et prestations à soutenir.

La suppression de la fête du 1er août en 2025, liée aux contraintes budgétaires, a toutefois été regrettée par une partie de la population. A l'inverse, la CGVC salue le soutien apporté à l'exposition consacrée à la Bible de Moutier-Grandval, dont le succès a contribué à mettre en valeur le Musée jurassien d'art et d'histoire.

La bibliothèque bénéficie du Réseau de l'Arc jurassien, qui constitue un atout pour la diversité de l'offre et la maîtrise des coûts. Ce partenariat doit être maintenu. La Commission salue également la richesse des activités extrascolaires proposées aux élèves delémontains ainsi que l'engagement du corps enseignant. Enfin, la réalisation de l'école des Arquebusiers est attendue avec intérêt afin de permettre la sortie des locaux actuellement loués, peu adaptés à l'enseignement.

4. ENERGIE ET EAUX

L'année 2025 présente un bilan globalement très positif pour les Services industriels de Delémont. Les SID ont maintenu la qualité de leurs prestations dans les domaines de l'électricité, de l'eau, du gaz et de la chaleur, tout en poursuivant plusieurs projets structurants.

Sur le plan financier, le résultat est particulièrement favorable. Il a notamment permis de réduire fortement la dette du secteur gazier, de constituer une provision pour le futur démantèlement du réseau et de restituer 1 million de francs supplémentaires aux comptes communaux, tout en maintenant des tarifs compétitifs. La CGVC salue ces résultats.

Le réseau électrique poursuit son évolution pour accompagner le développement du photovoltaïque et les nouveaux besoins énergétiques. Le déploiement des compteurs intelligents constitue un chantier important, avec 34 % du parc équipé à fin 2025 et un objectif de 80 % d'ici 2027. L'éclairage public continue également sa modernisation : 82 % des luminaires sont désormais équipés de LED, avec une baisse importante de la consommation annuelle.

Le développement du photovoltaïque se poursuit avec 495 installations en service à Delémont à fin 2025. Les installations appartenant aux SID ont atteint une production record de plus de 5,3 millions de kWh. Le développement des énergies renouvelables devra toutefois s'accompagner d'une adaptation des réseaux à une production de plus en plus décentralisée. Cette situation réjouissante a malheureusement des conséquences financières, car l'augmentation de l'autoconsommation a pour corollaire une diminution des volumes distribués par le réseau. Une éventuelle baisse du prix d'achat de l'électricité sera compensée par une augmentation des coûts fixes d'entretien et de distribution unitaire par kWh.

La qualité de l'eau demeure très bonne, confirmée par plus de 300 analyses, notamment concernant les PFAS, tandis que les pertes du réseau s'élèvent à 11,9 %, soit un niveau inférieur à la moyenne nationale. La

Commission relève également positivement les collaborations destinées à renforcer la sécurité d'approvisionnement régionale.

Le secteur gazier reste très performant financièrement, avec une baisse des tarifs de 20 % et une dette ramenée à environ 1 million de francs fin 2025. Cette situation doit cependant être considérée à la lumière de la transition énergétique : la diminution progressive du recours au gaz impose d'anticiper l'évolution du réseau et les coûts futurs de son démantèlement. Les développements dans les réseaux de chaleur, l'électromobilité et l'autoconsommation photovoltaïque vont dans le sens d'une diversification bienvenue.

La CGVC salue enfin le renouvellement pour la sixième fois du label Cité de l'énergie Gold et la révision de la planification énergétique territoriale. Le principal enjeu pour les prochaines années sera d'anticiper la transformation du modèle énergétique et les investissements ainsi que les ressources humaines qu'elle nécessitera.

5. URBANISME, ENVIRONNEMENT ET TRAVAUX PUBLICS

L'année 2025 a été marquée par une réorganisation importante du Département, notamment à la suite de l'audit COMPAS. Le transfert de certaines compétences et la réorganisation de la Voirie visent à améliorer l'efficacité et à clarifier les responsabilités. La CGVC constate également la poursuite de nombreux projets dans les domaines de l'urbanisme, de la mobilité, des infrastructures, de l'environnement et de la biodiversité.

La diversité des projets constitue une force, mais représente aussi un enjeu de priorisation dans un contexte de ressources financières et humaines limitées. Les projets Communance, Gare Sud, les Arquebusiers, SAFED et Cras-des-Fourches ont progressé. La Ville poursuit parallèlement ses efforts de valorisation des terrains et locaux disponibles et de renforcement de son attractivité économique.

La révision du règlement communal sur les constructions avance afin de l'adapter aux nouvelles exigences cantonales et aux objectifs du Plan climat. La redynamisation de la Vieille Ville et du quartier de la Gare demeure un enjeu important, notamment en lien avec le futur Hôpital du Jura et le développement du pôle multimodal.

La CGVC relève le ralentissement du marché de la construction et la raréfaction des terrains disponibles pour les logements. Dans le même temps, la population continue de progresser et le taux de logements vacants demeure relativement élevé. La Ville devra donc rechercher un équilibre entre attractivité résidentielle, disponibilité des terrains et besoins des familles et des jeunes.

En matière de mobilité, les améliorations de l'offre ferroviaire, notamment avec deux trains ICN directs par heure vers Bâle, ainsi que le développement des transports urbains, constituent des évolutions positives. Les réflexions sur le pôle gare, la mobilité douce, le trafic de transit et le corridor N18 doivent toutefois se poursuivre afin d'améliorer l'accessibilité tout en limitant les nuisances et en renforçant la sécurité des piétons et des cyclistes.

Le patrimoine communal, composé de 82 bâtiments représentant une valeur d'environ 120 millions de francs, nécessite un entretien et un assainissement progressifs. La Commission insiste sur la nécessité de prioriser les investissements en fonction de l'état des infrastructures et des besoins futurs. Les travaux d'assainissement, de gestion des eaux et de prévention des risques naturels revêtent une importance croissante dans le contexte du changement climatique.

La CGVC salue enfin les actions en faveur de la biodiversité, de la végétalisation et de la désimperméabilisation, ainsi que les efforts visant à améliorer la gestion des déchets. Le Plan climat étant désormais structuré en stratégie et plan d'actions, le principal enjeu réside désormais dans la capacité à prioriser les projets. Le nombre important de dossiers, combiné aux contraintes financières et à la nécessité d'entretenir un patrimoine conséquent, impose une planification claire et précise à long terme.

CONCLUSION

Qualité et suivi du rapport de gestion

La CGVC constate qu'il n'y a pas toujours d'uniformité dans la présentation des tableaux et graphiques d'une année à l'autre, ce qui ne facilite pas les comparaisons. Elle recommande de disposer, lorsque cela est pertinent, de données comparables sur une période de dix ans afin de mieux apprécier les évolutions. Dans le cadre de la réalisation des futurs rapports de gestion, la Commission souhaiterait pouvoir contribuer à définir une structure stable ainsi que des indicateurs récurrents permettant d'en suivre l'évolution dans le temps.

La Commission se met à disposition pour participer, dans le cadre de ses séances, à un éventuel groupe de travail avec l'Administration afin de contribuer à cette démarche.

La CGVC remercie le Conseil communal et l'Administration pour le travail accompli en 2025 et recommande l'acceptation du rapport.

Elle souligne toutefois que :

- la situation financière et les efforts d'économie doivent continuer à faire l'objet d'un suivi attentif, notamment au regard des pertes liées à certains dossiers ;
- la réorganisation de la police municipale doit être accompagnée d'une information claire de la population et d'une évaluation de ses conséquences ;
- la priorisation des projets et des prestations est indispensable dans un contexte de ressources contraintes ;
- les politiques de l'enfance, de la jeunesse et du logement doivent être appuyées par des objectifs, des indicateurs et une meilleure connaissance des besoins ;
- la transition énergétique et la mise en œuvre du Plan climat nécessitent une anticipation des investissements, des infrastructures et des ressources humaines
- une meilleure information sur la politique énergétique et le domaine de l'eau est souhaitée.

La CGVC invite enfin le Conseil communal à poursuivre les efforts de clarté, de transparence et de suivi des résultats afin de permettre au Conseil de Ville et à la population de disposer d'une vision claire des priorités et des effets de l'action communale.

Pour la Commission de gestion et de vérification des comptes :

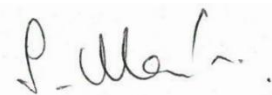
La présidente

Mme Céline Robert-Charrue Linder



La vice-présidente

Mme Suzanne Maître-Schindelholz



Delémont, le 1er septembre 2026

ARRETE DU CONSEIL DE VILLE

Le Conseil de Ville de la Commune municipale de Delémont

- vu :
 - le rapport du Conseil communal ;
 - l'article 29, al. 1 let. i) du Règlement d'organisation de la Commune municipale ;
 - le préavis de la Commission de gestion et de vérification des comptes
- sur proposition du Conseil communal ;

arrête

1. Le rapport 2025 du Conseil communal sur l'activité générale de l'Administration communale est accepté.
2. Cette décision est soumise au référendum facultatif.

AU NOM DU CONSEIL DE VILLE

La présidente :

La secrétaire :

Suzanne Maître-Schindelholz

Lucie Üncücan-Daucourt

Délai référendaire : 9 novembre 2026

Delémont, le 28 septembre 2026

DEMANDE D'UN CRÉDIT DE CHF 710'000 POUR LE REMPLACEMENT DU MONOBLOC DE VENTILATION DE LA PISCINE COUVERTE DU CENTRE SPORTIF DE LA BLANCHERIE

Par la présente, nous sollicitons l'octroi d'un crédit destiné au remplacement du monobloc de ventilation de la piscine couverte du centre sportif de la Blancherie à Delémont.

1. PRÉAMBULE ET CONTEXTE

Le Centre sportif de la Blancherie constitue un équipement public majeur de la Ville de Delémont. Inauguré en 1982, il accueille chaque année un grand nombre d'usagers, qu'il s'agisse de classes d'école, de clubs sportifs ou de particuliers. La piscine couverte représente à ce titre un service essentiel pour la population delémontaine et pour l'ensemble du district.

Le monobloc de ventilation de la piscine couverte, système assurant le renouvellement de l'air ainsi que la régulation de l'humidité pour assurer un confort intérieur adéquat pour les usagers, est aujourd'hui arrivé en fin de vie. Le monobloc actuel a été mis en service en 2002, soit il y a près de 25 ans. Malgré des interventions de maintenance régulières, les pannes se multiplient et les pièces de rechange ne sont désormais plus disponibles sur le marché, rendant toute réparation durable impossible.

Par ailleurs, les normes énergétiques en vigueur ont considérablement évolué depuis la mise en service du bâtiment. La loi cantonale sur l'énergie (LEn, RSJU 730.1) et son ordonnance d'application (OEn, RSJU 730.11) imposent désormais, lors du remplacement d'une installation de ventilation, la mise en place obligatoire d'un système de récupération de chaleur ainsi que l'isolation thermique complète des canaux d'aération. Ces exigences s'inscrivent également dans le cadre du modèle de prescriptions énergétiques des cantons (MoPEC).

Face à cette situation, le Service des bâtiments a mandaté un bureau d'ingénieurs spécialiste en ventilation pour réaliser une étude. Cette dernière a permis d'identifier la solution la plus adaptée sur les plans technique, énergétique et financier, et d'établir une estimation détaillée des coûts qui constitue la base de la présente demande de crédit.

2. SITUATION ACTUELLE ET JUSTIFICATION DU BESOIN

L'installation de ventilation actuelle est située au sous-sol du bâtiment, dans les locaux techniques situés sous les bassins. Plusieurs constats justifient l'urgence d'une intervention :

- Les pannes sont de plus en plus fréquentes et les pièces de rechange ne sont plus disponibles auprès des fournisseurs. Chaque intervention génère des coûts importants sans offrir de garantie de durabilité.
- Une panne majeure pourrait entraîner la fermeture complète de la piscine couverte pour une durée indéterminée, privant ainsi les usagers d'un accès aux équipements et impactant fortement la continuité des activités.

Le remplacement à l'identique n'est pas possible. Les normes techniques ayant évolué, les nouveaux monoblocs pour piscines sont désormais équipés d'échangeurs de chaleur à plaques, ce qui augmente significativement leur encombrement. Le futur équipement ne peut physiquement pas être installé dans l'espace technique actuel au sous-sol. La seule solution viable est son positionnement en toiture, à proximité du monobloc existant destiné aux salles de gymnastique. Cet emplacement a été validé au niveau statique par l'ingénieur civil.

Le réseau de gaines existant doit être remplacé. Les gaines de distribution au sous-sol présentent des fuites et de la corrosion. Elles ne sont pas isolées thermiquement, ce qui entraîne des pertes énergétiques et des risques de condensation. Elles devront être remplacées par des gaines en inox spécial adapté aux environnements de piscine et isolées conformément aux exigences légales. Par ailleurs, les débits de ventilation devront être augmentés et de nouvelles gaines posées pour couvrir l'ensemble des bassins.

Au-delà du présent projet, il convient de rendre attentif le Conseil de Ville au fait que les installations du Centre sportif de la Blancherie, et notamment les équipements techniques des piscines intérieures et extérieures, vieillissent progressivement. Ces infrastructures nécessitent des investissements croissants pour maintenir un niveau de service adéquat et assurer la sécurité des usagers. Le Conseil communal sera amené à soumettre d'autres demandes de crédit dans les prochaines années afin de faire face à ces besoins.

3. DESCRIPTION DES TRAVAUX

Le remplacement du monobloc implique une série de travaux complémentaires indispensables. En effet, avant la pose du nouvel équipement en toiture, il est nécessaire de procéder à la réfection d'un secteur d'environ 160 m² de toiture plate afin d'éviter des coûts importants à court et moyen terme. L'adaptation de la charpente métallique de la

toiture de la piscine sera indispensable aux passages des nouvelles gaines. Des travaux d'étanchéité et d'isolation sont également requis, ainsi que des raccordements électriques pour la mise en service du nouveau monobloc.

Par ailleurs, le remplacement des gaines de pulsion au sous-sol nécessite des modifications des conduites sanitaires et de chauffage existantes. Ces travaux devront impérativement être réalisés lorsque les bassins seront vides.

Le nouveau monobloc est doté d'un système de récupération de chaleur à haute performance permettant de préchauffer l'air neuf insufflé et l'eau du bassin, réduisant ainsi significativement les besoins en énergie de chauffage. Ses ventilateurs à vitesse variable adaptent en permanence la consommation électrique aux besoins réels. Combinées à l'isolation complète des nouvelles gaines, ces caractéristiques permettront de diminuer sensiblement la consommation énergétique globale de l'installation par rapport à la situation actuelle.

Le bâtiment étant inscrit au Répertoire cantonal des biens culturels (RBC), l'Office cantonal de la culture a d'ores et déjà été consulté.

4. **PLAN CLIMAT – DÉFIS ET OBJECTIFS DE LA LUTTE CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE PRIS EN COMPTE PAR LE CRÉDIT**

L'intégration des défis de la lutte contre le réchauffement climatique est effective depuis de nombreuses années dans les planifications communales, notamment dans les domaines de l'énergie, de l'aménagement du territoire, de la mobilité, de l'eau et des constructions en général. Elle doit être renforcée de manière importante en lien avec les changements vécus ces dernières années et les nouvelles aspirations largement exprimées par la population. Le but clairement affiché doit être de réduire l'empreinte écologique et la production des émissions de CO2 afin d'améliorer le cadre et la qualité de vie en général. Les domaines d'action principaux identifiés et les principaux objectifs fixés en vue d'élaborer le plan climat sont les suivants :

Notice - Grille d'évaluation : les domaines et les objectifs principaux découlent des premières démarches du plan climat, l'évaluation permet de mesurer globalement la possibilité d'atteindre les objectifs, et les commentaires précisent les modalités de mise en œuvre dans le présent projet.

EVALUATION					
DOMAINES	OBJECTIFS PRINCIPAUX	+	+/-	-	COMMENTAIRES
Construction	Réduire la consommation, tenir compte des émissions grises générées par les matériaux dans les projets de construction, assurer une gestion durable de l'eau (infiltration, rétention, récupération, réduction de la consommation)	X			Remplacement d'un équipement obsolète par un système performant et durable.
Energie	Réduire la dépendance aux énergies fossiles et promouvoir les énergies renouvelables en général, utiliser les sources d'énergie renouvelable de manière durable et efficace	X			Intégration obligatoire d'un système de récupération de chaleur et isolation thermique des gaines.
Mobilité	Favoriser une mobilité sobre en carbone, privilégier les distances courtes et, si possible, les parcours à pied, à vélo ou en transports publics ; remplacer le trafic motorisé restant par des véhicules légers et fonctionnant à l'énergie électrique renouvelable				Pas d'influence.
Biens de consommation	Prendre en compte et réduire au minimum les émissions liées à la consommation, en particulier les émissions grises de biens et services – au niveau de l'ensemble du processus de production et d'achat, privilégier les investissements financiers neutres sur le plan climatique	X			Appel d'offres selon les règles des marchés publics, avec prise en compte de critères de durabilité.
Aménagement du territoire, urbanisme et espaces publics	Prendre en compte les changements climatiques avec des planifications cohérentes aux différentes échelles afin de promouvoir un développement territorial durable (densifier avec qualité, maximiser les surfaces vertes, arboriser les espaces publics et privés, etc.)				Pas d'influence.
Santé	Protéger la population des effets néfastes du changement climatique dans le cadre des constructions et aménagements réalisés	X			Amélioration du confort thermique et de la qualité de l'air pour les usagers de la piscine.
Espaces naturels, biodiversité, dangers naturels	Protéger l'eau, la biodiversité, l'agriculture et les forêts face au changement climatique, lutter contre les crues et revitaliser les cours d'eau, améliorer la gestion du patrimoine arboré, augmenter la végétalisation en général (routes et espaces publics, espaces verts, toitures végétalisées, façades, pieds d'arbre, etc.), mettre en œuvre le label ville verte Suisse	X			Si réalisable (contrôle statique nécessaire), végétalisation du secteur de toiture dont l'étanchéité sera refaite, surface 160 m².
Gouvernance	Mettre en place une démarche participative avec tous les milieux concernés		X		Collaboration avec les services communaux concernés, le service technique du Centre sportif et les bureaux spécialisés mandatés.

5. DEMANDE DE CRÉDIT ET FINANCEMENT

Le présent projet fait l'objet d'une demande de crédit de CHF 710'000. Ce montant couvre l'ensemble des travaux nécessaires au remplacement du monobloc de ventilation, y compris les interventions complémentaires sur la toiture, la charpente, l'étanchéité, les installations électriques et le réseau de gaines au sous-sol, ainsi que les honoraires des mandataires et une réserve de 10% pour divers et imprévus qui peuvent intervenir lors de travaux de rénovation.

Une demande de subvention a été déposée auprès de l'Office cantonal des sports (OCS). Cette démarche est actuellement en cours de traitement ; selon les dernières informations disponibles, le montant de la subvention devrait se situer entre CHF 70'000 et CHF 100'000.

Bien qu'inscrit au Répertoire cantonal des biens culturels (RBC), l'Office cantonal de la culture n'entre pas en matière pour le subventionnement d'une installation technique qui n'a pas de visée patrimoniale.

Pour rappel, les frais liés à la piscine sont soumis à la répartition des charges (fonctionnement et investissement). La participation des communes via la péréquation financière à la commune-centre est de 30 % pour les piscines couverte et plein air du Centre sportif.

Tableau de bord pour le crédit d'investissement - montants en CHF

Tableau de bord pour le crédit d'investissement - montants en CHF	Oui	Non	Remarques
Montant du crédit			710'000
Intégration du crédit dans le plan financier	X		
Concordance de la période de réalisation avec celle planifiée	X		

Charge financière - montants en CHF		
Taux de l'amortissement comptable :	4%	28'400
Durée de l'amortissement comptable : 25 ans (installation techniques)		
Charge d'intérêt maximale, calculée sur un taux moyen de 3 %*		21'300
Total de la charge financière annuelle		49'700

* L'amortissement financier et le taux d'intérêt ne peuvent pas être déterminés de cas en cas, la Municipalité procédant à des emprunts à court, moyen et long terme selon ses besoins globaux réels.

6. PLANIFICATION

La prochaine étape consiste à préparer la demande de permis de construire et à réaliser les appels d'offres pour les travaux dans le respect des procédures des marchés publics.

Les travaux seront réalisés durant la fermeture estivale de la piscine couverte, soit durant les mois de juillet et août 2027. Cette contrainte est impérative, notamment car une piscine ne peut pas fonctionner sans un système de ventilation fonctionnel.

7. PRÉAVIS DES COMMISSIONS ET PROPOSITION DU CONSEIL COMMUNAL

Le crédit de CHF 710'000 a été préavisé par les commissions communales suivantes :

- Commission des sports du département CSE, lors de la consultation du 20 août 2026 au 4 septembre 2026 : préavis favorable
- Commission des finances, lors de la séance du 7 septembre 2026 : préavis favorable, à l'unanimité

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil communal propose au Conseil de Ville d'accepter le présent crédit destiné au remplacement du monobloc de ventilation de la piscine couverte du Centre sportif de la Blancherie.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL
Le président : Le chancelier :

Damien Chappuis

Nicolas Guenin

Delémont, le 15 septembre 2026

ARRETE DU CONSEIL DE VILLE

Le Conseil de Ville de la Commune municipale de Delémont

- vu :
 - le rapport du Conseil communal du 15 septembre 2026 ;
 - l'article 29, al. 1 let. j), r) et v) du Règlement d'organisation de la Commune municipale ;
 - le préavis favorable de la Commission des sports par consultation du 20 août 2026 au 4 septembre 2026 ;
 - le préavis favorable de la Commission des finances du 7 septembre 2026 ;
- sur proposition du Conseil communal ;

arrête

1. Le crédit de CHF 710'000.- pour le remplacement du monobloc de ventilation de la piscine couverte du centre sportif de la Blancherie est accepté.
2. Ce crédit est financé par voie d'emprunt.
3. Cette décision est soumise au référendum facultatif.

AU NOM DU CONSEIL DE VILLE

La présidente :

La secrétaire :

Suzanne Maître-Schindelholz

Lucie Üncücan-Daucourt

Délai référendaire : 9 novembre 2026

Delémont, le 28 septembre 2026

DEMANDE D'UN CREDIT D'INVESTISSEMENT DE CHF 1'610'000 POUR LE REAMENAGEMENT DES ECOPOINTS EXISTANTS ET L'AMENAGEMENT DE TROIS NOUVEAUX ECOPOINTS
--

1. CONTEXTE

Le Syndicat de gestion des déchets de Delémont et environs (SEOD) développe depuis plusieurs années un nouveau système modulaire de gestion des déchets valorisables à l'échelle régionale, dont l'objectif est de mutualiser et d'optimiser les différentes tâches de collecte pour l'ensemble des fractions de déchets. La Ville de Delémont a décidé de confier la gestion de ses écopoints et d'adhérer au centre de Collecte et de Valorisation des déchets (CCV) en cours de construction.

Actuellement, la Municipalité de Delémont assure elle-même les vidanges des écopoints communaux et procède à la revalorisation ou à l'élimination des différentes fractions avec des partenaires régionaux. La collecte du papier et du carton s'effectue selon le système porte-à-porte.

La nouvelle gestion des déchets permettra de diminuer l'empreinte écologique des opérations de collecte et d'uniformiser les pratiques entre les communes du périmètre en adhérant au nouveau concept développé par le SEOD. Les équipements des écopoints permettront de collecter l'aluminium et le fer blanc, le verre, ainsi que le papier et le carton.

À l'échelle du périmètre du SEOD, ce ne sont pas moins d'une dizaine de communes qui ont confié la gestion de leurs écopoints au SEOD. A l'exception de trois communes participantes à la phase test, toutes les autres communes sont actuellement en phase de dimensionnement et de planification. A noter que les écopoints pilotes sont actuellement testés avec succès, validant le concept avant son déploiement généralisé. Delémont s'inscrit dans ce cadre avec la mise en œuvre qui va débiter au moins d'avril 2027.

2. PRIORITE POUR LA PROTECTION DU CLIMAT : PERTINENCE ET DURABILITE DU PROJET

Conformément à la motion 5.06/23, acceptée par le Conseil de Ville, un chapitre « Priorité pour la protection du climat » présente une évaluation des projets concernant leur pertinence et leur durabilité.

2.1 Pertinence d'un point de vue économique et écologique

Le SEOD a planifié un système de gestion des déchets moderne dans le but d'offrir un service durable et de qualité avec des coûts de gestion maîtrisés et garant d'une meilleure efficacité. Pour ce faire, la collecte en porte-à-porte du papier et du carton est abandonnée au profit d'une collecte dans des écopoints en conteneurs aériens ou au Centre régional de collecte et de valorisation des déchets (CCV).

Le passage d'un ramassage porte-à-porte à un système de collecte en conteneurs aériens permet de diminuer les coûts de ramassage. Cela permet également de diminuer les temps de collecte et le kilométrage effectué par les camions, donc de diminuer la consommation d'essence et la production de CO₂.

De plus, les places d'écopoints sont accessibles en tout temps, ce qui évite de devoir stocker ses déchets de base des écopoints. Cela permet donc d'améliorer l'image de la ville. L'ouverture du CCV permettra également de collecter une trentaine de fractions différentes en un seul lieu, ce qui réduira les trajets à travers la Ville pour se rendre chez les différents repreneurs actuels.

2.2 Conformité au développement durable et à la protection du climat

La grille d'évaluation habituelle relative au plan climat afin de répondre aux défis et objectifs en la matière, a été remplie et se trouve en annexe ; elle permet de détailler les impacts en la matière.

3. RAPPEL DU CONTEXTE CONCERNANT LA NOUVELLE GESTION DES DECHETS

Le Conseil de Ville s'est déjà prononcé sur le nouveau système de gestion des déchets lors de l'adoption de la modification du Règlement communal sur les déchets, le 28 février 2022. À cette occasion, il a accepté d'adhérer au Centre régional de collecte et de valorisation des déchets (CCV) et de confier l'équipement ainsi que l'exploitation des écopoints communaux au SEOD, en souscrivant au système modulaire régional.

Ce nouveau concept de gestion des déchets, porté par le SEOD, repose sur une volonté d'uniformisation régionale et propose plusieurs niveaux de prestations auxquels les communes peuvent librement adhérer selon leurs besoins. Pour Delémont, cette adhésion au niveau 2 de prestation implique l'abandon des tournées de collecte porte-à-porte du papier et du carton, au profit d'une collecte centralisée via un réseau d'écopoints équipés de conteneurs aériens ainsi que par le recours direct au CCV. En adhérant à ces

prestations, la Municipalité s'est engagée à aménager son réseau d'écopoints sur l'ensemble du territoire communal et de confier l'équipement des écopoints ainsi que la vidange au SEOD, permettant ainsi une meilleure efficacité et un fonctionnement cohérent avec l'ensemble des communes membres. L'installation d'écopoints qui sont des lieux de collecte de proximité pour les fractions les plus courantes est l'un des piliers de cette nouvelle gestion des déchets.

3.1 Niveau de prestations 2 – collecte et gestion des fractions de base - Ecopoints

La Municipalité de Delémont a décidé d'adhérer au niveau de prestations 2. Cela signifie que le SEOD équipera tous les écopoints communaux et qu'il s'occupera de la vidange. Les écopoints seront équipés de bennes aériennes permettant la collecte de l'aluminium et du fer blanc, du verre ainsi que du papier et du carton. Le rôle de la voirie sera de maintenir la propreté de ces différentes places.

Ce projet vise donc à abandonner les tournées de collecte du papier et du carton au profit d'un réseau de places de collecte équipées de conteneurs aériens et, dans le cas des grands écopoints, de bennes compactantes pour le carton. Cette nouvelle organisation permettra une meilleure efficacité opérationnelle ainsi que l'instauration d'un fonctionnement uniforme et efficace dans l'ensemble des communes membres du SEOD.

Le projet du SEOD prévoit de collecter uniquement 3 fractions de base : l'aluminium et le fer blanc, le verre ainsi que le papier et le carton. La collecte des huiles usagées sera supprimée en écopoint et elles seront désormais reprises exclusivement au Centre régional de collecte et de valorisation des déchets. La collecte des habits sera en principe maintenue, celle-ci étant gérée par un organisme spécifique à cette fraction.

3.2 Niveau de prestations 3b – CCV

La Municipalité de Delémont a décidé d'adhérer au projet de Centre de Collecte et de Valorisation (CCV). Ainsi, tous les citoyens delémontains pourront bénéficier de l'accès à la nouvelle déchetterie régionale construite par le SEOD. Cette dernière sera ouverte 6 jours par semaine avec une équipe professionnelle et permettra la collecte et la valorisation de plus de 30 fractions de déchets.

3.3 Niveau de prestations 4 - déchets verts

La Municipalité de Delémont souhaite que ses citoyens puissent continuer de bénéficier de la collecte hebdomadaire des déchets verts en porte-à-porte (conteneurs bruns) ainsi que de l'accès à la partie du CCV qui collectera également les déchets verts pour de plus grandes quantités.

Précisons également qu'un système sur appel sera proposé pour les personnes qui ont des difficultés de déplacement ou un handicap.

4. CONTENU DU PROJET DE RESEAU DE PLACE DE COLLECTE

En tenant compte des écopoints existants, du Plan d'aménagement local, des terrains susceptibles d'accueillir un point de collecte, des besoins actuels ainsi que des futurs développements, la ville a défini 10 zones d'écopoints qui couvrent l'ensemble du territoire communal.

Dans chaque zone, une place de collecte sera installée ou réaménagée avec des conteneurs aériens qui pourront, dans le cas des grands écopoints, être complétés avec des bennes compactantes pour le carton. Le dimensionnement des écopoints a été fait en fonction du nombre d'habitants des différentes zones.

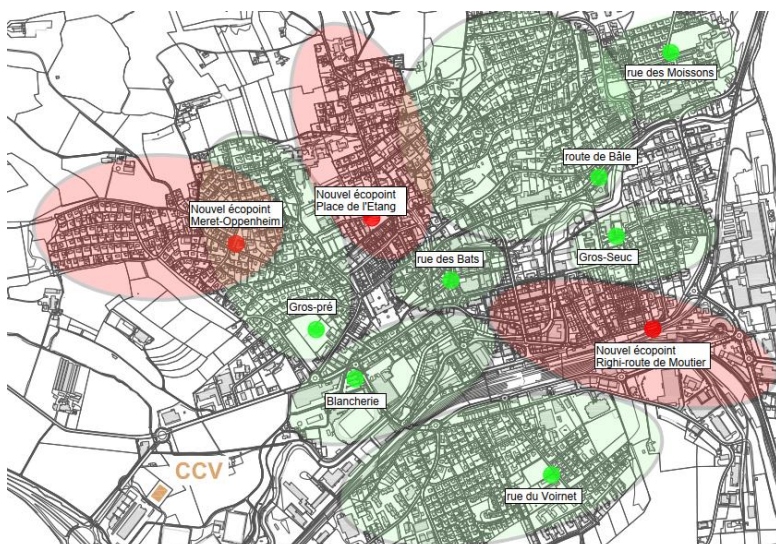


Figure 1 : découpage des zones de la ville

Dix places sont ainsi planifiées pour couvrir les besoins. Dans sa version actuelle, le projet prévoit 3 nouvelles places et le réaménagement des 7 existantes. Les nouveaux écopoints se trouvent pour deux d'entre eux sur du terrain communal et le troisième sur du terrain privé. Des contacts ont été pris avec les propriétaires concernés ceci afin d'avoir leur accord de principe avant d'établir un projet définitif.

A long terme, un écopoint verra le jour dans le cadre du nouveau quartier de Gare Sud. Sa réalisation et son aménagement dépendront du développement économique et démographique du quartier.

5. CONCEPT GLOBAL

5.1 NOUVEAUX ECOPOINTS

5.1.1 Place de l'Etang

Le projet prévoit l'implantation d'un nouvel écopoint à la Place de l'Etang (comme c'était le cas il y a plusieurs années). Sa réalisation nécessite le dépôt d'une demande de permis de construire, impliquant une modification mineure de l'affectation du sol. Les travaux comprennent l'aménagement de la place destinée à accueillir les infrastructures de collecte, ce qui implique la suppression de la place dédiée aux bus touristiques qui l'utilisent très peu afin de permettre une implantation fonctionnelle et conforme aux exigences techniques. La place de bus sera aménagée ailleurs à la route de Porrentruy : un arrêt CarPostal, qui n'est plus desservi, est déjà utilisé actuellement par les bus qui viennent charger et décharger des groupes. Il est très bien situé, car les personnes qui doivent venir en voiture pour prendre le bus d'excursion peuvent stationner au parking du Gros Pré. Un arbre devra être déplacé et replanté, dans toute la mesure du possible, et si ce n'est pas possible, une nouvelle plantation sera faite sur une autre parcelle communale afin de le compenser. Cet écopoint permettra de desservir efficacement la Vieille Ville, la partie Nord de la ville et le quartier de l'Hôpital.

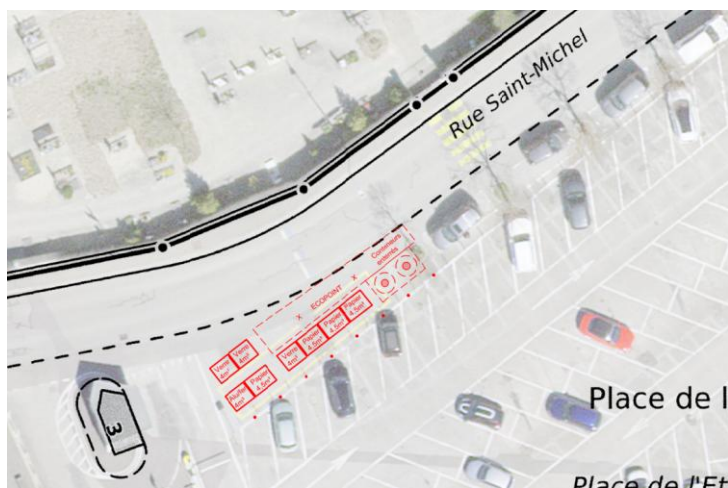


Figure 2 : situation Place de l'Etang

5.1.2 Meret-Oppenheim

Le projet concerne la réalisation d'un nouvel écopoint dans le quartier du Domont. Ce projet se trouve sur une parcelle privée mais qui est déjà affectée à une zone d'utilité publique compatible avec l'aménagement d'un écopoint.

L'écopoint possédera une zone d'arrêt à l'ouest des bennes ce qui permettra un stationnement et un déchargement sans emprise sur la route et sans danger. Cet écopoint sera également équipé de quatre conteneurs semi-enterrés destinés à la collecte des sacs taxés. De nouvelles plantations seront mises en place tout autour de l'écopoint afin d'amener de la verdure et de la fraîcheur et préserver l'intimité des voisins.

Une demande de permis de construire sera déposée afin de formaliser le projet.

L'aménagement est conçu pour faciliter l'exploitation et l'usage par les habitants.



Figure 3 : situation Meret-Oppenheim

5.1.3 Righi - route de Moutier

Situé sur une parcelle communale à l'Est de Strate J, dans une zone actuellement inutilisée, le projet prévoit l'aménagement d'un point de collecte des déchets.

Une modification non fondamentale de l'affectation du sol sera nécessaire ainsi qu'un permis de construire pour permettre cette installation. Celle-ci sera de nature provisoire, avec des aménagements légers et réversibles, en attendant un futur projet de construction sur le site. Une benne compactante ainsi que des bennes aériennes seront mises en œuvre. Implanté le long d'un axe très fréquenté, cet emplacement présente un intérêt fonctionnel évident pour la population.



Figure 4 : situation route de Moutier

5.2 REAMANGEMENT DES ECOPOINTS EXISTANTS :

5.2.1 Place de récolte de la Blancherie

L'écopoint existant, très utilisé, doit être réaménagé et déplacé vers l'Est du parking afin de faciliter les manœuvres du camion et ainsi éviter de dangereuses marches-arrières lors des opérations de vidange. Ce déplacement implique la suppression de quatre places de stationnement ainsi que la modification de deux bordures et la coupe de deux arbres qui seront compensés. De nouvelles places de parc seront aménagées sur l'emplacement actuel de l'écopoint afin de compenser celles qui seront supprimées à l'emplacement prévu ci-dessous. Une demande de permis de construire est nécessaire, ainsi qu'une modification mineure de l'affectation.



Figure 5 : situation Blancherie

5.2.2 Place de récolte du Gros-Pré

L'écopoint du parking du Gros-Pré existant sera relocalisé sur la parcelle plus au Nord comme le prévoit le plan spécial des Archebusiers. Un nouvel aménagement, plus fonctionnel et mieux accessible, est prévu à cet effet.

Bien que ce dispositif figure au plan spécial, le projet demeure soumis à une modification mineure du Plan spécial, le périmètre étant légèrement agrandi. Les bennes aériennes seront complétées par une benne compactante pour le carton ainsi que par l'installation de deux conteneurs semi-enterrés.



Figure 6 : situation Gros-Pré

5.2.3 Place de récolte de la route de Bâle

Cet écopoint est le dernier écopoint aménagé bien qu'il soit en service depuis plusieurs années. Il présente une fréquentation importante. Il est organisé selon un système de circulation à sens unique et doté de places de stationnement permettant un arrêt aisé pour le dépôt des déchets. Sa fréquentation sera amenée à se renforcer.

Le projet de réaménagement prévoit la mise en place de bennes aériennes ainsi que d'une benne compactante destinée au carton et l'implantation de trois conteneurs enterrés pour la collecte des ordures ménagères. Aucune procédure n'est nécessaire pour le réaménagement du nouvel éco-point. Par contre, un permis de construire sera demandé pour l'implantation des 3 conteneurs enterrés.

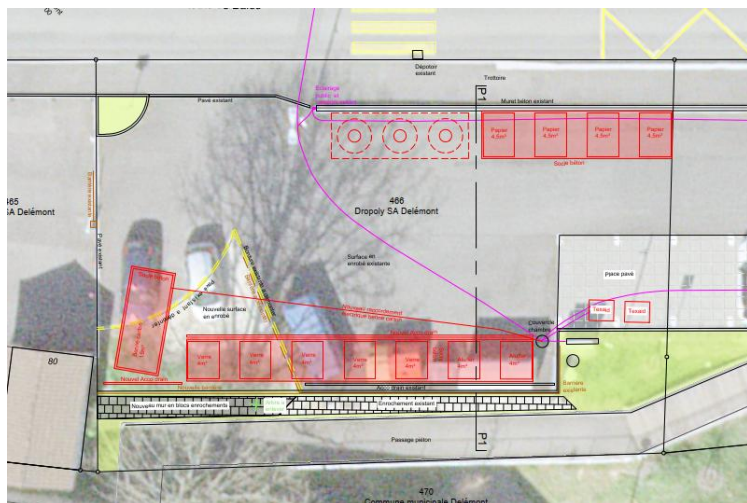


Figure 7 : situation route de Bâle

5.2.4 Place de récolte de la Rue des Bats

Cette place de récolte des déchets existante fera l'objet d'un projet de réaménagement. Située au Centre-Ville, les travaux envisagés consistent au renouvellement et au déplacement des palissades ainsi qu'à une nouvelle répartition des bennes aériennes afin d'en optimiser l'implantation. Ces adaptations nécessitent la suppression d'un bouleau coté Nord qui sera replanté dans toute la mesure du possible ou compensé sur une autre parcelle communale. Toutes les précautions seront prises pour préserver les deux bouleaux qui resteront dont les racines devront être protégées. Le projet ne requiert pas le dépôt d'une demande d'autorisation de construire.



Figure 8 : situation Rue des Bats

5.2.5 Place de récolte de la rue des Moissons

Le site des Moissons comprend actuellement un écopoint existant qui sera réaménagé. Ce projet s'inscrit dans le futur développement résidentiel du quartier, ce qui permettra une restructuration ainsi qu'une adaptation des accès. Le projet fait partie du plan spécial du Cras des Fourches, sa réalisation dépendra de son entrée en vigueur. Par ailleurs, trois conteneurs semi-enterrés ont également été intégrés afin de desservir la récolte des sacs taxés de ce quartier.



Figure 9 : situation à la rue des Moissons

5.2.6 Place de récolte de la rue du Voirnet

Ce terrain mis à disposition par le Canton accueille actuellement un écopoint desservant une large partie des quartiers situés au Sud des voies. Dans l'attente d'une décision quant à un projet concret sur cette parcelle cantonale, cet emplacement constitue une solution transitoire indispensable au bon fonctionnement de la collecte des déchets.

Afin d'avoir une emprise minimale et d'améliorer l'exploitation du site, un réaménagement est envisagé. Celui-ci vise à optimiser l'organisation et à garantir un accès adéquat aux véhicules de collecte pour les opérations de vidange. L'entrée actuelle sera déplacée plus au Nord. L'arborisation existante sera maintenue.

Cette implantation présente également des avantages fonctionnels, notamment en facilitant l'accès et les manœuvres des camions lors des opérations de vidange.



Figure 10 : situation à la rue du Voirnet

5.2.7 Place de récolte du Gros-Seuc

Le présent projet prévoit le réaménagement et l'agrandissement vers l'Est de l'écopoint existant.

Situé sur une parcelle communale, ce projet implique une modification mineure du Plan d'aménagement, et nécessite le dépôt d'une demande de permis de construire.



Figure 11 : situation du Gros-Seuc

5.2.8 Priorité à la sécurité des écopoints

Les écopoints sont indispensables à une bonne gestion des déchets et à la préservation de la propreté des espaces publics. Cependant, ils sont parfois victimes d'incivilités telles que les dépôts sauvages ou les dégradations. Les expériences menées jusqu'à présent montrent que la présence de caméras constitue un moyen efficace de prévention et de dissuasion. Elle contribue à réduire les comportements inappropriés et à améliorer la propreté en milieu urbain.

C'est pourquoi il est prévu d'équiper chaque éco-point de caméras de surveillance. Cette mesure vise à limiter les incivilités et à amender les contrevenants.

6. DEMANDE DE CREDIT ET FINANCEMENT

6.1 Coûts à charge du SEOD

Comme le réseau d'écopoints s'inscrit dans le concept modulaire du SEOD, celui-ci assure la prise en charge de l'étude des emplacements, la détermination du nombre et le dimensionnement des écopoints, ainsi que l'établissement des documents nécessaires à la demande de permis de construire. Le SEOD prendra par contre en charge l'achat et l'installation des bennes aériennes et des compacteurs.

- | | |
|--|-------------|
| ▪ Frais d'études et pour les permis pris en charge par le SEOD : | CHF 35'000 |
| ▪ Achat et installations des bennes : | CHF 220'000 |

Les autres coûts sont à la charge des communes, notamment les travaux de génie civil et les éventuelles acquisitions de terrain. L'élaboration des plans d'exécution et la réalisation de l'appel d'offres pour les travaux de génie civil incombent également à la Municipalité.

6.2 Coûts à charge de la commune

Les dépenses assumées par la Municipalité de Delémont comprennent, comme pour les autres communes, l'ensemble des frais liés à la mise à disposition du site. Elles se répartissent notamment comme suit :

- Frais fonciers : acquisition éventuelle de terrains ainsi que les frais de notaire et autres coûts administratifs associés.
- Aménagements des places : création d'une place permettant la pose de bennes aériennes, création ou adaptation d'accès pour camions, réalisation de surfaces pavées, murs de soutènement, pose de bordures, clôtures, palissades ou autres éléments nécessaires à l'intégration du projet dans son environnement.

- Déplacements d'infrastructures : modification, déplacement ou adaptation des conduites existantes, des équipements techniques ou du mobilier urbain affecté par le projet.

Ces différents postes représentent la contribution directe de la Municipalité de Delémont à la réalisation du projet et visent à assurer sa bonne intégration technique, fonctionnelle et esthétique dans le tissu communal.

7. ESTIMATION DES COUTS

Les montants du crédit qui sont présentés, sont des montants hors taxe sur la base d'un devis du bureau d'ingénieurs soit à +/- 10%, soit sans TVA puisque **le crédit d'investissement sera autofinancé par le fonds des déchets.**

1. Aménagements réalisés	Estimation (HT)
Travaux génie civil	1'060'000
Signalisation, travaux divers, marquage	80'000
Achat terrain, notaire, géomètre, gabarits	90'000
Sécurité - caméra	60'000
Divers et imprévus	80'000
Honoraires	240'000
TOTAL 1 HT	1'610'000

Financement

Tableau de bord pour le crédit d'investissement - montants en CHF	Oui	Non	Remarques
Montant du crédit autofinancé			1'610'000
Intégration du crédit dans le plan financier	x		
Concordance de la période de réalisation avec celle planifiée	x		

Charge financière amortissements - montants en CHF		
Taux de l'amortissement comptable autofinancé déchets, 40 ans taux 2,5%, fonds No 29004.00, solde disponible au 31.12.2025 CHF 954'470.79	1'610'000	40'250
Charge financière intérêts - montants en CHF		
Charge d'intérêts maximale autofinancée pour les déchets calculés sur un taux moyen de 3%*, fonds No 29004.00, solde disponible au 31.12.2025 CHF 954'470.79	1'610'000	48'300
Total de la charge financière annuelle autofinancée (déchets)		88'550

* L'amortissement financier et le taux d'intérêt ne peuvent pas être déterminés de cas en cas, la Municipalité procédant à des emprunts à court, moyen et long terme selon ses besoins globaux réels.

8. PLANIFICATION

Un appel d'offres sera lancé pour les travaux de génie civil. Les demandes de permis de construire, quant à elles, seront déposées à la suite cet automne. Sous réserve de l'acceptation de la présente demande de crédit et de la levée des éventuelles oppositions en lien avec les permis de construire ainsi que des conditions météorologiques, les travaux pourront démarrer dès la fin d'année – début d'année prochaine.

9. PRÉAVIS DES COMMISSIONS ET PROPOSITION DU CONSEIL COMMUNAL

Le crédit de CHF 1'610'000.- a été préavisé par les commissions communales comme suit :

- Commission UETP, lors de la séance du 26 août : préavis favorable
- Commission des Finances, lors de la séance du 7 septembre : préavis favorable

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil communal propose au Conseil de Ville d'accepter le crédit de CHF 1'610'000 destiné à la réalisation ou l'adaptation d'écopoints, comprenant les frais fonciers (acquisition de terrains), les aménagements particuliers (accès, surfaces, bordures, palissades, etc.), les déplacements de conduites ou d'équipements ainsi qu'à la réalisation d'ouvrages statiques tels que murs de soutènement.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL
Le président : Le chancelier :

Damien Chappuis Nicolas Guenin

Delémont, le 15 septembre 2026

ANNEXE

Plan climat - défis et objectifs de la lutte contre le réchauffement climatique pris en compte par le crédit

L'intégration des défis de la lutte contre le réchauffement climatique est effective depuis de nombreuses années dans les planifications communales, notamment dans les domaines de l'énergie, de l'aménagement du territoire, de la mobilité, de l'eau et des constructions en général. Elle doit être renforcée de manière importante en lien avec les changements vécus ces dernières années et les nouvelles aspirations largement exprimées par la population. Le but clairement affiché doit être de réduire l'empreinte écologique et la production des émissions de CO₂ afin d'améliorer le cadre et la qualité de vie en général. Les domaines d'action identifiés et les principaux objectifs fixés en vue d'élaborer le plan climat sont les suivants :

Notice - Grille d'évaluation : les domaines et les objectifs principaux découlent des premières démarches du plan climat, l'évaluation permet de mesurer globalement la possibilité d'atteindre les objectifs, et les commentaires précisent les modalités de mise en œuvre dans le présent projet

		EVALUATION			
DOMAINES	OBJECTIFS PRINCIPAUX	+	+/-	-	COMMENTAIRES
Construction	Réduire la consommation, tenir compte des émissions grises générées par les matériaux dans les projets de construction, assurer une gestion durable de l'eau (infiltration, rétention, récupération, réduction de la consommation)	X			Les matériaux utilisés seront choisis en fonction des critères de durabilité applicables selon les nouvelles directives émises par le Canton. L'infiltration des eaux sera faite dans le terrain, dans toute la mesure du possible.
Energie	Réduire la dépendance aux énergies fossiles et promouvoir les énergies renouvelables en général, utiliser les sources d'énergie renouvelables de manière durable et efficace	X			Les tournées de collecte seront fortement réduites ainsi que le nombre de kilomètres parcourus par le camion. Le bilan carbone sera donc amélioré. Les citoyens pourront amener les 5 fractions de base aux écopoints à proximité, le cas échéant les autres fractions au CCV et ainsi éviter des trajets chez différents repreneurs comme actuellement.
Mobilité	Favoriser une mobilité sobre en carbone, privilégier les distances courtes et, si possible, les parcours à pied, à vélo ou en transports publics ; remplacer le trafic motorisé restant par des véhicules légers et fonctionnant à l'énergie électrique renouvelable	X			Les écopoints existants seront conservés et étoffés et serviront de points de collecte de proximité pour les fractions les plus courantes (papier et carton, alu et fer blanc ainsi que le verre). Cela évitera des déplacements trop fréquents au CCV. Pour les personnes qui ont besoin d'une aide logistique pour amener leurs déchets aux écopoints ou au CCV, un système sur appel sera mis en place.
Biens de consommation	Prendre en compte et réduire au minimum les émissions liées à la consommation, en particulier		X		Les matériaux utilisés seront choisis en fonction

	les émissions grises des biens et services – au niveau de l'ensemble du processus de production et d'achat, privilégier les investissements financiers neutres sur le plan climatique				des critères de durabilité applicables dans la mesure du possible.
Aménagement du territoire, urbanisme et espaces publics	Prendre en compte les changements climatiques avec des planifications cohérentes aux différentes échelles afin de promouvoir un développement territorial durable (densifier avec qualité, maximiser les surfaces vertes, arboriser les espaces publics et privés, etc.)		X		Les aménagements seront réalisés de manière durable en intégrant dans toute la mesure du possible des espaces semés et plantés favorables à la biodiversité.
Santé	Protéger la population des effets néfastes du changement climatique dans le cadre des constructions et aménagements réalisés	X			Les travaux d'aménagements veilleront à réduire au maximum les effets néfastes du changement climatique dans le cadre des aménagements réalisés.
Espaces naturels, biodiversité, dangers naturels	Protéger l'eau, la biodiversité, l'agriculture et les forêts face au changement climatique, lutter contre les crues et revitaliser les cours d'eau, améliorer la gestion du patrimoine arboré, augmenter la végétalisation en général (routes et espaces publics, espaces verts, toitures végétalisées, façades, pieds d'arbre, etc.), mettre en œuvre le label ville verte Suisse	X			Le projet n'a que peu d'impact sur cet aspect environnemental. Les aménagements réalisés qui empiètent sur des zones vertes font l'objet de mesures compensatoires.
Gouvernance	Mettre en place une démarche participative avec tous les milieux concernés	X			La démarche participative a été faite principalement avec le SEOD. Les propriétaires des parcelles privées ou cantonales concernés ont été tous consultés dans le cadre de l'élaboration du projet. Le dépôt de permis de construire permettra aux riverains d'être associés par la suite.

ARRETE DU CONSEIL DE VILLE

Le Conseil de Ville de la Commune municipale de Delémont

- vu :
 - le rapport du Conseil communal du 15 septembre 2026 ;
 - l'article 29, al. 1 let. j), r) et v) du Règlement d'organisation de la Commune municipale ;
 - le préavis favorable de la Commission UETP du 26 août 2026 ;
 - le préavis favorable de la Commission des finances du 7 septembre 2026 ;
- sur proposition du Conseil communal ;

arrête

1. Le crédit d'investissement de CHF 1'610'000 pour le réaménagement des écopoints existants et l'aménagement de trois nouveaux écopoints est accepté.
2. Cette décision est soumise au référendum facultatif.

AU NOM DU CONSEIL DE VILLE

La présidente :

La secrétaire :

Suzanne Maître-Schindelholz

Lucie Üncücan-Daucourt

Délai référendaire : 9 novembre 2026

Delémont, le 28 septembre 2026

**DEMANDE D'UN CRÉDIT DE CHF 2'080'000 POUR LE REAMENAGEMENT
DES VIES-STE-CATHERINE COMME ITINERAIRE MOBILITÉ DOUCE ET LA CREATION
D'UN NOUVEL ACCES ROUTIER AUX PRES-ROSES CONFORMEMENT
AUX MESURES 1.36a ET 1.36b DU PROJET D'AGGLOMÉRATION**

1. CONTEXTE

La présente demande de crédit, d'un montant de CHF 1'780'000.- vise à financer le réaménagement des Vies-St-Catherine pour la mobilité douce et à concrétiser l'accès routier dédié au trafic automobile depuis le giratoire des Prés-Roses aux terrains de sports.

L'objectif majeur est de créer un itinéraire réservé à la mobilité douce, sécurisé et confortable, par les Vies-St-Catherine et de créer un nouvel accès réservé au trafic automobile aux Prés-Roses depuis le centre d'entretien de l'A16.

Cela offrira un accès totalement sécurisé pour les personnes se rendant à pied ou à vélo aux terrains de football ou au camping. Le chemin actuel est en très mauvais état, n'est pas éclairé, est en partie sur le domaine privé et ne permet pas de garantir une sécurité et un confort suffisants aux différents usagers. Les terrains de football des Prés-Roses accueillent 25 équipes issues des clubs des SRD et du FC Diaspora, représentant près de 600 utilisateurs réguliers, allant du très jeune pratiquant au senior. La majorité des équipes s'entraînent plusieurs fois par semaine et jouent leurs matchs aux Prés-Roses, engendrant de surcroît la venue d'équipes externes à la Ville. En hiver, cette fréquentation reste très importante en raison de la période de location des terrains synthétiques aux clubs externes, entraînant un nombre de véhicules encore plus important puisque ces utilisateurs se rendent forcément en voiture jusqu'au complexe sportif. A cela s'ajoute la fréquentation par les classes de la Ville se rendant ponctuellement aux Prés-Roses pour des activités sportives. Finalement, l'utilisation des installations par le public n'est pas à négliger, une affluence constante et massive est observée. Cette forte fréquentation globale génère un trafic automobile important. Durant les créneaux d'entraînement par exemple, les mesures réalisées lors du projet de giratoire montrent que plus de 100 véhicules par heure à certains moments de la journée empruntent cette voie de circulation

Pour les plus jeunes, les déplacements se font généralement à pied ou à vélo, ce qui les amène à croiser de nombreux véhicules, au même titre que les promeneurs se rendant au camping ou les cyclistes qui empruntent ce passage pour se balader. Lorsque les véhicules motorisés se croisent, ils sont contraints d'empiéter sur les bas-côtés où se trouvent les piétons ou les cyclistes, ce qui peut facilement créer des accidents. Ce risque d'accident est encore accentué en automne et en hiver, période où l'obscurité coïncide directement avec les heures de plus forte affluence.

Ce sujet a déjà fait l'objet de plusieurs interventions au Conseil de Ville.

Le dispositif proposé a été discuté lors de l'aménagement du giratoire et d'un bout de route permettant l'accès à la nouvelle déchetterie. Il a l'avantage de contribuer largement à la solution préconisée à savoir sortir le trafic motorisé des Vies-St-Catherine pour le déplacer par ce nouveau parcours du giratoire au parking des Prés-Roses. Comme le montre l'annexe 2, à certaines heures, les charges de trafic actuelles sur les Vies-St-Catherine sont parfois très élevées et dépassent plus de 150 véhicules par heure notamment lors des entraînements, des matchs ou encore lorsque le camping est ouvert. Ce chiffre peut encore fortement augmenter en cas de matchs à forte affluence ou de tournois.

Sans ce dispositif déjà financé en grande partie par des partenaires externes, la solution aurait été encore plus onéreuse. De plus, l'accès à la déchetterie déboucherait sur un cul de sac alors qu'il ne reste qu'une courte distance pour relier cet accès à la route existante qui dessert le compost et notamment la première zone des places de parc des Prés-Roses.

Le réaménagement permettra de supprimer l'empiètement sur le terrain agricole qui augmente chaque année sous l'effet du trafic. Cette situation engendre des travaux réguliers de remise en état. Le projet permettra de clarifier durablement les limites et les usages des surfaces concernées. Des mesures constructives, telles que la mise en place de bordures infranchissables ou de barrières, seront réalisées afin de délimiter clairement les chemins des terres agricoles et préserver ces derniers des emprises du trafic. Par ailleurs, la déconstruction de la place de compost permettra de restituer du terrain à l'agriculture.

Cet itinéraire est planifié dans le Projet d'agglomération depuis la première génération (2007) et défini comme prioritaire (priorité A1). Il s'agit des mesures 1.36a « Vies Ste-Catherine, itinéraire vélos et piétons » et 1.36b « Route d'accès aux Prés-Roses ».

Comme indiqué dans le Projet d'agglomération, la mesure 1.36a concerne le réaménagement complet du chemin des Vies-Ste-Catherine en itinéraire réservé aux piétons et aux cyclistes, afin d'améliorer l'accès depuis le centre-ville, mais également les liaisons intercommunales liées à la mobilité douce. Le trafic routier actuel sera supprimé (mis à part les riverains et ayants droits autorisés) et déplacé à l'Ouest depuis le nouveau giratoire des Prés-Roses. Le trafic sera ensuite dirigé vers les Prés-Roses par une nouvelle route qui prolonge celle qui accède au Centre de collecte et de valorisation qui ouvrira ces prochains mois.

Le crédit d'étude, accordé en juin 2020, a permis de faire évoluer le projet en tenant compte des besoins liés à la réalisation de la future déchetterie régionale. Entretemps le projet de déchetterie a passablement évolué puisque le giratoire et la route d'accès au Centre de collecte et de valorisation des déchets ont été réalisés. Ils serviront à l'accès aux Prés Roses pour les véhicules. Il reste à prolonger cette route d'accès afin d'assurer la desserte des terrains des Pré-Roses et du camping pour les véhicules motorisés, garantissant ainsi un accès adapté à ces secteurs.

Le crédit d'étude a également permis de définir les besoins en matière de réseaux techniques (eau potable, eaux usées, eaux claires, électricité, télécommunications et autres infrastructures), afin de disposer d'une vision globale des équipements nécessaires à la réalisation du projet ainsi que de solutionner les aspects techniques et parcellaire.



2. PRIORITE POUR LA PROTECTION DU CLIMAT : PERTINENCE ET DURABILITE DU PROJET

Conformément à la motion 5.06/23, acceptée par le Conseil de Ville, un chapitre « Priorité pour la protection du climat » présente une évaluation du projet concernant leur pertinence et leur durabilité. Les détails des objectifs évalués et les commentaires y relatifs sont en annexe au présent message. En résumé, les points suivants peuvent être relevés :

- Le projet permettra de sécuriser un tracé actuellement dangereux pour les cyclistes et les piétons ;
- Il vise une utilisation judicieuse, économe et rationnelle du sol, afin d'optimiser les usages prévus ;
- La plupart des eaux pluviales seront gérées de manière optimale avec une infiltration dans les bas-côtés afin d'éviter de surcharger les réseaux et d'augmenter le débit des cours d'eau, en particulier le Ticle ;
- L'accessibilité aux transports publics sera également améliorée puisque l'arrêt de bus à la route de Porrentruy sera également, à terme, adapté dans le cadre du projet qui sera réalisé par le Canton.
- Des aménagements paysagers le long du chemin seront réalisés afin de favoriser la biodiversité en accord avec l'agriculteur concerné. Des luminaires répondant au concept « Voie lactée » des SID seront munis de détecteurs de mouvements ce qui évitera qu'ils soient allumés en permanence durant la nuit lorsqu'il n'y a plus de passage.
- Enfin, l'accès sera également sécurisé avec un renforcement de la signalisation du cheminement passant par la piscine.

3. CONTENU DU PROJET DE REAMENAGEMENT DES VIES SAINTE-CATHERINE

3.1 Bases de planification

Le développement du projet a pris en compte les éléments suivants : le Plan directeur communal (2017), le Plan directeur de la mobilité douce (2017), le Plan directeur des espaces publics et espaces verts (2019), le Plan directeur des déplacements (2017), le Cadastre du bruit routier (2013) et le Plan directeur Nature en ville.

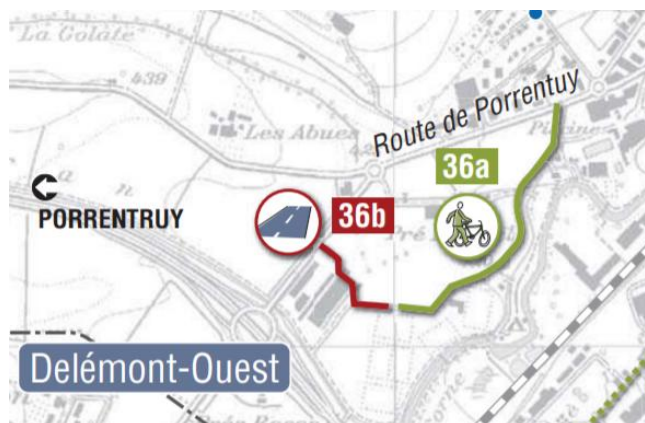


Figure 1 : Extrait du Plan directeur des déplacements (2017)



Figure 2 : Photo au Sud des terrains de football

3.2 Périmètre et contenu

Le projet de réaménagement des Vies-Ste-Catherine et la réalisation de l'accès aux Prés-Roses portent sur le secteur depuis la route de Porrentruy jusqu'à la route réalisée dans le cadre du nouveau giratoire des Prés Roses. Afin de renforcer la sécurité de tous les usagers, une limitation de vitesse à 30 km/h sera mise en place et étendue à l'ensemble du tronçon concerné pour garantir une circulation sécurisée.

Le tracé du projet est divisé en 4 secteurs en fonction de leur régime de circulation et de leurs caractéristiques :

- Secteur A (tracé rouge) : chaussée mixte
- Secteur B (tracé vert) : chaussée mixte restreinte
- Secteur C (tracé orange) : mobilité douce
- Secteur D (tracé bleu) : chaussée mixte

Les plans détaillés de chaque secteur sont sur le cloud du Conseil de Ville avec l'emplacement exact des arbres et des candélabres

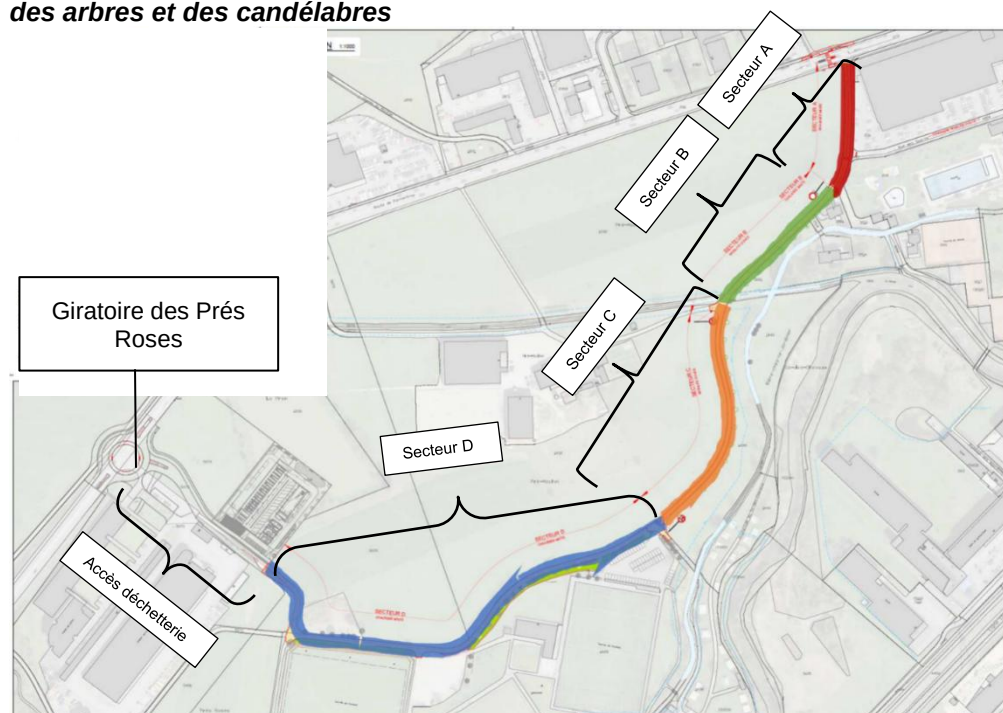


Figure 3 : Situation générale



Figure 4 : Vue aérienne (tracé bleu)

L'analyse de la provenance des usagers de la mobilité douce et du trafic motorisé met en évidence une répartition de la demande différenciée propre à chaque secteur. Les principaux flux peuvent être résumés comme suit.

Mobilité douce

Les principaux itinéraires prévus sont les suivants :

1. Les usagers provenant du Nord de Delémont emprunteront la route de Porrentruy et traverseront la route principale pour rejoindre le secteur des Vies Sainte-Catherine (secteurs A, B et C). Une étude est actuellement menée par le Canton pour améliorer cette traversée dans les 2 à 3 prochaines années.
2. Les usagers en provenance de l'Est et du Sud de Delémont utiliseront le passage existant par la Blancherie pour accéder aux secteurs A, B et C
3. Les usagers de Develier emprunteront la piste cyclable reliant Delémont à Develier (secteur D)
4. Les usagers de Courtételle utiliseront principalement la piste cyclable qui longe les voies CFF ainsi que le cheminement situé sous le viaduc de l'autoroute pour rejoindre le secteur D.

Trafic motorisé

Les principaux accès prévus pour le trafic motorisé sont les suivants :

1. Les usagers se rendant au centre d'entretiens, au CCV et au secteur des Prés-Roses, notamment aux terrains de football et au camping emprunteront le nouvel accès via le giratoire des Prés-Roses et suivront la nouvelle liaison (secteur D).
2. Les usagers se rendant à l'usine MI&S (anciennement Türck), aux terrains de tennis ainsi qu'aux habitations continueront d'utiliser l'accès existant situé à côté de l'usine MI&S (secteur A).
3. Les usagers se rendant au secteur du Pré-Mochel emprunteront le chemin d'accès raccordé au giratoire du Sporting.

3.3 Secteur A : Accroche à la ville

Les véhicules venant de la ville utilisent la voie de présélection existante pour accéder au site. La sécurité des piétons est assurée par un trottoir côté Sud et par un passage piéton permettant aux personnes venant du Nord de la route de Porrentruy de rejoindre les Vies Sainte-Catherine en toute sécurité. L'accès à la route de Porrentruy se fait avec une signalisation imposant aux véhicules de tourner à droite à la sortie du secteur.

Les aménagements cyclables seront renforcés dans le cadre du projet cantonal d'assainissement de ce tronçon de la route de Porrentruy prévu d'ici 2 à 3 ans. D'ici là, la configuration actuelle est maintenue sans intervention supplémentaire.

La chaussée de 5,50 m de large permet le croisement de deux voitures à vitesse réduite, même en présence d'un cycliste.

3.4 Secteur B : Accès limités

La chaussée du secteur B est destinée à un usage principalement pour la mobilité douce. Toutefois, la circulation automobile sera limitée aux seuls riverains dont les habitations sont situées au début du secteur B, au trafic agricole pour l'exploitation des surfaces agricoles du périmètre ainsi qu'aux promeneurs à cheval. Réalisée en enrobé bitumineux et d'une largeur de 4,00 m, la chaussée permettra des croisements confortables entre les différents usagers de la mobilité douce. Pour empêcher le trafic de transit et garantir la sécurité et les accès, des bornes rétractables mécaniques seront mise en œuvre.

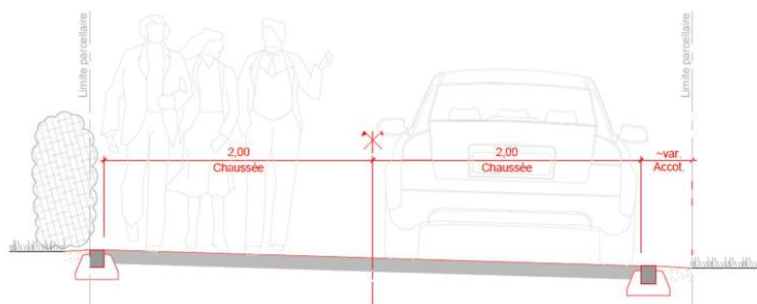


Figure 5 : Coupe secteur B

3.5 Secteur C : Mobilité douce

Ce secteur est entièrement consacré à la mobilité douce. La chaussée en enrobé, d'une largeur de 3,00 m, garantit un confort optimal aux usagers et permet un croisement aisé au sein de cet espace partagé.

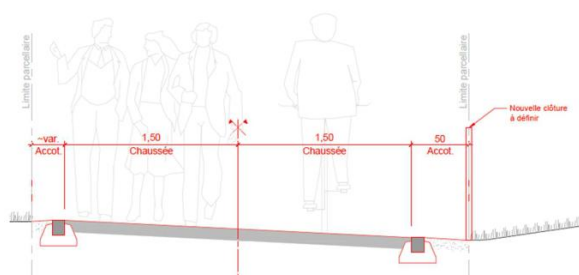


Figure 6 : Coupe secteur C

3.6 Secteur D : Accès depuis la déchetterie

Le régime de circulation dans ce secteur est mixte. En l'absence de trottoir et de bande cyclable, la vitesse est également fixée à 30 km/h.

La chaussée présente une largeur de 4,00 m, permettant le croisement de deux voitures à faible vitesse.

Afin de faciliter le croisement de véhicules de plus grand gabarit, notamment des caravanes, des niches de croisement sont aménagées. Celles-ci sont implantées à intervalles d'environ 70 m et présentent une longueur de 20 m et une largeur de 1 m. Ce secteur correspond à la future route d'accès desservant le quartier des Prés-Roses et le camping qui débute après la déchetterie et se poursuit jusqu'au camping. Un carrefour est aménagé à l'emplacement de l'actuelle entrée du parking des terrains de football afin de gérer au mieux les flux de trafic motorisé et de mobilité douce. Une borne rétractable sera également installée pour empêcher les véhicules motorisés d'emprunter l'itinéraire de mobilité douce.

Afin de limiter le trafic sur la partie Est du secteur D et éviter des retournements sur le parking en bitume en bout de route, des places dépose-minute seront mises en place près du premier parking en groise pour les enfants qui doivent être amenés et repris. Une signalisation adéquate sera mise en place.

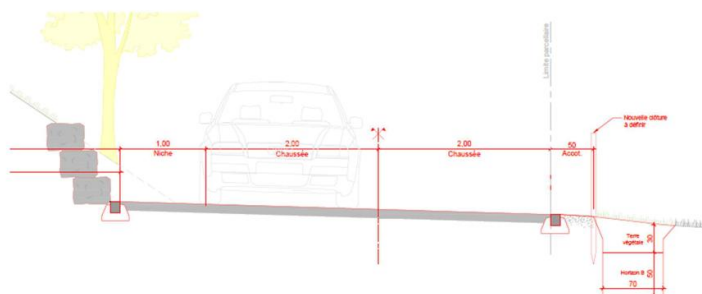


Figure 7 : coupe secteur D avec niche

4. EQUIPEMENTS

4.1 Electricité

Les Services industriels de Delémont prévoient d'installer de nouvelles conduites dans la chaussée afin de boucler le réseau existant et en renforcer l'alimentation. Ces infrastructures permettront également de desservir les futurs aménagements du secteur Ouest, notamment la déchetterie et l'extension du centre d'entretien pour l'Office fédéral des routes (halle UTIX). Les conduites profiteront à l'injection de l'électricité qui sera produite par l'installation photovoltaïque de la déchetterie. Une partie du réseau sera assainie comprenant notamment le démontage de la ligne aérienne qui alimente le Pré-Mochel.

4.2 Eclairage public

Un éclairage public sur l'ensemble des secteurs avec des candélabres espacés d'environ 20 à 25 m, seront judicieusement implantés afin de préserver l'exploitation des terrains agricoles. Le matériel retenu est compatible avec le programme d'équipement du projet « Voie lactée ». Compte tenu de la fréquence du trafic, il est prévu d'équiper les luminaires de détecteurs de mouvements. Leur implantation définitive a été arrêtée en coordination avec les différents intervenants, en tenant compte du projet de plantation d'arbres et des besoins de l'exploitant agricole.

4.3 Eaux usées

Le réseau principal de canalisations sera assaini. La commune adaptera son réseau afin de permettre la mise en conformité de certaines infrastructures situées le long du projet. Suite aux contrôles effectués, l'adaptation de certaines infrastructures existantes incombera aux propriétaires privés, qui bénéficieront du soutien de la commune pour répondre aux exigences réglementaires en vigueur.

4.4 Eaux claires

Selon les directives de la VSA, (Association suisse des professionnels de la protection des eaux) relatives à l'évacuation des eaux pluviales, l'infiltration des eaux est admissible pour les routes de desserte, les chemins piétonniers et les pistes cyclables. Ainsi, dans les secteurs B et C, les eaux claires de la chaussée seront infiltrées directement dans les bas-côtés, au travers de la couche de terre végétale et une tranchée drainante. Dans le secteur D, les eaux claires de la chaussée seront soit infiltrées directement par les bas-côtés, soit raccordées au réseau d'eaux claires sur la partie où ce réseau existe déjà mais qui devra subir quelques assainissements. En effet, un collecteur d'eaux claires a été mis en évidence à la suite des investigations menées dans ce secteur.

Dans le secteur A, la gestion des eaux claires en système séparatif demeure avec la récolte des eaux pluviales au moyen de grilles d'écoulement ; celui-ci sera prolongé à l'ouest.

4.5 Eau potable

Des conduites d'eau potable sont présentes le long des Vies Sainte Catherine, mais aucune intervention sur le réseau d'eau potable n'est prévue dans le cadre de ce projet.

4.6 Aspects paysagers

Le futur itinéraire renforcera la mobilité douce entre la ville, les installations sportives des Prés-Roses et le camping. Une attention particulière a été portée à son intégration paysagère afin de renforcer la qualité de cet aménagement. Des plantations d'arbres sont prévues sur toute la partie Sud du tracé et dans le secteur B, sur la parcelle 1661, en accord avec le propriétaire.

Ces aménagements permettront de créer un ombrage bénéfique pour les usagers du chemin tout en renforçant la qualité écologique du secteur. Plus à l'Ouest, l'abattage de quelques arbres sera nécessaire, ils seront compensés et la piste finlandaise sera déplacée de quelques mètres afin de permettre la réalisation du projet. Pour ces travaux, les jardiniers de la voirie seront associés à ces étapes importantes d'aménagement, puisqu'ils seront chargés de l'entretien futur.

4.7 Emprises

La réalisation du projet nécessite des emprises sur des terrains de propriétaires privés. Des discussions ont déjà eu lieu et celles-ci feront l'objet d'un plan de mutation établi par le géomètre officiel. La surface totale concernée est d'environ 660 m².

Actuellement, l'empiètement sur le terrain agricole augmente chaque année sous l'effet du trafic. Cette situation engendre des travaux réguliers de remise en état. Le projet permettra de clarifier durablement les limites et les usages des surfaces concernées. Des mesures constructives, telles que la mise en place de bordures infranchissables ou de barrières, seront réalisées afin de délimiter clairement les chemins des terres agricoles et préserver ces derniers des emprises du trafic.

4.8 Réalisation du chantier

Une planification précise des travaux va permettre une réalisation en limitant les désagréments pour les utilisateurs. L'exécution est prévue en quatre phases successives.

La **première phase** concerne le secteur D jusqu'à l'entrée du premier parking situé à l'Ouest des Prés-Roses. Elle permettra de modifier l'accès aux terrains de football, qui s'effectuera désormais par le giratoire des Prés-Roses. Durant cette étape, l'accès au site des Prés-Roses et au camping restera inchangé par les Vies Sainte-Catherine.

La **deuxième phase** portera sur la poursuite des travaux du secteur D jusqu'au carrefour de l'entrée du parking Est, dont les aménagements seront réalisés en dehors de la période d'ouverture du camping afin de limiter les nuisances.

La **troisième phase** concernera le secteur C, où les travaux seront exécutés en demi-chaussée de manière à maintenir la circulation de la mobilité douce.

Enfin, la **quatrième phase** portera sur le secteur B, également réalisé en demi-chaussée, afin de garantir la continuité des déplacements de la mobilité douce ainsi que l'accès aux riverains pendant toute la durée du chantier.

4.9 Déconstruction de la place de compost

Depuis la mise en service du biogaz de Courtemelon, la place de compost communale des Prés-Roses n'est plus exploitée et a été temporairement remplacée par une nouvelle installation située à l'entrepôt de la voirie.

La place des Prés-Roses étant aménagée sur une parcelle privée d'un agriculteur, il convient désormais de restituer le terrain à son propriétaire. Le démantèlement des installations est donc nécessaire.

Dans un souci d'optimisation des coûts et afin de profiter des synergies avec les travaux prévus aux Vies Sainte-Catherine, ces opérations seront réalisées simultanément. Cette coordination permettra de démonter les installations, de remettre le terrain en état et de le restituer à l'agriculteur en minimisant les coûts.

Les travaux feront l'objet d'une demande d'autorisation et seront accompagnés d'un suivi environnemental. En effet, les jus issus du stockage des déchets verts ont pu s'infiltrer dans le sol au fil des années. Des analyses seront réalisées afin de vérifier l'état du terrain. Si une pollution est mise en évidence, des mesures d'assainissement seront mises en œuvre avant la restitution de la parcelle, conformément aux exigences légales en vigueur. Les coûts de ce démantèlement, y compris les frais de dépollution, qui sont autofinancés par les déchets, sont intégrés à ce présent crédit.

5. ESTIMATION DES COÛTS

Financièrement, le devis a été établi selon les rentrées de soumission avec une précision de +/-10% pour les coûts de génie civil. Le coût total est de CHF 2'080'000.- TTC, y compris les honoraires d'ingénieurs.

Un montant de CHF 1'200'000.- est inscrit au plan financier des investissements 2026 (partie financée par l'impôt), pour les investissements autofinancés, CHF 200'000.- sont inscrits pour le réseau d'eaux usées et CHF 600'000.- pour les SID. Ce dernier montant a été estimé en comptant avec une externalisation des travaux. En fonction des disponibilités, les travaux de main d'œuvre sous rubrique SID seront toutefois autant que possible internalisés.

Une participation cantonale, d'un montant maximal de CHF 300'000.-, est prévue au titre de l'itinéraire cyclable d'intérêt cantonal. Par ailleurs, le Projet d'agglomération de première génération (2007) prévoyait la mesure 1.36b « Route d'accès aux Prés-Roses », pour laquelle la subvention a déjà été perçue lors de la réalisation du giratoire. S'agissant de la mesure 1.36a « Vies Ste-Catherine, itinéraire vélos et piétons », bien que le projet soit inscrit au Projet d'agglomération, cette mesure ne donne pas droit à une subvention à ce titre.

1. Aménagements routiers	Estimation (TTC)
Travaux génie civil	853'000
Mobiliers urbains acquisition de terrains	99'000
Divers et imprévus	95'000
Honoraires	140'000
Total TTC aménagements routiers	1'187'000
2. Démolition place de compost	
Travaux de génie civil	110'000
Honoraires et analyses	22'000
Divers et imprévus	13'000
Total TTC démolition place de compost	145'000
3. Réseaux d'eaux usées et eaux claires	
Travaux génie civil	123'000
Divers et imprévus	12'000
Honoraires	12'000
Total TTC réseaux d'eaux usées et eaux claires	147'000
4. Réseaux SID	
Réseau électrique part GC	150'000
Main d'œuvre réseau électrique	62'000
Fournitures réseau électrique	36'000
Eclairage public part GC	75'000
Main d'œuvre éclairage public	75'000
Fournitures éclairage public	80'000
Divers et imprévus	57'000
Honoraires	66'000
Total TTC réseaux SID	601'000
TOTAL CREDIT TTC BRUT	2'080'000

Charge financière amortissements - montants en CHF		
Taux de l'amortissement comptable payé par l'impôt pour les travaux de génie civil, 40 ans 2,5%	1'187'000	29'675
Taux de l'amortissement comptable autofinancé déchets, 40 ans taux 2,5 % fonds No 29004.00, solde disponible au 31.12.2025 CHF 954'470.70	145'000	3'625
Taux de l'amortissement comptable autofinancé réseaux d'eaux usées et claires, 80 ans taux 1,25%, fonds No 29004.00, solde disponible au 31.12.2025 CHF 954'470.79	147'000	1'838
Taux de l'amortissement comptable autofinancé réseau électrique SID, 50 ans taux 2,0 %	323'000	6'460
Taux de l'amortissement comptable autofinancé éclairage public SID, 25 ans taux 4,0 %	278'000	11'120

Charge financière intérêts - montants en CHF		
Charge d'intérêts maximale payée par l'impôt pour les travaux de génie civil, calculée sur un taux moyen de 3 %*	1'187'000	35'610
Charge d'intérêts maximale autofinancée pour les déchets calculés sur un taux moyen de 3%* fonds No 29004.00, solde disponible au 31.12.2025 CHF 954'470.80	145'000	4'350
Charge d'intérêts maximale autofinancée pour le réseau d'eaux usées et claires calculés sur un taux moyen de 3%* fonds No 29004.00, solde disponible au 31.12.2025 CHF 954'470.50	147'000	4'410
Charge d'intérêts maximale autofinancée payée pour les réseaux SID, calculée sur un taux de 3%*	601'000	18'030
Total de la charge financière annuelle autofinancée (déchets + eaux usées + SID)		49'833
Total de la charge financière annuelle non autofinancée (aménagement routiers)		65'285

*L'amortissement financier et le taux d'intérêt ne peuvent pas être déterminés de cas en cas, la Municipalité procédant à des emprunts à court, moyen et long terme selon ses besoins globaux réels.

6. PRÉAVIS DES COMMISSIONS ET PROPOSITION DU CONSEIL COMMUNAL

Le crédit de CHF 1'780'000 à charge de la commune après déduction de la participation cantonale de CHF 300'000 a été préavisé par les commissions communales comme suit :

- Commission UETP, lors de la séance du 26 août 2026 : préavis favorable
- Commission de l'Energie et des Eaux, lors de la séance du 3 septembre : préavis favorable
- Commission des Finances, lors de la séance du 7 septembre 2026 : préavis favorable

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil communal propose au Conseil de Ville d'accepter le crédit de CHF 1'780'000.- destiné à l'aménagement de l'itinéraire cyclable de Vies Sainte-Catherine.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL
Le président : Le chancelier :

Damien Chappuis

Nicolas Guenin

ANNEXE 1

Plan climat - défis et objectifs de la lutte contre le réchauffement climatique pris en compte par le crédit

L'intégration des défis de la lutte contre le réchauffement climatique est effective depuis de nombreuses années dans les planifications communales, notamment dans les domaines de l'énergie, de l'aménagement du territoire, de la mobilité, de l'eau et des constructions en général. Elle doit être renforcée de manière importante en lien avec les changements vécus ces dernières années et les nouvelles aspirations largement exprimées par la population. Le but clairement affiché doit être de réduire l'empreinte écologique et la production des émissions de CO₂ afin d'améliorer le cadre et la qualité de vie en général. Les domaines d'action identifiés et les principaux objectifs fixés en vue d'élaborer le plan climat sont les suivants :

Notice - Grille d'évaluation : les domaines et les objectifs principaux découlent des premières démarches du plan climat, l'évaluation permet de mesurer globalement la possibilité d'atteindre les objectifs, et les commentaires précisent les modalités de mise en œuvre dans le présent projet

EVALUATION					
DOMAINES	OBJECTIFS PRINCIPAUX	+	+/-	-	COMMENTAIRES
Construction	Réduire la consommation, tenir compte des émissions grises générées par les matériaux dans les projets de construction, assurer une gestion durable de l'eau (infiltration, rétention, récupération, réduction de la consommation)	X			Les matériaux utilisés seront choisis en fonction des critères de durabilité applicables selon les nouvelles directives émises par le Canton. L'infiltration des eaux sera faite dans le terrain, dans toute la mesure du possible.
Energie	Réduire la dépendance aux énergies fossiles et promouvoir les énergies renouvelables en général, utiliser les sources d'énergie renouvelables de manière durable et efficace	X			L'éclairage public sera conçu en intégrant les objectifs fixés dans le projet « Voie lactée » des SID.
Mobilité	Favoriser une mobilité sobre en carbone, privilégier les distances courtes et, si possible, les parcours à pied, à vélo ou en transports publics ; remplacer le trafic motorisé restant par des véhicules légers et fonctionnant à l'énergie électrique renouvelable	X			Le projet permet de créer un itinéraire réservé à la mobilité douce par les Vies-Ste-Catherine.
Biens de consommation	Prendre en compte et réduire au minimum les émissions liées à la consommation, en particulier les émissions grises des biens et services – au niveau de l'ensemble du processus de production et d'achat, privilégier les investissements financiers neutres sur le plan climatique		X		Les matériaux utilisés seront choisis en fonction des critères de durabilité applicables dans la mesure du possible.
Aménagement du territoire, urbanisme et espaces publics	Prendre en compte les changements climatiques avec des planifications cohérentes aux différentes échelles afin de promouvoir un développement territorial durable (densifier avec qualité, maximiser les surfaces vertes, arboriser les espaces publics et privés, etc.)		X		Les aménagements seront réalisés de manière durable en intégrant dans toute la mesure du possible des espaces semés et plantés favorables à la biodiversité.
Santé	Protéger la population des effets néfastes du changement climatique dans le cadre des constructions et aménagements réalisés	X			Les travaux d'aménagements veilleront à réduire au maximum les effets néfastes du changement climatique dans le cadre des aménagements réalisés.
Espaces naturels, biodiversité, dangers naturels	Protéger l'eau, la biodiversité, l'agriculture et les forêts face au changement climatique, lutter contre les crues et revitaliser les cours d'eau, améliorer la gestion du patrimoine arboré, augmenter la végétalisation en général (routes et espaces publics, espaces verts, toitures végétalisées, façades, pieds d'arbre, etc.), mettre en œuvre le label ville verte Suisse	X			De nouvelles plantations d'arbres sont prévues à plusieurs endroits le long du tronçon. Les parties de terrain en bord de route et de chemin seront semées avec des essences favorables à la biodiversité.
Gouvernance	Mettre en place une démarche participative avec tous les milieux concernés	X			La démarche participative a été faite principalement les riverains et le Canton qui a examiné le projet et l'a préavisé favorablement. Les propriétaires des parcelles privées ou cantonales concernés ont été tous consultés dans le cadre de l'élaboration du projet.

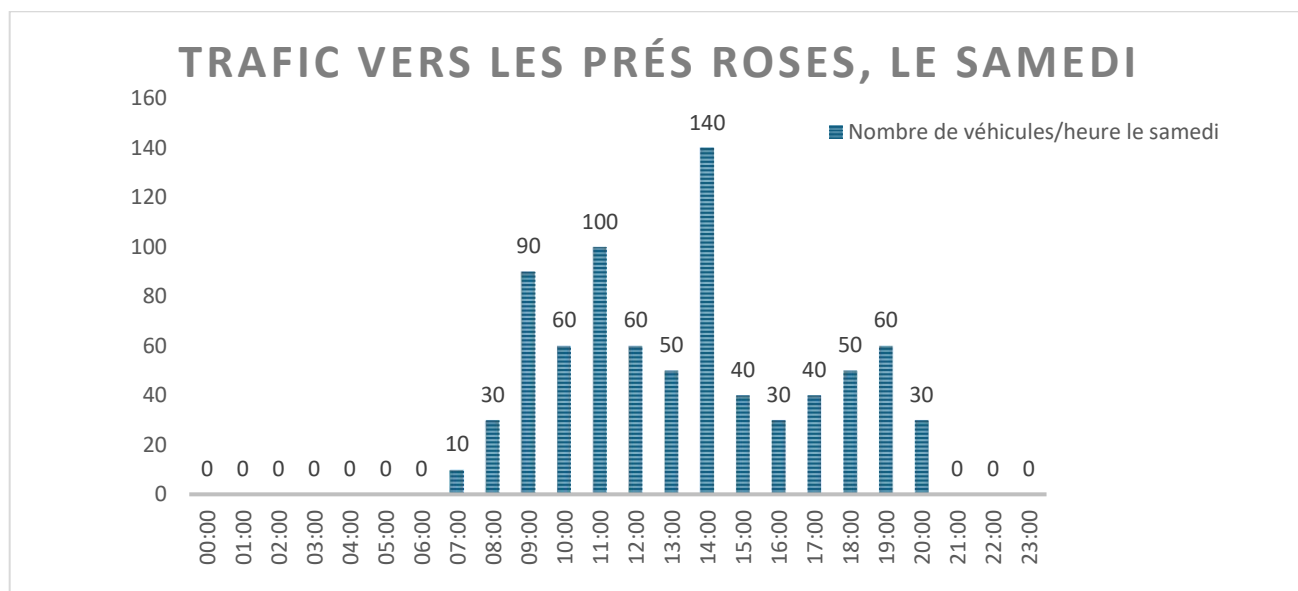
ANNEXE 2 : charges du trafic qui sera déplacé des Vies-Ste-Catherine vers le nouvel accès des Prés Roses


Figure 8 trafic vers les terrains de sport et du camping sur le chemin des Prés Roses le samedi

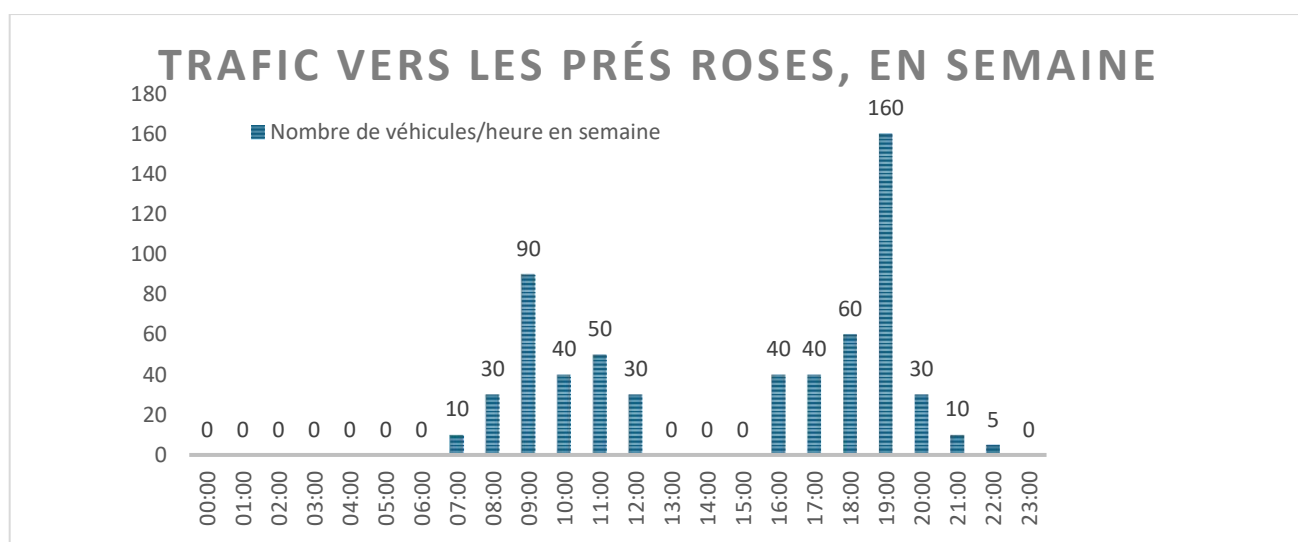


Figure 9 : trafic vers les terrains de sport et du camping sur le chemin des Prés Roses en semaine

Comme le montrent les graphiques, les charges de trafic générées par les Prés-Roses, notamment par les activités sportives et le camping, sont importantes à certaines heures de la journée :

- En semaine comme le week-end, jusqu'à 100 véhicules par heure sont enregistrés en matinée ;
- En semaine, jusqu'à 160 véhicules par heure circulent en soirée, notamment pour se rendre aux entraînements ;
- Le week-end, jusqu'à 140 véhicules par heure sont enregistrés en début d'après-midi le samedi ;
- Lors d'événements à forte affluence, tels que des tournois ou des matchs, le trafic peut atteindre plusieurs centaines de véhicules.

Actuellement, le trafic lié aux matchs et aux entraînements transite par les Vies-Sainte-Catherine, ce qui génère des problèmes de sécurité et de cohabitation avec les autres usagers.

À l'avenir, ce trafic sera reporté vers le nouvel itinéraire routier des Prés-Roses. Ce réaménagement permettra ainsi de détourner le trafic sportif et du camping de l'itinéraire actuel et de supprimer les problèmes de danger et de sécurité aujourd'hui rencontrés sur les Vies-Sainte-Catherine.



ITINÉRAIRE MOBILITÉ DOUCE "VIES STE-CATHERINE" NOUVEL ACCÈS ROUTIER PRES ROSES

PLAN DE ROUTE

AMENAGEMENTS SURFACIQUES ET RESEAUX SOUTERRAINS

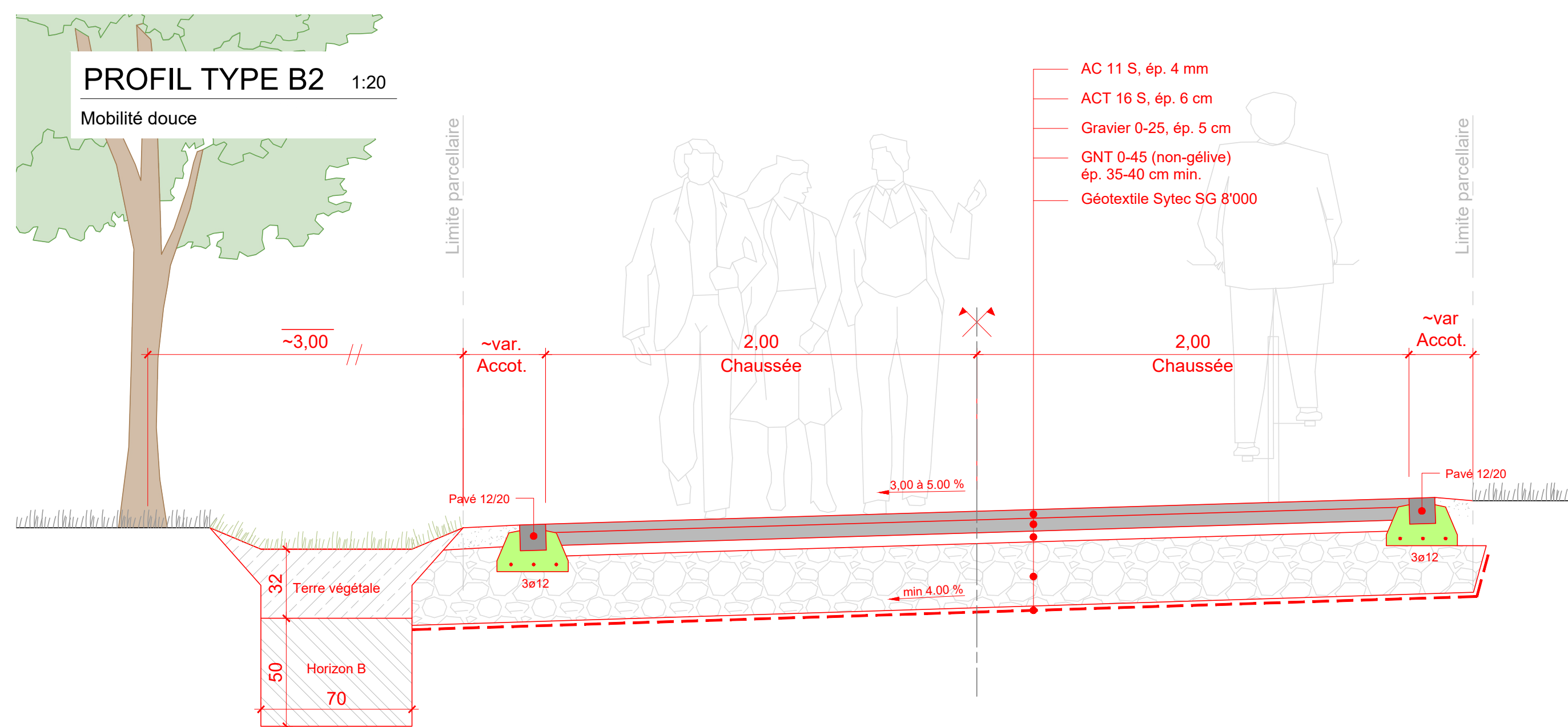
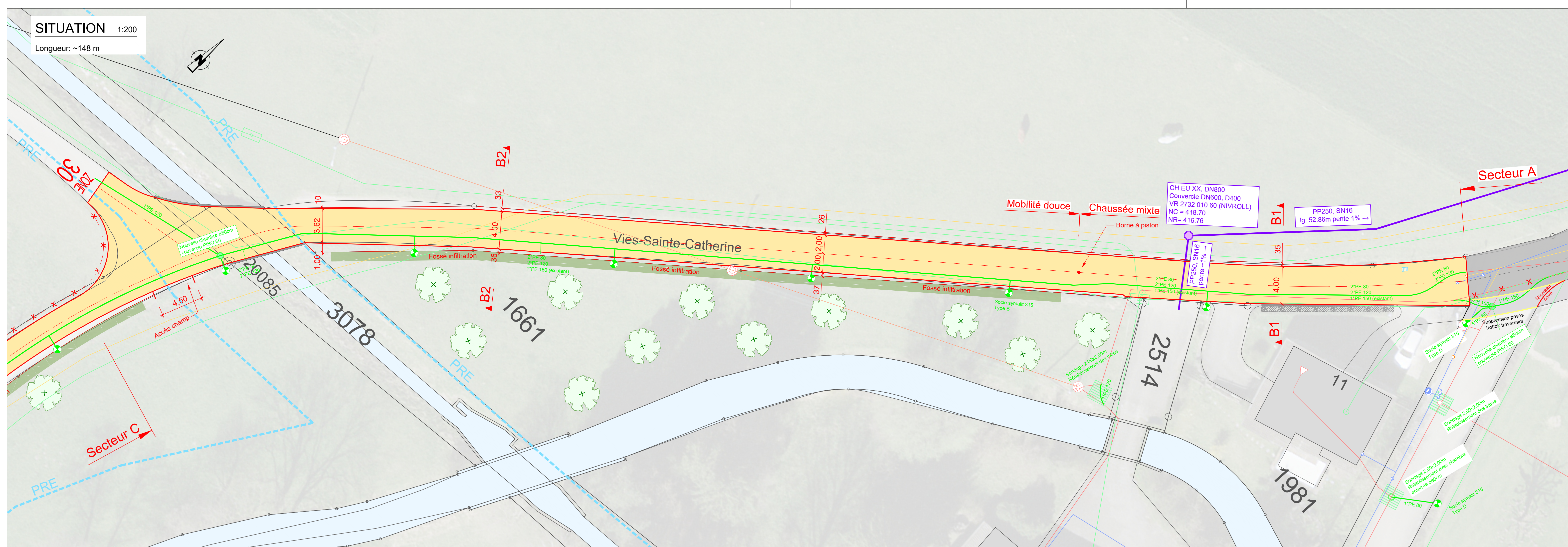
SECTEUR B

SITUATION + PROFILS TYPES

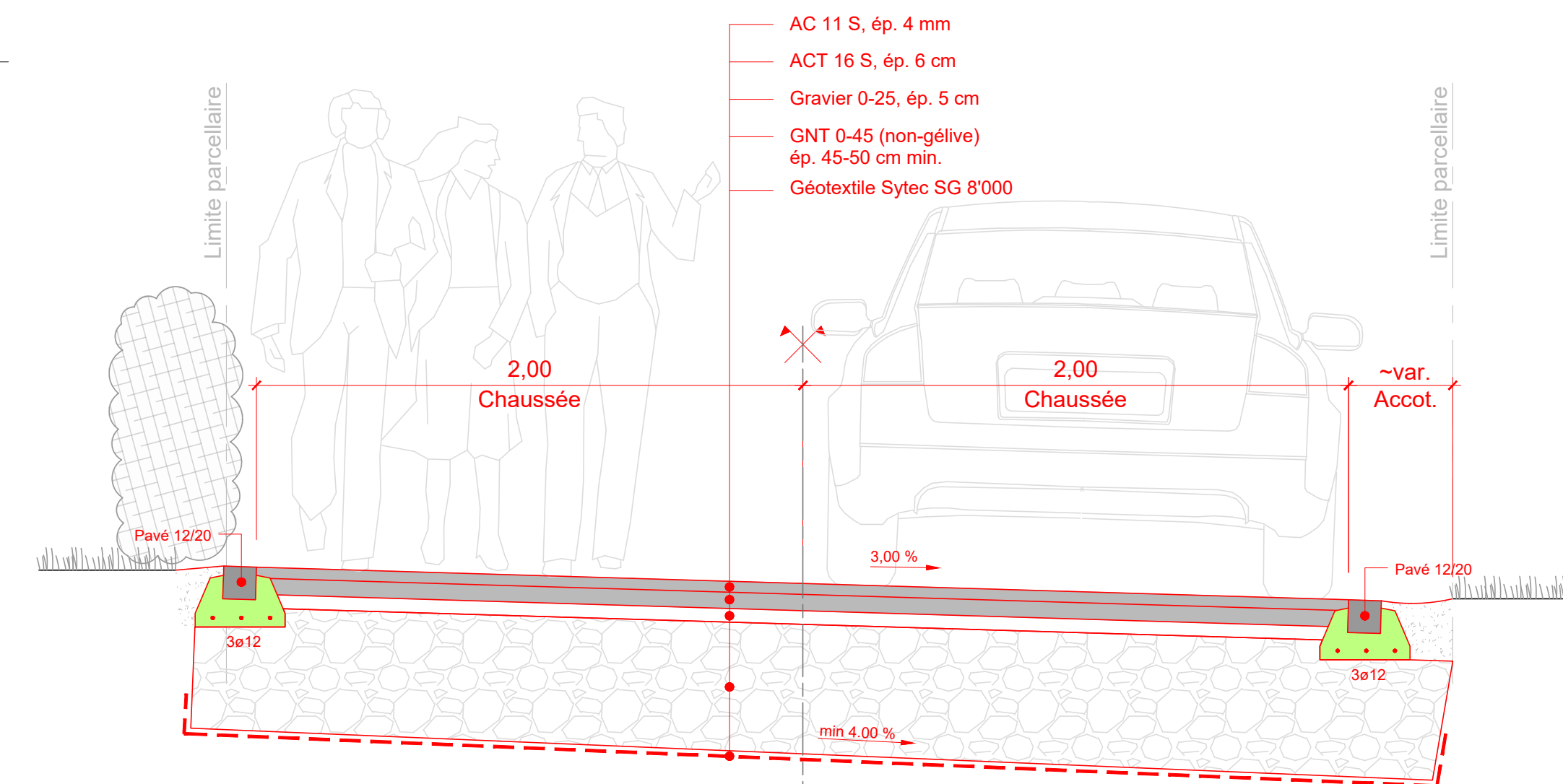
N° PROJET 985	Format : 45 x 105	Date : 30.06.2026	Dessiné par : YW	Contrôlé par : PN
N° PLAN 03	Indice	Date	Dessiné par	Contrôlé par
	A	07.07.2026	YW	PN
	B			
	C			



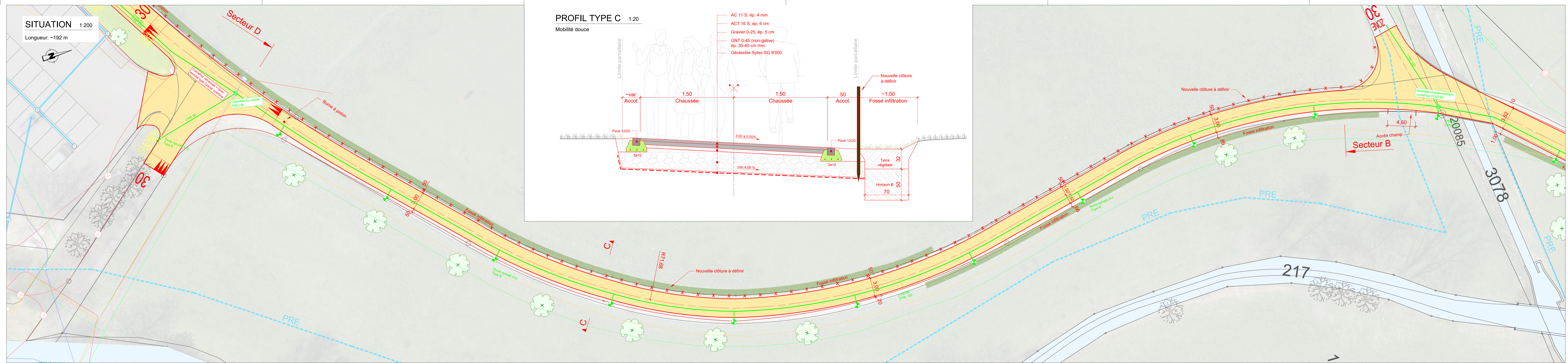
Rue du Jura 1, 2800 Delémont Tél. +41 32 423 83 30 info@pepinatale.ch www.pepinatale.ch Instagram: @pepinatale



Chaussée mixte



Rue du Jura 1, 2800 Delémont Tél. +41 32 423 83 30 info@pepinatale.ch www.pepinatale.ch Instagram: @pepinatale





COMMUNE DE DELEMONT
DEPARTEMENT DE L'URBANISME, DE L'ENVIRONNEMENT
ET DES TRAVAUX PUBLICS

ITINÉRAIRE MOBILITÉ DOUCE "VIES STE-CATHERINE"
NOUVEL ACCÈS ROUTIER PRES ROSES

PLAN DE ROUTE

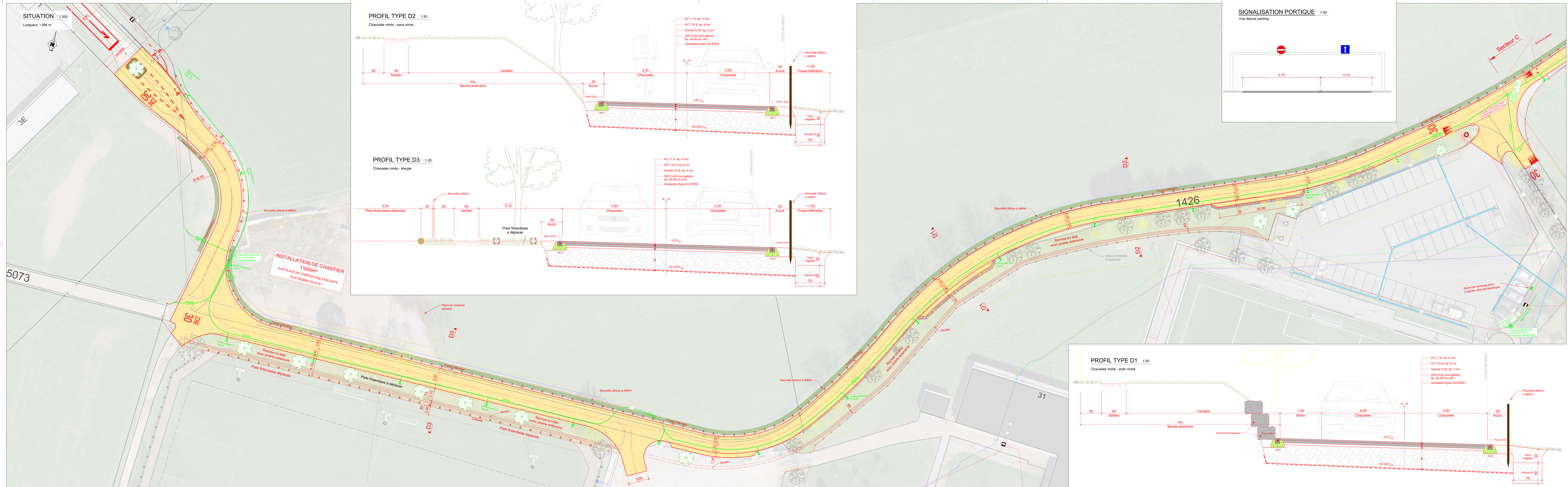
AMENAGEMENTS SURFACIQUES
ET RESEAUX SOUTERRAINS

SECTEUR D
SITUATION + PROFILS TYPES

N° PROJET 985	Format : 60 x 210	Date : 30.06.2026	Destiné par : YW	Contrôlé par : PN
N° PLAN 05	Indice	Date	Destiné par	Contrôlé par
	A	07.07.2026	YW	PN
	B			
	C			



Fuse du lundi 1, 2020 Delemont Tél : +41 31 423 83 30 info@pepinatale.ch www.pepinatale.ch
2 : BUREAU/AMENAGEMENTS - UEP Les Vies Ste Catherine/Plans Ingénieurs/Plans de route/985-05 - Secteur D - A-D_situations.dwg



ARRETE DU CONSEIL DE VILLE

Le Conseil de Ville de la Commune municipale de Delémont

- vu :
 - le rapport du Conseil communal du 15 septembre 2026 ;
 - l'article 29, al. 1 let. j), r) et v) du Règlement d'organisation de la Commune municipale ;
 - le préavis favorable de la Commission UETP du 26 août 2026 ;
 - le préavis favorable de la Commission des finances du 7 septembre 2026 ;
- sur proposition du Conseil communal ;

arrête

1. Le crédit de CHF 2'080'000.- pour le réaménagement des Vies-Ste-Catherine comme itinéraire mobilité douce et la création d'un nouvel accès routier aux Prés-Roses conformément aux mesures 1.36a et 1.36b du projet d'agglomération est accepté.
2. Cette décision est soumise au référendum facultatif.

AU NOM DU CONSEIL DE VILLE

La présidente :

La secrétaire :

Suzanne Maître-Schindelholz

Lucie Üncücan-Daucourt

Délai référendaire : 9 novembre 2026

Delémont, le 28 septembre 2026



Parti socialiste
Delémont

3.02/26

Interpellation

Stratégie Immobilière

Avec son patrimoine administratif et son patrimoine financier la commune est propriétaire d'un grand parc immobilier. La réponse à la question 2.06/26 sur l'accessibilité relève la variété de ce parc mais aussi des problèmes, ceux notamment liés à son entretien que la demande de crédit pour la rénovation du Châtelet illustre cruellement. Si nous avons porté beaucoup d'attention aux bâtiments SAFED au sud de la gare, le crédit pour le Châtelet ainsi que le problème de l'accessibilité nous rappellent que les bâtiments requièrent une attention systématique. Dans le cas des réseaux d'électricité, du gaz, des routes, de la Blancherie la commune a un suivi d'entretien de ces infrastructures, en s'appuyant notamment sur des crédits cadres. Nous savons que les services connaissent le patrimoine bâti mais nous souhaitons connaître la stratégie immobilière de la commune, le patrimoine administratif et financier et leur rôle respectifs. Y a-t-il des plans à court ou moyen terme concernant les divers édifices de la commune ?

Delémont, le 29 juin 2026

Pour le groupe socialiste

Fanny Wisler

Groupe CS·POP et VERT·E·S

Delémont, le 1er Juin 2026

Motion

ÉNERGIE POUR LA VIE POUR LE PEUPLE DE CUBA

Depuis plusieurs mois, le gouvernement des États-Unis d'Amérique a bloqué toutes les livraisons d'hydrocarbures à Cuba, y compris en arraisonnant des navires pétroliers dans les eaux internationales. Les conséquences sont dramatiques : coupures d'électricité de plusieurs heures par jour, transports réduits drastiquement et services essentiels pour la population (santé, éducation, distribution de nourriture) rationnés.

Le blocus économique et énergétique unilatéral des États-Unis contre Cuba, et notamment l'arraisonnement de navires de transports constituent des actes illégaux, violent le droit international et sont dénoncés à L'organisation des Nations Unies (ONU) par la quasi-totalité des États membres.

Une mobilisation concrète pour venir en aide à la population de Cuba, soumise aux conséquences sans précédent de ce blocus drastique, est plus urgente que jamais. L'envoi d'aide humanitaire urgente effectué par plusieurs pays (Mexique, Brésil, Suède, Espagne, etc.) montre que la mobilisation internationale est effective et nécessaire.

Pour entretenir sa vocation humanitaire et en défense du droit international face au blocus unilatéral qui frappe la population de Cuba, la Ville de Delémont devrait donner un signal de solidarité concret, avec un montant proportionné, pour venir en aide à la population de la grande île des Caraïbes. Une contribution de la Ville de Delémont destinée à l'installation de panneaux photovoltaïques aux hôpitaux de Cuba, à l'instar de celle décidée par les villes de Zurich en 2025 et de Genève en 2026 (Fr. 100'000.-), participerait à l'effort pour affranchir Cuba de la dépendance des fournitures de pétrole bloquées par les États-Unis.

La souveraineté en énergies propres aiderait Cuba à résister et donnerait un signal positif pour les solutions basées sur le respect du droit international pour les grands problèmes de la planète. L'ONG mediCuba-Suisse est une organisation non gouvernementale de soutien au système de santé à Cuba avec son siège romand à Genève, reconnue et collaborant étroitement depuis plus de trente ans avec la Direction du développement et de la coopération de la Confédération suisse (DDC), avec de nombreux hôpitaux et institutions de santé en Suisse et avec le Ministère de la Santé publique de la République de Cuba.

Le soutien à des projets d'installation de panneaux solaires à Cuba sont déjà bien lancés en Suisse et en Europe avec mediCuba-Suisse, avec la campagne du réseau mediCuba-Europe et celle de grande ampleur en Italie « Énergie pour la vie ! Allumons la lumière à Cuba ! » portée par de grandes ONG syndicales et de solidarité. mediCuba-Suisse participe déjà à des projets de fourniture, de montage et au suivi de l'installation de panneaux solaires à l'École latino-américaine de médecine (ELAM) de La Havane et à l'Hôpital Faustino Pérez de Matanzas. Au vu de la situation d'urgence actuelle, ces projets, avec beaucoup d'autres, ont besoin d'un maximum de soutien.

Par cette motion, le groupe CS•POP et Vert•e•s demande au Conseil Communal :

- Qu'un montant soit alloué à l'installation de panneaux solaires sur les infrastructures de santé (hôpitaux, dispensaires) de Cuba afin de contribuer à surmonter de manière durable la grave crise énergétique provoquée par le blocus maritime de l'île depuis le mois de janvier 2026.

- Ce montant, entre Fr. 5'000.- et 10'000.- , au choix du Conseil Communal, sera octroyé à l'ONG mediCuba-Suisse sous forme de contribution d'aide humanitaire urgente pour l'installation de panneaux solaires à Cuba.

Pour le groupe CS•POP et VERT•E•S

Mérané Woudman

Séance du Conseil de Ville du 28 septembre 2026
Préavis du Conseil communal sur les postulats et motions
(art. 39 al. 3 du Règlement du Conseil de Ville)

Développement de la motion

5.03/26

« Energie pour la vie pour le peuple de Cuba »

Auteur-e	M. Mérane Woudman, CS-POP / Les Vert-e-s		
But visé	Allouer un montant oscillant entre Fr. 5'000.- et 10'000.- à l'ONG mediCuba-Suisse sous forme de contribution d'aide humanitaire d'urgence, pour l'installation de panneaux solaires sur les infrastructures de santé (hôpitaux, dispensaires) de Cuba afin de contribuer à surmonter de manière durable la grave crise énergétique provoquée par le blocus maritime de l'île depuis le mois de janvier 2026.		
Préavis du Conseil communal	Acceptée	Refusée	Transformée en postulat
Motifs	Comme il le fait systématiquement lors de chaque crise humanitaire ou autre évènement portant atteinte à l'intégrité et aux droits des populations dans le monde, le Conseil communal porte une grande attention et témoigne de sa solidarité à la situation compliquée que traversent actuellement les autorités et la population cubaines face au blocus pétrolier imposé par Washington. Le Conseil communal est fréquemment sollicité pour des appuis financiers, logistiques ou autres lors de catastrophes naturelles, conflits sur un territoire, restrictions environnementales ou économiques. Cela a par exemple été le cas pour le tremblement de terre en Turquie en 2023, l'éboulement qui a enseveli Blatten en Valais en 2025 ou encore le conflit dans la Bande de Gaza au cours des dernières années. Au vu des ressources financières disponibles, il n'est pas envisageable pour le Conseil communal de contribuer activement, tel que le demande la motionnaire pour Cuba, pour chacun de ces évènements. Le Conseil communal rappelle également que, par l'intermédiaire du Service CSJL, il a arrêté dès le budget 2025 une nouvelle répartition des subventions octroyées aux différents partenaires sociaux de la Municipalité. Au-delà de l'envergure et de la situation financière des partenaires, un des critères principaux menant à cette répartition est la plus-value sociale apportée à la population delémontaine. Malgré cela, les projets de soutien aux pays défavorisés ou en voie de développement sont subventionnés par le Service CSJL à hauteur de 2 fois 3'000 francs versés annuellement, d'une part, à la Fédération interjurassienne de coopération et de développement (FICD) et, d'autre part, à l'association InterAgir. De leur côté, les SID versent annuellement 10'000 francs à la FICD pour des projets soutenus par le Centime de l'eau. Dans ce contexte, le Conseil communal, bien que sensible à la situation préoccupante à Cuba, propose de refuser la motion, au vu des ressources financières disponibles et des lignes directrices retenues pour leur utilisation.		



Postulat

De la couleur et un peu de fantaisie pour apprivoiser les moloks

Le SEOD a choisi les moloks se fondant sur des arguments techniques et financiers. C'est sans doute une solution rationnelle tant pour les utilisateurs que pour le personnel de la voirie. Une partie des conteurs^{me} seront enterrés mais ~~et~~ 45 conteneurs semi-enterrés seront installés dans les quartiers autres que la Vieille ville ou la Gare. De nombreux villages sont déjà équipés de ces moloks et avec leur pourtour brun faux bois. Ces ajouts ne sont pas très séduisants, on peut même dire que généralement ils manquent de charme et ne s'intègrent pas très bien dans l'environnement.

Dès lors nous nous demandons si une peinture autre que le brun, un vert foncé par exemple ou un gris clair selon l'emplacement ne rendraient pas ces équipements plus attrayants. On pourrait aussi envisager que certains moloks soient décorés, par exemple en en confiant le soin, choix du thème et réalisation à Delémont-BD ou à des tagueurs (une activité dans le cadre d'Espace-Jeunes) comme cela a déjà été fait pour la façade du local du Judo-Club de la Blancherie. Certain pourraient être intégrés à la balade des sculptures ou refléter les particularités d'un quartier, le Mexique, la Mandchourie etc.

Nous demandons au CC d'évaluer cette proposition, son intérêt, sa faisabilité et les surcoûts inhérents.

Delémont, le 1 juin 2026

Pour le groupe socialiste,

Aliou Wade

Handwritten signatures in blue and green ink, including names like K. A. Ewan, Aliou Wade, and others.

Séance du Conseil de Ville du 28 septembre 2026
Préavis du Conseil communal sur les postulats et motions
(art. 39 al. 3 du Règlement du Conseil de Ville)

Développement du postulat

4.02/26

« De la couleur et un peu de fantaisie pour apprivoiser les moloks »

Auteur	Aliou Wade, Parti Socialiste		
But visé	Il est proposé d'améliorer l'intégration esthétique des futurs conteneurs semi-enterrés en envisageant d'autres couleurs ou des décorations réalisées par des artistes ou des jeunes. Le Conseil communal est invité à en évaluer l'intérêt, la faisabilité et les surcoûts.		
Préavis du Conseil communal	Accepté	Refusé	
Motifs	Le modèle de base retenu pour les conteneurs semi-enterrés prévoit un habillage en bois traité avec une lasure brune. Il s'agit de la variante communément installée dans les communes dans le périmètre du SEOD qui finance et assure la fourniture de ces éléments. D'autres finitions existent, notamment des lames verticales en plastique recyclé qui peuvent être en couleur ainsi que des habillages en tôle inox perforée ou en aluminium. Ces variantes n'ont toutefois pas été retenues. En effet, bien qu'elles présentent une bonne longévité, leur coût est plus élevé en particulier pour les variantes en tôle inox et en aluminium. La variante avec les lames plastiques n'est quant à elle pas vraiment en adéquation avec les valeurs environnementales que défend la Ville. S'agissant de la décoration des conteneurs semi-enterrés par des artistes ou des jeunes, plusieurs solutions pourront être examinées en collaboration avec les services communaux concernés, CSE et CSJL en lien avec l'Espace Jeunes comme des bâches peintes ou imprimées ou la réalisation de peinture à même le bois. Ces solutions devront être analysées d'un point de vue de la réalisation, de la longévité ainsi que des contraintes qu'elles pourraient engendrer lors de la vidange. Il s'agira également d'évaluer les charges financières supplémentaires et leur éventuel financement sachant que le crédit voté par le Conseil de Ville n'inclut pas ces prestations complémentaires. Par ailleurs, comme les conteneurs appartiennent au SEOD, toute modification de leur habillage ou de leur aspect extérieur doit donc obtenir son accord. En ce qui concerne les conteneurs entièrement enterrés, la partie visible est thermolaquée en gris anthracite. Il est possible de commander d'autres teintes, moyennant une plus-value dont les coûts devront également être évalués. Le Conseil communal propose d'accepter le postulat pour permettre une étude plus détaillée concernant les aspects techniques, économiques et financiers, et environnementaux.		

Question écrite :

Quelle stratégie pour répondre au vieillissement de la population à Delémont ?

Face au vieillissement de la population et aux défis futurs liés au maintien à domicile, le Conseil communal envisage-t-il, dans la continuité de la politique communale des seniors et des mesures déjà mises en œuvre, une réflexion plus globale concernant le développement de logements adaptés aux seniors ainsi que d'espaces favorisant le lien social et la proximité, notamment dans le secteur de l'Avenue de la Gare ?

Dans ce contexte, le Conseil communal a-t-il identifié les besoins futurs de la population vieillissante à Delémont en matière :

- de logements adaptés ;
- d'accessibilité ;
- de mobilité ;
- de services de proximité ;
- et de prévention de l'isolement social ?

Une réflexion avec des partenaires publics, privés ou associatifs est-elle envisagée afin d'anticiper ces enjeux démographiques et urbanistiques ?

Dans l'affirmative, quels seraient les principaux axes, priorités et orientations de cette réflexion.

Nous remercions le conseil communal pour les réponses qu'il apportera à cette question.

Pour le Groupe PCSI
Jessy Gigandet

Delémont, le 1er juin 2026



RÉPONSE À LA QUESTION ÉCRITE 2.09/26

Quelle stratégie pour répondre au vieillissement de la population à Delémont ?

Madame Jessy Gigandet, PCSI

Le Conseil communal est sensible à cette problématique et rappelle qu'il a adopté, début 2024, un Concept communal en faveur des seniors assorti d'une quarantaine de mesures visant à améliorer la qualité de vie des seniors à Delémont. Cela étant précisé, le Conseil communal répond aux questions posées comme suit :

Le Conseil communal envisage-t-il (...) une réflexion plus globale concernant le développement de logements adaptés aux seniors ainsi que d'espaces favorisant le lien social et de proximité, notamment dans le secteur de l'Avenue de la Gare ?

Concernant le développement de logements adaptés aux seniors, le Concept communal en faveur des seniors comporte trois mesures en ce sens, rappelées entre guillemets et en italique ci-dessous.

Pour « *diversifier les logements disponibles sur le marché pour les seniors* », les propriétaires et promoteurs privés, ainsi que les coopératives d'habitation (existantes ou à développer) ont effectivement une part importante à jouer dans la mise à disposition de formes d'habitation innovantes. Le Conseil des seniors est sensible à cette thématique et certains de ses membres ont d'ores et déjà thématisé cette question, afin d'y amener une ou des réponses adaptées dans les années à venir. Dans la mesure de ses compétences et de ses ressources, le Conseil communal entend soutenir des démarches citoyennes en ce sens.

Pour « *adapter les logements communaux qui ne le sont pas* », notamment ceux situés à la rue de l'Hôpital et particulièrement destinés aux seniors, le Service des bâtiments entreprend les travaux nécessaires lors de la rénovation des logements. Il faut cependant prévoir un délai plus long pour la réalisation de cette mesure, car l'état de ces logements est satisfaisant actuellement et aucune intervention ne peut être intégrée prioritairement dans le plan financier des investissements. D'autant plus que les loyers seront maintenus pour utiliser ces logements communaux afin de tendre à la dernière mesure, soit « *développer des logements à loyers modérés* ».

Ces démarches seront encore légitimées et renforcées par plusieurs mesures intégrées dans la politique communale du logement qui sera soumise pour validation au Conseil communal dans les prochains mois et qui sera justement accompagnée d'un règlement pour l'attribution des logements à loyer modéré.

La demande de crédit de 106'000 francs pour la réalisation de travaux à l'Avenue de la Gare 11 dans le but d'y aménager un Espace Vivre Ensemble, accepté par votre autorité en date du 1^{er} juin 2026, a justement pour but principal de favoriser le lien social et de proximité. Effectivement, comme expliqué dans le message au Conseil de Ville, ce futur espace est conçu comme un lieu de proximité, permettant de renforcer la cohésion sociale, d'améliorer l'accès aux prestations et de soutenir les parcours de vie des habitantes et habitants. Il a pour objectif de répondre au manque identifié de lieux de rencontres accessibles, non-marchands et intergénérationnels. En favorisant les échanges informels et la convivialité, il contribue à lutter contre l'isolement, à renforcer le sentiment d'appartenance et à soutenir le mieux-vivre ensemble, dans une optique préventive.

Dans ce contexte, le Conseil communal a-t-il identifié les besoins futurs de la population vieillissante à Delémont en matière de logements adaptés, d'accessibilité, de mobilité, de services de proximité et de prévention de l'isolement social ?

Les démarches participatives menées durant le processus d'élaboration du Concept communal en faveur des seniors ont permis d'avoir une vue d'ensemble relativement complète des besoins de la population seniors. Pour chacun des domaines évoqués, des mesures sont prévues afin de répondre à ces besoins, sans pour autant avoir la prétention d'être exhaustif.

- Sur la question des logements adaptés, la réponse est donnée ci-dessus.

- Plusieurs mesures concernant ensuite l'accessibilité et la mobilité, à commencer par le fait de rendre plus accessibles les transports publics en ville de Delémont. Par exemple, de septembre à décembre 2026, la Ville de Delémont en collaboration avec MobiJu, offre un rabais attractif sur l'achat d'abonnements Vagabond par les seniors delémontains pour la zone tarifaire 10, qui comprend Delémont et environs. Cette mesure a pour but de faire (re)découvrir le réseau de transports publics existant en ville, pour des déplacements réguliers et exceptionnels. Dans le même ordre d'idée, un cours « Être et rester mobile » est proposé depuis plusieurs années à Delémont et sera reconduit au printemps 2027. Enfin, le Conseil des seniors s'est saisi des questions de mobilité douce, en se penchant notamment sur la question des bancs, mais aussi des obstacles aux déplacements piétons et cyclistes. Des échanges ont lieu avec le Service UETP au besoin, afin de signaler les secteurs problématiques. Ce dernier prend les mesures qui s'impose au cas par cas et selon les ressources disponibles.
- Des demandes avaient été émises afin de renforcer les réseaux de proximité, le soutien dans le voisinage ainsi que la mise en lien des seniors qui offrent et demandent de l'aide par le biais d'une plateforme dédiée. Le Conseil des seniors a cherché le meilleur moyen de centraliser les offres et les demandes. Au final, il s'est avéré que le Service d'échange local de Delémont (SEL) est tout indiqué pour remplir ce rôle sans créer de doublons. Par ailleurs, le projet d'Espace Vivre Ensemble à la Gare 11 sera un excellent moyen de faire se rencontrer les gens, toutes générations confondues, les mettre en lien, créer des initiatives citoyennes de solidarité et d'entraide. Et finalement, les initiatives privées d'entraide dans le voisinage sont évidemment valorisées lorsqu'elles émergent. Le Service CSJL comme le Conseil des seniors essaient tant que possible de mettre les gens en lien, afin de garantir l'entraide et la solidarité et prévenir l'isolement social. Sur ce dernier point, le Service CSJL ne peut malheureusement pas avoir, à ce jour, des contacts avec tous les seniors à domicile. Les services d'aide et de soin à domicile permettent de rompre en partie la solitude, les visites à domicile organisés par les paroisses protestantes et catholiques également. La permanence téléphonique ouverte aux seniors deux fois par semaine n'est jamais utilisée. De nouvelles démarches sont cependant en cours de réflexion, notamment la mise en place d'un service de conciergerie sociale dans certains quartiers ou immeubles, ainsi que, dès 2027, l'établissement d'un plan canicule pour les seniors, leur donnant la possibilité, dans le courant du printemps, de s'inscrire pour une prise de contact par la ville durant les périodes de canicule.

Une réflexion avec des partenaires publics, privés ou associatifs est-elle envisagée afin d'anticiper ces enjeux démographiques et urbanistiques ? Dans l'affirmative, quels seraient les principaux axes, priorités et orientations de cette réflexion.

Comme mentionné ci-dessus, la Municipalité ne dispose pas des ressources pour agir seul. Dans le domaine du logement, elle doit nécessairement pouvoir travailler avec des promoteurs privés, publics ou des coopératives, avec des organisations de soins à domicile ou des partenaires tels que la Croix-Rouge pour la prévention et le lien social et finalement avec les partenaires institutionnels établis tels que MobiJu, les CFF ou l'ATE pour la mobilité. Le Conseil communal tient à souligner que, dans le domaine du maintien à domicile, le Canton a entrepris une réflexion et des projets de fonds par le biais de sa Planification médico-sociale 2040, et qu'il représente à ce titre un partenaire de choix dans la mise en œuvre des conditions-cadres pour le maintien à domicile. Le Service CSJL s'évertue à maintenir des liens avec ces différents partenaires et à créer des synergies lorsque cela est possible.

A l'heure actuelle, les axes principaux, priorités ou orientations sont contenus dans le Concept communal en faveur des seniors, qui fixe d'ores et déjà des mesures, avec des degrés de priorité, des partenariats potentiels, voire dans certains cas, des données chiffrées en termes de budget.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le président :

Le chancelier :

Damien Chappuis

Nicolas Guenin

Delémont, le 25 août 2026

5.03/25

Motion

Un règlement sur les terrasses des établissements publics

Suite à de multiples affaires parues dans la presse ces dernières années et encore dernièrement, notre groupe avait posé la question des critères sur lesquels se base le Conseil Communal pour accepter ou refuser l'installation de terrasses sur le domaine public par un tenancier ou une tenancière de bar ou de restaurant.

Dans sa réponse du 28 mars 2025, le Conseil Communal expliquait utiliser une règle précise, sans pour autant la citer, et indiquait ensuite évaluer la possibilité d'utilisation de l'espace public avant de transmettre le permis de construire au Canton. Le Conseil Communal précisait que cette manière de faire lui évitait, je cite, d'être juge et partie.

Le groupe retient de cette réponse qu'aucune base légale ne soutient ni ne guide le Conseil Communal dans sa prise de décision, celles-ci pouvant paraître comme étant sujettes à discussion dès lors qu'un refus ou des conflits sur leur utilisation apparaissent. Quant à la Charte des terrasses, elle n'a que valeur indicative. Il est possible que des actions légales, coûteuses pour la Commune, soient engagées par des particuliers insatisfaits des décisions prises.

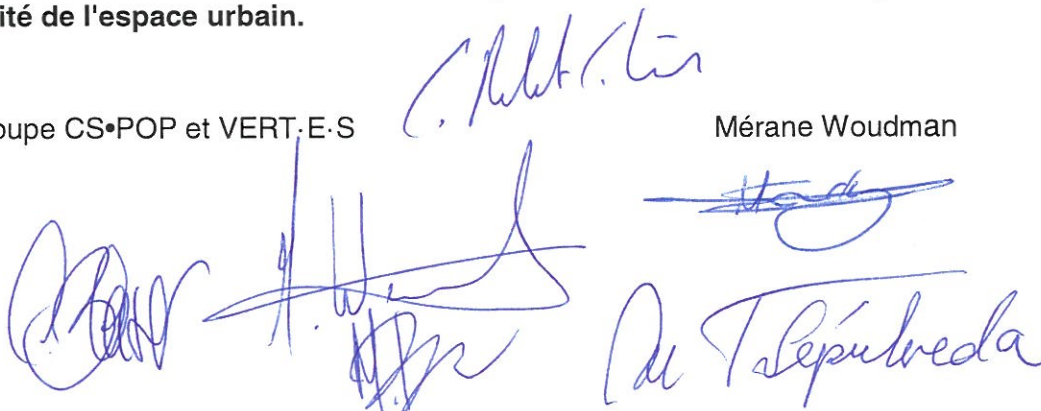
Compte tenu des problèmes générés régulièrement par ce flou dans des décisions qui pourraient paraître parfois arbitraires du fait que ni le règlement de police, ni le règlement sur les constructions ne prévoient de dispositions particulières à ce sujet, et en raison du nombre et de la complexification des dossiers à traiter par le Conseil Communal, le groupe CS•POP et Vert-e-s considère qu'il manque une base légale permettant de définir équitablement les conditions encadrant les terrasses d'établissements publics sur le territoire communal.

Par cette motion, le groupe CS•POP et Vert-e-s demande au Conseil Communal d'établir un règlement sur les terrasses des établissements publics qui permette :

- De garantir une base légale applicable à l'ensemble des établissements publics de la Ville de Delémont pour l'octroi, le renouvellement, la transformation et l'exploitation de terrasses.
- De clarifier les critères d'acceptation ou de refus par le Conseil Communal en application de la législation sur les constructions, de celle sur l'utilisation du domaine public et du règlement de Police.
- De prévoir les tarifs applicables.
- D'intégrer les terrasses des établissements publics comme éléments à part entière de la qualité de l'espace urbain.

Pour le groupe CS•POP et VERT•E•S

Mérané Woudman



RAPPORT DE RÉALISATION DE LA MOTION 5.03/25

Un règlement sur les terrasses des établissements publics

Madame Mérane Woudmann, CS-POP et VERT-E-S

Le projet de règlement sur les terrasses ainsi que le message du Conseil communal ont été soumis à la Commission de la Mairie et pourront être traités lors de la séance du Conseil de Ville du 26 octobre prochain.

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL
Le président : Le chancelier :

Damien Chappuis

Nicolas Guenin

Delémont, le 15.09.2026

~~Question écrite~~

Postulat

Conseil de Ville du 29.09.25

Accès à l'Auberge de Jeunesse

L'accès à l'Auberge de Jeunesse, à l'entrée de la ville, côté Soyhières, présente des risques non négligeables pour ceux qui entrent ou sortent du site à vélo ou en voiture.

Bien que le chemin qui mène à l'Auberge de Jeunesse depuis la route cantonale se trouve après le panneau 50 km/h. en venant de Soyhières, les automobilistes tardent à ralentir à l'approche de l'intersection et menacent les entrées et sorties de l'Auberge.

Aucun panneau indiquant l'Auberge de Jeunesse ne se trouve à proximité du chemin qui monte à l'Auberge, invitant les automobilistes entrant à Delémont ou sortant direction Bâle à faire preuve de prudence dans ce secteur dangereux.

La direction de l'Auberge de Jeunesse reçoit régulièrement des remarques de clients insatisfaits face à cette situation dangereuse.

Aussi, demandons-nous au Conseil communal d'examiner ce problème et d'entreprendre les démarches utiles auprès du Canton ou de la Confédération pour renforcer la sécurité routière dans ce secteur, notamment par une signalisation adéquate.

Nous remercions le Conseil communal pour l'attention qu'il portera à notre requête.

Pour le groupe PLR

Pascal Domont

Four handwritten signatures in blue ink are visible below the text 'Pascal Domont'. The signatures are stylized and appear to be of different individuals.

RAPPORT DE REALISATION DU POSTULAT 4.04/25

« Accès à l'Auberge de Jeunesse »

Monsieur Pascal Domont, PLR

Le postulat demandait d'examiner la sécurité et la signalisation de l'accès à l'Auberge de Jeunesse et de faire le nécessaire auprès du Canton ou de la Confédération pour améliorer la situation.

Une analyse précise sur l'accès à l'Auberge de Jeunesse a été réalisée avec l'appui d'un bureau d'ingénieurs spécialisé en sécurité routière et mobilité douce pour évaluer globalement la situation en regard notamment des normes applicables. Les conclusions confirment que des améliorations sont nécessaires et devraient être apportées, notamment en raison des vitesses parfois élevées pratiquées sur la N18 et de la géométrie très exiguë de l'accès, qui complique les manœuvres d'entrée et de sortie. Cette étude a aussi permis de préciser les demandes de la Municipalité déjà exprimées à l'Office fédéral des routes (OFROU), propriétaire de la route de Bâle, afin de revoir la géométrie dans ce secteur et revoir également en particulier le carrefour avec l'accès au Colliard, sachant que les cyclistes et les piétons souffrent d'un déficit de sécurité et de confort.

Concernant la sécurité routière, il ressort notamment que le mouvement de tourne-à-droite en sortie de l'Auberge de Jeunesse n'est pas réalisable, de manière sécurisée, sans manœuvre supplémentaire. Ce mouvement doit dès lors être interdit. Le tourne-à-gauche en sortie reste le mouvement à privilégier, les distances de visibilité nécessaires étant respectées, même si la configuration actuelle n'est pas optimale.

Concernant l'accès depuis Delémont, le tourne-à-gauche nécessite que les véhicules se positionnent complètement à droite sur la N18 afin de pouvoir l'effectuer en une seule manœuvre. Cette situation démontre la nécessité d'améliorer la lisibilité et la signalisation de cet accès.

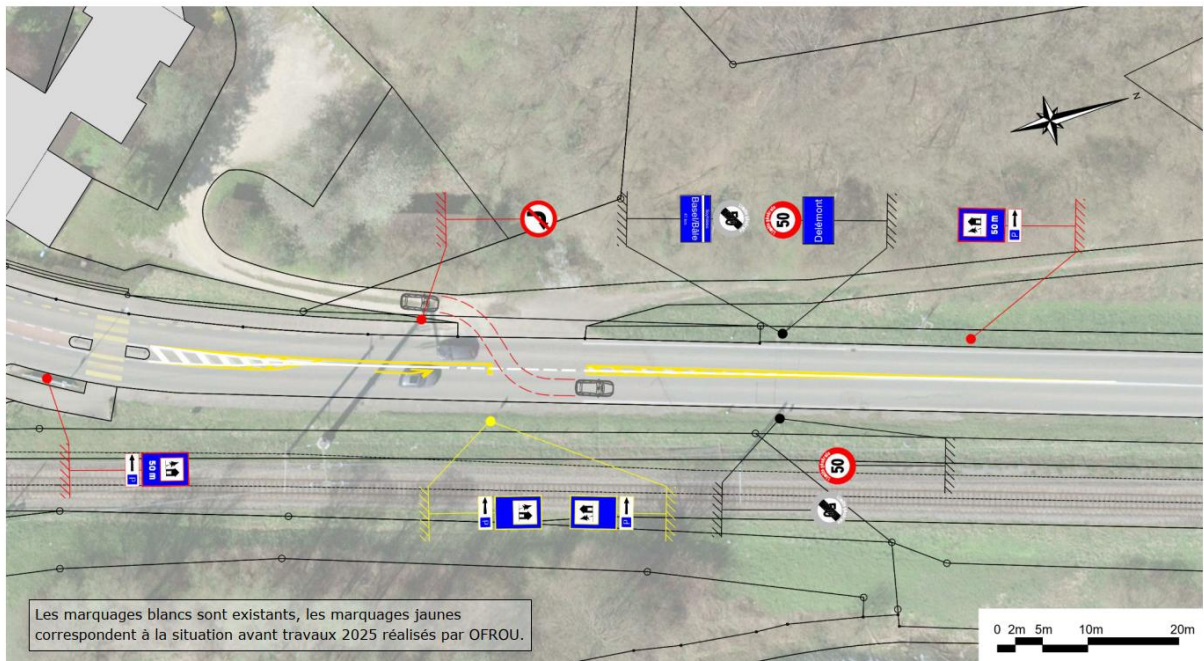
Une demande a été adressée à l'Office fédéral des routes afin d'adapter la signalisation existante selon le schéma en annexe. Il est notamment proposé de supprimer les panneaux actuels et d'implanter une signalisation anticipée environ 50 mètres en amont et en aval de l'accès à l'Auberge de Jeunesse.

Concernant le réaménagement plus global de la route de Bâle, y compris depuis le giratoire du Jumbo, des démarches sont engagées depuis le lancement des études du corridor N18 qui a été finalisé l'année dernière. Il a été demandé que des améliorations significatives soient mises en place pour améliorer la sécurité et le confort des usagers. Des séances sont régulièrement organisées avec l'OFROU et le Service cantonal des infrastructures et les dernières rencontres ont permis de prendre connaissance des premières variantes de réaménagement prévues qui ont été présentées à la Commission UETP.

Le Conseil communal a insisté pour que des mesures soient prises rapidement mais la planification de l'OFROU prévoit de réaliser en premier des aménagements sur le secteur Delémont Ouest – entrée de Delémont et le réaménagement du giratoire du Righi, un gros chantier qui est normalement prévu dès 2027, sous réserve des autorisations nécessaires. Les secteurs suivants des giratoires Landi et Mc Donald, ainsi que de la rue Auguste-Quiquerez, seront planifiés à la suite.

Le Conseil communal continuera à suivre ce dossier avec l'OFROU avec beaucoup d'attention afin de faire activer les mesures d'amélioration de la sécurité le long de la N18. Au sujet de l'accès à l'Auberge de jeunesse, la Municipalité procédera aux changements des signaux nécessaires dès l'autorisation de l'OFROU.

Annexe : plan de signalisation modifié - verso



CN/HJ/ 17 juillet 2026